



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ Αρ. Φύλλου **42**

7 Μαρτίου 1996

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2385

Κύρωση του Κεφαλαίου ΙΙ της Συνθήκης Συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας που υπογράφηκε στην Ουάσιγκτον στις 19 Ιουνίου 1970 και τροποποιήθηκε στις 2 Οκτωβρίου 1979 και 3 Φεβρουαρίου 1984 και των αντίστοιχων σ' αυτό κανόνων του Εκτελεστικού Κανονισμού της Συνθήκης Συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος, το Κεφάλαιο ΙΙ της Συνθήκης Συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας και οι αντίστοιχοι σε αυτό κανόνες του Εκτελεστικού Κανονισμού της Συνθήκης Συνεργασίας για τα διπλώματα ευρεσιτεχνίας, που υπογράφηκε στην Ουάσιγκτον στις 19 Ιουνίου 1970 και τροποποιήθηκε στις 2 Οκτωβρίου 1979 και στις 3 Φεβρουαρίου 1984, των οποίων το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική και αγγλική και σε μετάφραση στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

CHAPITRE II

Examen préliminaire international

Article 31

Demande d'examen préliminaire international

1) Sur demande du déposant, la demande internationale fait l'objet d'un examen préliminaire international conformément aux dispositions ci-après et au règlement d'exécution.

2)a) Tout déposant qui, au sens du règlement d'exécution, est domicilié dans un Etat contractant lié par le chapitre II ou est le national d'un tel Etat et dont la demande internationale a été déposée auprès de l'office récepteur de cet Etat ou agissant pour le compte de cet Etat, peut présenter une demande d'examen préliminaire international.

b) L'Assemblée peut décider de permettre aux personnes autorisées à déposer des demandes internationales de présenter des demandes d'examen préliminaire international même si elles sont domiciliées dans un Etat non contractant ou non lié par le chapitre II ou ont la nationalité d'un tel Etat.

3) La demande d'examen préliminaire international doit être établie indépendamment de la demande internationale. Elle doit contenir les indications prescrites et être établie dans la langue et dans la forme prescrites.

4)a) La demande d'examen préliminaire international doit indiquer celui ou ceux des Etats contractants où le déposant a l'intention d'utiliser les résultats de l'examen préliminaire international («Etats élus»). Des Etats contractants additionnels peuvent être élus ultérieurement. Les élections ne peuvent porter que sur des Etats contractants déjà désignés conformément à l'article 4.

b) Les déposants visés à l'alinéa 2)a) peuvent élire tout Etat contractant lié par le chapitre II. Les déposants visés à l'alinéa 2)b) ne peuvent élire que les Etats contractants liés par le chapitre II qui se sont déclarés disposés à être élus par de tels déposants.

5) La demande d'examen préliminaire international donne lieu au paiement des taxes prescrites dans le délai prescrit.

6)a) La demande d'examen préliminaire international doit être

présentée à l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international mentionnée à l'article 32.

b) Toute élection ultérieure doit être soumise au Bureau international.

7) Chaque office élu reçoit notification de son élection.

Article 32

Administration chargée de l'examen préliminaire international

1) L'examen préliminaire international est effectué par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

2) Pour les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2)a) et à l'article 31.2)b), l'office récepteur ou l'Assemblée, respectivement, précise, conformément aux dispositions de l'accord applicable conclu entre l'administration ou les administrations intéressées chargées de l'examen préliminaire international et le Bureau international, celle ou celles de ces administrations qui seront compétentes pour procéder à l'examen préliminaire.

3) Les dispositions de l'article 16.3) s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux administrations chargées de l'examen préliminaire international.

Article 33

Examen préliminaire international

1) L'examen préliminaire international a pour objet de formuler une opinion préliminaire et sans engagement sur les questions de savoir si l'invention dont la protection est demandée semble être nouvelle, impliquer une activité inventive (n'être pas évidente) et être susceptible d'application industrielle.

2) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme nouvelle s'il n'est pas trouvé d'antériorité dans l'état de la technique tel qu'il est défini dans le règlement d'exécution.

3) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme impliquant une activité inventive si, compte tenu de l'état de la technique tel qu'il est défini dans le règlement d'exécution, elle n'est pas, à la date pertinente prescrite, évidente pour un homme du métier.

4) Aux fins de l'examen préliminaire international, l'invention dont la protection est demandée est considérée comme susceptible

d'application industrielle si, conformément à sa nature, elle peut être produite ou utilisée (au sens technologique) dans tout genre d'industrie. Le terme «industrie» doit être compris dans son sens le plus large, comme dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle.

5) Les critères qui précèdent ne servent qu'aux fins de l'examen préliminaire international. Tout Etat contractant peut appliquer des critères additionnels ou différents afin de décider si, dans cet Etat, l'invention est brevetable ou non.

6) L'examen préliminaire international doit prendre en considération tous les documents cités dans le rapport de recherche internationale. Il peut prendre en considération tous documents additionnels considérés comme pertinents dans le cas d'espèce.

Article 34

Procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

1) La procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international est déterminée par le présent traité, le règlement d'exécution et l'accord que le Bureau international conclut, conformément au présent traité et au règlement d'exécution, avec cette administration.

2)a) Le déposant a le droit de communiquer, verbalement et par écrit, avec l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

b) Le déposant a le droit de modifier les revendications, la description et les dessins, de la manière prescrite et dans le délai prescrit, avant l'établissement du rapport d'examen préliminaire international. Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée.

c) Le déposant reçoit de l'administration chargée de l'examen préliminaire international au moins un avis écrit, sauf si ladite administration estime que toutes les conditions suivantes sont remplies:

i) l'invention répond aux critères figurant à l'article 33.1);

ii) la demande internationale remplit les conditions du présent traité et du règlement d'exécution dans la mesure où elles sont contrôlées par ladite administration:

iii) il n'est pas envisagé de présenter des observations au sens de l'article 35.2), dernière phrase.

d) Le déposant peut répondre à l'avis écrit.

3)a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que la demande internationale ne satisfait pas à l'exigence d'unité de l'invention telle qu'elle est définie dans le règlement d'exécution, elle peut inviter le déposant, au choix de ce dernier, soit à limiter les revendications de manière à satisfaire à cette exigence, soit à payer des taxes additionnelles.

b) La législation nationale de tout Etat élu peut prévoir que, lorsque le déposant choisit de limiter les revendications au sens du sous-alinéa a), les parties de la demande internationale qui, en conséquence de la limitation, ne font pas l'objet d'un examen préliminaire international sont, pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, considérées comme retirées, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à l'office national dudit Etat.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation mentionnée au sous-alinéa a) dans le délai prescrit, l'administration chargée de l'examen préliminaire international établit un rapport d'examen préliminaire international sur les parties de la demande internationale qui ont trait à ce qui semble constituer l'invention principale et donne sur ce point des indications dans le rapport. La législation nationale de tout Etat élu peut prévoir que, lorsque l'office national de cet Etat estime justifiée l'invitation de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, les parties de la demande internationale qui n'ont pas trait à l'invention principale sont, pour ce qui concerne les effets dans cet Etat, considérées comme retirées, à moins qu'une taxe particulière ne soit payée par le déposant à cet office.

4)a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime:

i) que la demande internationale concerne un objet à l'égard duquel elle n'est pas tenue, selon le règlement d'exécution, d'effectuer un examen préliminaire inter-

national et décide en l'espèce de ne pas effectuer un tel examen, ou

ii) que la description, les revendications ou les dessins ne sont pas clairs, ou que les revendications ne se fondent pas de façon adéquate sur la description, de sorte qu'une opinion valable ne peut être formée au sujet de la nouveauté, de l'activité inventive (non-évidence) ou de l'application industrielle de l'invention dont la protection est demandée,

elle n'aborde pas les questions mentionnées à l'article 33.1) et fait connaître au déposant cette opinion et ses motifs.

b) Si l'une des situations mentionnées au sous-alinéa a) n'existe qu'à l'égard de certaines revendications ou en relation avec certaines revendications, les dispositions dudit sous-alinéa a) ne s'appliquent qu'à l'égard de ces revendications.

Article 35

Rapport d'examen préliminaire international

1) Le rapport d'examen préliminaire international est établi dans le délai prescrit et dans la forme prescrite.

2) Le rapport d'examen préliminaire international ne contient aucune déclaration quant à la question de savoir si l'invention dont la protection est demandée est ou semble être brevetable ou non au regard d'une législation nationale quelconque. Il déclare, sous réserve de l'alinéa 3), en relation avec chaque revendication, si cette revendication semble répondre aux critères de nouveauté, d'activité inventive (non-évidence) et d'application industrielle, tels que ces critères sont définis, aux fins de l'examen préliminaire international, à l'article 33.1) à 4). Cette déclaration doit être accompagnée de la citation des documents qui semblent étayer la conclusion déclarée, et de toutes explications qui peuvent s'imposer en l'espèce. A cette déclaration doivent également être jointes les autres observations prévues par le règlement d'exécution.

3)a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime, lors de l'établissement du rapport d'examen préliminaire international, que l'une quelconque des situations mentionnées

à l'article 34.4)a) existe. le rapport en fait état et indique les motifs. Il ne doit contenir aucune déclaration au sens de l'alinéa 2).

b) Si l'une des situations mentionnées à l'article 34.4)b) existe, le rapport d'examen préliminaire international contient, pour les revendications en question, l'indication prévue au sous-alinéa a) et, pour les autres revendications, la déclaration indiquée à l'alinéa 2).

Article 36

Transmission, traduction et communication du rapport d'examen préliminaire international

1) Le rapport d'examen préliminaire international est, avec les annexes prescrites, transmis au déposant et au Bureau international.

2)a) Le rapport d'examen préliminaire international et ses annexes sont traduits dans les langues prescrites.

b) Toute traduction dudit rapport est préparée par le Bureau international ou sous sa responsabilité; toute traduction de ses annexes est préparée par le déposant.

3)a) Le rapport d'examen préliminaire international, avec sa traduction (telle qu'elle est prescrite) et ses annexes (dans la langue d'origine), est communiqué par le Bureau international à chaque office élu.

b) La traduction prescrite des annexes est transmise, dans le délai prescrit, par le déposant aux offices élus.

4) L'article 20.3) s'applique, *mutatis mutandis*, aux copies de tout document qui est cité dans le rapport d'examen preliminaire international et qui n'a pas été cité dans le rapport de recherche internationale.

Article 37

Retrait de la demande d'examen préliminaire international ou d'élections

1) Le déposant peut retirer tout ou partie des élections.

2) Si l'élection de tous les Etats élus est retirée, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme retirée.

3)a) Tout retrait doit être notifié au Bureau international.

b) Le Bureau international le notifie aux offices élus intéressés et à l'administration intéressée chargée de l'examen préliminaire international.

4)a) Sous réserve du sous-alinéa b), le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de l'élection d'un Etat contractant est, si la législation nationale de cet Etat n'en dispose pas autrement, considéré comme un retrait de la demande internationale pour ce qui concerne cet Etat.

b) Le retrait de la demande d'examen préliminaire international ou de l'élection n'est pas considéré comme un retrait de la demande internationale s'il est effectué avant l'expiration du délai applicable selon l'article 22; toutefois, tout Etat contractant peut prévoir dans sa législation nationale, qu'il n'en ira ainsi que si son office national reçoit, dans ce délai, copie de la demande internationale, une traduction (telle qu'elle est prescrite) de ladite demande et la taxe nationale.

Article 38

Caractère confidentiel de l'examen préliminaire international

1) Sauf requête ou autorisation du déposant, le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peuvent permettre à aucun moment, à aucune personne ou administration – à l'exception des offices élus, après l'établissement du rapport d'examen préliminaire international – d'avoir accès, au sens et aux conditions de l'article 30.4), au dossier de l'examen préliminaire international.

2) Sous réserve de l'alinéa 1) et des articles 36.1) et 3) et 37.3)b), le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international ne peuvent donner, sauf requête ou autorisation du déposant, aucune information relative à la délivrance ou au refus de délivrance d'un rapport d'examen préliminaire international, ou encore au retrait ou au maintien de la demande d'examen préliminaire international ou d'une élection quelconque.

Article 39

Copies, traductions et taxes pour les offices élus

1)a) Si l'élection d'un Etat contractant a été effectuée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité, l'article 22 ne s'applique pas à cet Etat; le déposant remet à chaque office élu une copie de la demande internationale (sauf si la communication visée à l'article 20 a déjà eu lieu) et une traduction (telle qu'elle est prescrite) de cette demande et lui paie (le cas échéant) la taxe nationale au plus tard à l'expiration d'un délai de trente mois à compter de la date de priorité.

b) Toute législation nationale peut, pour l'accomplissement des actes mentionnés au sous-alinéa a), fixer des délais expirant après celui qui figure audit sous-alinéa.

2) Les effets prévus à l'article 11.3) cessent dans l'Etat élu avec les mêmes conséquences que celles qui découlent du retrait d'une demande nationale dans cet Etat si le déposant n'exécute pas les actes mentionnés à l'alinéa 1)a) dans le délai applicable selon l'alinéa 1)a) ou b).

3) Tout office élu peut maintenir les effets prévus à l'article 11.3) même lorsque le déposant ne remplit pas les conditions prévues à l'alinéa 1)a) ou b).

Article 40

Suspension de l'examen national et des autres procédures

1) Si l'élection d'un Etat contractant est effectuée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité, l'article 23 ne s'applique pas à cet Etat et son office national, ou tout office agissant pour cet Etat, n'effectue pas l'examen et n'engage aucune autre procédure relative à la demande internationale, sous réserve de l'alinéa 2), avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39.

2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1), tout office élu peut, sur requête expresse du déposant, en tout temps procéder à l'examen et engager toute autre procédure relative à la demande internationale.

Article 41

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices élus

1) Le déposant doit avoir l'occasion de modifier les revendications, la description et les dessins, dans le délai prescrit, auprès de chaque office élu. Aucun office élu ne peut délivrer de brevet ni refuser d'en délivrer avant l'expiration de ce délai, sauf accord exprès du déposant.

2) Les modifications ne doivent pas aller au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, sauf si la législation nationale de l'Etat élu le permet expressément.

3) Les modifications doivent être conformes à la législation nationale de l'Etat élu pour tout ce qui n'est pas fixé par le présent traité ou par le règlement d'exécution.

4) Lorsque l'office élu exige une traduction de la demande internationale, les modifications doivent être établies dans la langue de la traduction.

Article 42

Résultat de l'examen national des offices élus

Les offices élus recevant le rapport d'examen préliminaire international ne peuvent exiger du déposant qu'il leur remette des copies de documents liés à l'examen relatif à la même demande internationale dans tout autre office élu, ou qu'il leur remette des informations relatives au contenu de tels documents.

PARTIE C

Règles relatives au chapitre II du traité

Règle 53

Demande d'examen préliminaire international

53.1 *Forme*

a) La demande d'examen préliminaire international doit être établie sur un formulaire imprimé ou être présentée sous la forme d'un imprimé d'ordinateur. Des prescriptions détaillées relatives au formulaire imprimé et à toute demande d'examen préliminaire international présentée sous la forme d'un imprimé d'ordinateur figurent dans les instructions administratives.

b) Des exemplaires du formulaire imprimé de demande d'examen préliminaire international sont délivrés gratuitement par l'office récepteur ou par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

53.2 *Contenu*

a) La demande d'examen préliminaire international doit comporter:

i) une pétition;

ii) des indications concernant le déposant et, le cas échéant, le mandataire;

iii) des indications concernant la demande internationale à laquelle elle a trait;

iv) l'élection d'Etats;

v) le cas échéant, une déclaration concernant les modifications.

b) La demande d'examen préliminaire international doit être signée.

53.3 *Pétition*

La pétition doit tendre à l'effet qui suit et être rédigée de préférence comme suit: «Demande d'examen préliminaire international selon l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets — Le soussigné requiert que la demande internationale spécifiée ci-après fasse l'objet d'un examen préliminaire international conformément au Traité de coopération en matière de brevets».

53.4 *Déposant*

Pour ce qui concerne les indications relatives au déposant, les règles 4.4 et 4.16 s'appliquent et la règle 4.5 s'applique *mutatis mutandis*. Seuls les déposants qui ont cette qualité pour les Etats élus doivent être indiqués dans la demande d'examen préliminaire international.

53.5 *Mandataire ou représentant commun*

Si un mandataire ou un représentant commun est désigné, la demande d'examen préliminaire international doit l'indiquer. Les règles 4.4 et 4.16 s'appliquent et la règle 4.7 s'applique *mutatis mutandis.*

53.6 *Identification de la demande internationale*

Aux fins d'identification de la demande internationale, la demande d'examen préliminaire international doit indiquer le nom et l'adresse du déposant, le titre de l'invention, la date du dépôt international (si le déposant la connaît) et le numéro de la demande internationale ou, lorsque le déposant ne connaît pas ce numéro, le nom de l'office récepteur auprès duquel la demande internationale a été déposée.

53.7 *Election d'Etats*

a) La demande d'examen préliminaire international doit, parmi les Etats désignés qui sont liés par le chapitre II du traité («Etats éligibles»), indiquer en tant qu'Etat élu au moins un Etat contractant.

b) L'élection, dans la demande d'examen préliminaire international, d'Etats contractants doit revêtir l'une des formes suivantes:

i) indication selon laquelle tous les Etats éligibles sont élus, ou

ii) s'agissant d'Etats qui ont été désignés aux fins de l'obtention de brevets nationaux, indication des Etats éligibles qui sont élus, et, s'agissant d'Etats qui ont été désignés aux fins de l'obtention d'un brevet régional, indication du brevet régional en question, accompagnée soit d'une indication selon laquelle tous les Etats éligibles parties au traité de brevet régional en question sont élus, soit de l'indication de ceux d'entre eux qui le sont.

53.8 *Signature*

a) Sous réserve de l'alinéa b), la demande d'examen préliminaire international doit être signée par le déposant ou, s'il y a plusieurs déposants, par tous les déposants qui la présentent.

b) Lorsque plusieurs déposants présentent une demande d'examen préliminaire international et y élisent un État dont la législation nationale exige que les demandes nationales soient déposées par l'inventeur, et qu'un déposant qui a cette qualité pour l'Etat élu en question et qui est un inventeur a refusé de signer la demande d'examen préliminaire international ou que des efforts diligents n'ont pas permis de le trouver ou d'entrer en rapport avec lui, il n'est pas nécessaire que la demande d'examen préliminaire international soit signée par ce déposant («le déposant en question») si elle l'est par au moins un déposant et

i) si une explication, jugée satisfaisante par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, est remise au sujet de l'absence de la signature du déposant en question, ou

ii) si le déposant en question n'a pas signé la requête mais que les conditions de la règle 4.15.b) ont été remplies.

53.9 *Déclaration concernant les modifications*

a) Lorsque des modifications ont été effectuées en vertu de l'article 19, la déclaration concernant les modifications doit indiquer si, aux fins de l'examen préliminaire international, le déposant souhaite que ces modifications

i) soient prises en considération, auquel cas une copie des modifications doit de préférence être présentée avec la demande d'examen préliminaire international, ou

ii) soient considérées comme écartées par une modification effectuée en vertu de l'article 34.

b) Lorsqu'aucune modification n'a été effectuée en vertu de l'article 19 et que le délai prévu pour le dépôt de telles modifications n'a pas expiré, la déclaration peut indiquer que le déposant souhaite que le commencement de l'examen préliminaire international soit différé conformément à la règle 69.1.d).

c) Lorsque des modifications sont présentées en vertu de l'article 34 avec la demande d'examen préliminaire international, la déclaration doit l'indiquer.

Règle 54

Déposant autorisé à présenter une demande d'examen préliminaire international

54.1 *Domicile et nationalité*

a) Sous réserve des dispositions de l'alinéa b), le domicile et la nationalité du déposant sont, aux fins de l'article 31.2), déterminés conformément à la règle 18.1.a) et b).

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international demande, dans les cas indiqués dans les instructions administratives, à l'office récepteur ou, lorsque la demande internationale a été déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur, à l'office national de l'Etat contractant intéressé ou à l'office agissant pour cet Etat de trancher la question de savoir si le déposant est domicilié dans l'Etat contractant où il prétend avoir son domicile ou est le national de l'Etat contractant dont il prétend avoir la nationalité. L'administration chargée de l'examen préliminaire international informe le déposant de toute demande faite dans ce sens. Le déposant a la possibilité de soumettre ses arguments directement à l'office intéressé. Celui-ci tranche ladite question à bref délai.

54.2 *Plusieurs déposants*

S'il y a plusieurs déposants, le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international selon l'article 31.2) existe si au moins l'un des déposants qui la présentent est

i) domicilié dans un Etat contractant lié par le chapitre II ou est le national d'un tel Etat, et si la demande internationale a été déposée auprès de l'office récepteur d'un Etat contractant, ou agissant pour un Etat contractant, lié par le chapitre II; ou

ii) une personne autorisée à présenter une demande d'examen préliminaire international selon l'article 31.2)b), et si la demande internationale a été déposée conformément à la décision de l'Assemblée.

54.3 *Demandes internationales déposées auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur*

Si la demande internationale est déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), celui-ci est réputé, aux fins de l'article 31.2)a), agir pour l'Etat contractant où le déposant est domicilié ou dont il est le national.

54.4 *Déposant non autorisé à présenter une demande d'examen préliminaire international*

a) Si le déposant n'a pas le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international ou, en cas de pluralité de déposants, si aucun d'entre eux n'a le droit de présenter une demande d'examen préliminaire international en vertu de la règle 54.2, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

b) *[Supprimé]*

Règle 55

Langues (examen préliminaire international)

55.1 *Langue de la demande d'examen préliminaire international*

La demande d'examen préliminaire international doit être présentée dans la langue de la demande internationale ou, si la demande internationale a été déposée dans une langue autre que celle de sa publication, dans la langue de publication. Cependant, si une traduction de la demande internationale est exigée en vertu de la règle 55.2, la demande d'examen préliminaire international doit être présentée dans la langue de cette traduction.

55.2 *Traduction de la demande internationale*

a) Lorsque la demande internationale n'est ni déposée ni publiée dans la langue, ou dans une des langues, précisées dans l'accord conclu par le Bureau international et l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est compétente pour l'examen préliminaire international de cette demande, ladite administration peut exiger que, sous réserve de l'alinéa b), le déposant remette avec la demande d'examen préliminaire international une traduction de la demande internationale dans la langue, ou dans une des langues, précisées dans l'accord en question.

b) Lorsqu'une traduction de la demande internationale dans une langue visée à l'alinéa a) a été transmise à l'administration chargée de la recherche internationale en vertu de la règle 12.1.c) et que l'administration chargée de l'examen préliminaire international fait partie du même office national ou de la même organisation intergouvernementale que l'administration chargée de la recherche internationale, il n'est

pas nécessaire que le déposant remette la traduction visée à l'alinéa a). Dans ce cas, à moins que le déposant remette la traduction visée à l'alinéa a), l'examen préliminaire international est effectué sur la base de la traduction transmise en vertu de la règle 12.1.c).

c) S'il n'est pas satisfait à l'exigence prévue à l'alinéa a) et que l'alinéa b) ne s'applique pas, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à remettre la traduction requise dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce. Ce délai est d'au moins un mois à compter de la date de l'invitation. Il peut être prorogé par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à tout moment avant qu'une décision ait été prise.

d) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa c), il est réputé avoir satisfait à l'exigence en question. Dans le cas contraire, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

e) Les alinéas a) à d) s'appliquent seulement lorsque l'administration chargée de l'examen préliminaire international a déclaré, dans une notification adressée au Bureau international, qu'elle accepte d'effectuer l'examen préliminaire international sur la base de la traduction visée dans ces alinéas.

55.3 *Traduction des modifications*

a) Lorsqu'une traduction de la demande internationale est exigée en vertu de la règle 55.2, toute modification qui est visée dans la déclaration concernant les modifications faite en vertu de la règle 53.9 et dont le déposant souhaite la prise en considération aux fins de l'examen préliminaire international, et toute modification effectuée en vertu de l'article 19 qui doit être prise en considération selon la règle 66.1.c), doit être établie dans la langue de cette traduction. Lorsqu'une telle modification a été ou est déposée dans une autre langue, une traduction doit aussi être remise.

b) Lorsque la traduction exigée d'une modification visée à l'alinéa a) n'est pas remise, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à remettre la traduction manquante dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce. Ce délai est d'au moins un mois à compter de la date de l'invitation. Il peut être prorogé par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à tout moment avant qu'une décision ait été prise.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa b), la modification n'est pas prise en considération aux fins de l'examen préliminaire international.

Règle 56

Elections ultérieures

56.1 *Elections présentées après la demande d'examen préliminaire international*

a) L'élection d'Etats après la présentation de la demande d'examen préliminaire international («élection ultérieure») doit être effectuée auprès du Bureau international au moyen d'une déclaration. Celle-ci doit permettre d'identifier la demande inter-

nationale et la demande d'examen préliminaire international, et elle doit contenir une indication conforme à la règle 53.7.b)ii).

b) Sous réserve de l'alinéa c), la déclaration visée à l'alinéa a) doit être signée par le déposant qui a cette qualité pour les Etats élus en cause ou, s'il y a plusieurs déposants qui ont cette qualité pour ces Etats, par chacun d'entre eux.

c) Lorsque plusieurs déposants déposent une déclaration et y effectuent l'élection ultérieure d'un Etat dont la législation nationale exige que les demandes nationales soient déposées par l'inventeur, et qu'un déposant qui a cette qualité pour l'Etat élu en question et qui est un inventeur a refusé de signer la déclaration ou que des efforts diligents n'ont pas permis de le trouver ou d'entrer en rapport avec lui, il n'est pas nécessaire que la déclaration soit signée par ce déposant («le déposant en question») si elle l'est par au moins un déposant et

i) si une explication, jugée satisfaisante par le Bureau international, est remise au sujet de l'absence de la signature du déposant en question, ou

ii) si le déposant en question n'a pas signé la requête mais que les conditions de la règle 4.15.b) ont été remplies, ou s'il n'a pas signé la demande d'examen préliminaire international mais que les conditions de la règle 53.8.b) ont été remplies.

d) Il n'est pas nécessaire qu'un déposant qui a cette qualité pour un Etat élu aux termes d'une élection ultérieure ait été indiqué comme déposant dans la demande d'examen préliminaire international.

e) Si une déclaration visant une élection ultérieure est présentée après l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le Bureau international notifie au déposant que l'élection n'a pas l'effet prévu à l'article 39.1)a) et que les actes visés à l'article 22 doivent être accomplis à l'égard de l'office élu intéressé dans le délai applicable selon l'article 22.

f) Si, nonobstant l'alinéa a), le déposant présente une déclaration visant une élection ultérieure à l'administration chargée de l'examen préliminaire international et non au Bureau international, cette administration indique la date de réception sur la déclaration et transmet celle-ci à bref délai au Bureau international. La déclaration est considérée comme ayant été présentée au Bureau international à la date ainsi indiquée.

56.2 *Identification de la demande internationale*

Aux fins de l'identification de la demande internationale, les indications nécessaires doivent être données conformément à la règle 53.6.

56.3 *Identification de la demande d'examen préliminaire international*

Aux fins de l'identification de la demande d'examen préliminaire international, la date à laquelle celle-ci a été présentée et le nom de l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle elle a été présentée doivent être indiqués.

56.4 *Forme des élections ultérieures*

La déclaration visant l'élection ultérieure doit de préférence être rédigée comme suit: «En relation avec la demande internationale déposée auprès de ... le ... sous le

n°... par ... (déposant) (et en relation avec la demande d'examen préliminaire international présentée le ... à ...), le soussigné élit l'Etat (les Etats) additionnel(s) suivant(s) au sens de l'article 31 du Traité de coopération en matière de brevets: ...».

56.5 *Langue de l'élection ultérieure*

L'élection ultérieure doit se faire dans la langue de la demande d'examen préliminaire international.

Règle 57

Taxe de traitement

57.1 *Obligation de payer*

a) Toute demande d'examen préliminaire international est soumise au paiement d'une taxe perçue au profit du Bureau international («taxe de traitement») par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle la demande d'examen est présentée.

b) *[Supprimé]*

57.2 *Montant*

a) Le montant de la taxe de traitement est fixé dans le barème de taxes.

b) *[Supprimé]*

c) Le montant de la taxe de traitement est fixé, pour chaque administration chargée de l'examen préliminaire international qui, en application de la règle 57.3.c), prescrit le paiement de la taxe de traitement en une ou plusieurs monnaies autres que le franc suisse, par le Directeur général après consultation avec cette administration et dans la ou les monnaies prescrites par cette dernière («monnaie prescrite»). Le montant dans chaque monnaie prescrite est l'équivalent, en chiffres ronds, de celui de la taxe de traitement qui est indiqué dans le barème de taxes. Les montants fixés dans les monnaies prescrites sont publiés dans la gazette.

d) Lorsque le montant de la taxe de traitement fixé dans le barème de taxes est modifié, les montants correspondants dans les monnaies prescrites sont applicables à partir de la même date que le montant indiqué dans le barème de taxes modifié.

e) Lorsque le taux de change entre la monnaie suisse et une monnaie prescrite s'écarte du dernier taux appliqué, le Directeur général établit le nouveau montant dans la monnaie prescrite selon les directives données par l'Assemblée. Le montant nouvellement établi est applicable deux mois après sa publication dans la gazette, à moins que l'administration chargée de l'examen préliminaire international intéressée et le Directeur général ne conviennent d'une date tombant dans ce délai de deux mois, auquel cas ce montant s'applique à cette administration à partir de cette date.

57.3 *Date et mode de paiement*

a) La taxe de traitement est due à la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international est présentée.

b) *[Supprimé]*

c) La taxe de traitement doit être payée dans la ou dans les monnaies prescrites par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à laquelle la demande d'examen préliminaire international est présentée, étant entendu que, lors de son transfert par cette administration au Bureau international, elle doit être librement convertible en monnaie suisse.

57.4 *Défaut de paiement*

a) Lorsque la taxe de traitement n'est pas payée dans les conditions prescrites, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à payer la taxe dans un délai d'un mois à compter de la date de cette invitation.

b) Si le déposant donne suite à cette invitation dans le délai d'un mois, la taxe de traitement est considérée comme ayant été acquittée en temps voulu.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai prescrit, la demande est considérée comme n'ayant pas été présentée.

57.5 *[Supprimé]*

57.6 *Remboursement*

L'administration chargée de l'examen préliminaire international rembourse au déposant la taxe de traitement

i) si la demande d'examen préliminaire international est retirée avant d'avoir été envoyée par cette administration au Bureau international, ou

ii) si la demande d'examen préliminaire international est considérée, en vertu de la règle 54.4.a), comme n'ayant pas été présentée.

Règle 58

Taxe d'examen préliminaire

58.1 *Droit de demander une taxe*

a) Chaque administration chargée de l'examen préliminaire international peut exiger du déposant le paiement, à son profit, d'une taxe («taxe d'examen préliminaire») pour l'exécution de l'examen préliminaire international et pour l'accomplissement de toutes les autres tâches confiées aux administrations chargées de l'examen préliminaire international par le traité et par le présent règlement d'exécution.

b) Le montant de la taxe d'examen préliminaire et la date à laquelle elle est due sont fixés, s'il y a lieu, par l'administration chargée de l'examen préliminaire international; cette date ne sera pas antérieure à celle à laquelle la taxe de traitement est due.

c) La taxe d'examen préliminaire doit être payée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Lorsque cette administration est un office national, la taxe doit être payée dans la monnaie prescrite par cet office; lorsque cette administration est une organisation intergouvernementale, elle doit être payée

dans la monnaie de l'Etat où ladite organisation a son siège ou dans toute autre monnaie librement convertible en la monnaie de cet Etat.

58.2 *Défaut de paiement*

a) Lorsque la taxe d'examen préliminaire fixée par l'administration chargée de l'examen préliminaire international selon la règle 58.1.b) n'est pas payée comme l'exige cette règle, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à payer la taxe ou la fraction manquante de celle-ci dans un délai d'un mois à compter de la date de l'invitation.

b) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai fixé, tout montant versé à titre de taxe d'examen préliminaire est considéré comme payé en temps voulu.

c) Si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai fixé, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

58.3 *Remboursement*

Les administrations chargées de l'examen préliminaire international informent le Bureau international de la mesure et des conditions dans lesquelles, le cas échéant, elles remboursent tout montant versé à titre de taxe d'examen préliminaire si la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée et le Bureau international publie à bref délai ces indications.

Règle 59

Administration compétente chargée de l'examen préliminaire international

59.1 *Demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2)a)*

a) En ce qui concerne les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2)a), tout office récepteur d'un Etat contractant, ou agissant pour un Etat contractant, lié par les dispositions du chapitre II fait connaître au Bureau international, conformément aux dispositions de l'accord applicable visé à l'article 32.2) et 3), la ou les administrations chargées de l'examen préliminaire international compétentes pour procéder à l'examen préliminaire international des demandes internationales déposées auprès de lui. Le Bureau international publie cette information à bref délai. Si plusieurs administrations chargées de l'examen préliminaire international sont compétentes, la règle 35.2 s'applique *mutatis mutandis*.

b) Si la demande internationale a été déposée auprès du Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii), la règle 35.3.a) et b) s'applique *mutatis mutandis*. L'alinéa a) de la présente règle ne s'applique pas au Bureau international agissant en tant qu'office récepteur en vertu de la règle 19.1.a)iii).

59.2 *Demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2)b)*

En ce qui concerne les demandes d'examen préliminaire international visées à l'article 31.2)b), l'Assemblée, en spécifiant l'administration chargée de l'examen prélimi-

naire international compétente pour les demandes internationales déposées auprès d'un office national qui est lui-même une administration chargée de l'examen préliminaire international, doit donner la préférence à cette administration; si l'office national n'est pas une administration chargée de l'examen préliminaire international, l'Assemblée donne la préférence à l'administration recommandée par cet office.

Règle 60

Irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international ou dans les élections

60.1 *Irrégularités dans la demande d'examen préliminaire international*

a) Si la demande d'examen préliminaire international ne remplit pas les conditions spécifiées aux règles 53.1, 53.2.a)i) à iv), 53.2.b), 53.3 à 53.8 et 55.1, l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant à corriger les irrégularités dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce. Ce délai est d'au moins un mois à compter de la date de l'invitation. Il peut être prorogé par l'administration chargée de l'examen préliminaire international à tout moment avant qu'une décision ait été prise.

b) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa a), la demande d'examen préliminaire international est considérée comme ayant été reçue à la date à laquelle elle a effectivement été présentée, à condition que, telle qu'elle a été présentée, elle contienne au moins une élection et permette d'identifier la demande internationale; sinon, la demande d'examen préliminaire international est considérée comme ayant été reçue à la date de réception de la correction par l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

c) Sous réserve de l'alinéa d), si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa a), la demande d'examen préliminaire international est considérée comme n'ayant pas été présentée.

d) Lorsque, après l'expiration du délai visé à l'alinéa a), une signature exigée en vertu de la règle 53.8 ou une indication prescrite manque en ce qui concerne un déposant ayant cette qualité pour un Etat élu donné, l'élection de cet Etat est considérée comme n'ayant pas été faite.

e) Si l'irrégularité est constatée par le Bureau international, ce dernier attire l'attention de l'administration chargée de l'examen préliminaire international sur cette irrégularité; cette administration procède alors de la manière prévue aux alinéas a) à d).

f) Si la demande d'examen préliminaire international ne contient pas de déclaration concernant les modifications, l'administration chargée de l'examen préliminaire international procède comme prévu aux règles 66.1 et 69.1.a) ou b).

g) Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que des modifications sont présentées en vertu de l'article 34 avec la demande d'examen préliminaire international (règle 53.9.c)) mais qu'en fait aucune modification n'est présentée en vertu de l'article 34, l'administration chargée de l'examen préliminaire

international invite le déposant à lui remettre les modifications dans un délai fixé dans l'invitation, et procède comme prévu à la règle 69.1.e).

60.2 *Irrégularités dans des élections ultérieures*

a) Si la déclaration visant une élection ultérieure ne remplit pas les conditions spécifiées à la règle 56, le Bureau international invite le déposant à corriger les irrégularités dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce. Ce délai est d'au moins un mois à compter de la date de l'invitation. Il peut être prorogé par le Bureau international à tout moment avant qu'une décision ait été prise.

b) Si le déposant donne suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa a), la déclaration est considérée comme ayant été reçue à la date à laquelle elle a effectivement été présentée, à condition que, telle qu'elle a été présentée, elle contienne au moins une élection et permette d'identifier la demande internationale; sinon, la déclaration est considérée comme ayant été reçue à la date de réception de la correction par le Bureau international.

c) Sous réserve de l'alinéa d), si le déposant ne donne pas suite à l'invitation dans le délai visé à l'alinéa a), la déclaration est considérée comme n'ayant pas été présentée.

d) Lorsque, en ce qui concerne un déposant ayant cette qualité pour un Etat élu donné, la signature exigée en vertu de la règle 56.1.b) et c) ou le nom ou l'adresse manque après l'expiration du délai visé à l'alinéa a), l'élection ultérieure de cet Etat est considérée comme n'ayant pas été faite.

Règle 61

Notification de la demande d'examen préliminaire international et des élections

61.1 *Notification au Bureau international et au déposant*

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international indique sur la demande d'examen préliminaire international la date de réception ou, si la règle 60.1.b) est applicable, la date visée dans cette disposition. Elle adresse à bref délai la demande d'examen préliminaire international au Bureau international. Elle établit une copie et la conserve dans ses dossiers.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international informe par écrit, à bref délai, le déposant de la date de réception de la demande d'examen préliminaire international. Lorsque cette demande est considérée, conformément aux règles 54.4.a), 55.2.d), 57.4.c), 58.2.c) ou 60.1.c), comme n'ayant pas été présentée ou lorsqu'une élection est considérée, conformément à la règle 60.1.d), comme n'ayant pas été faite, cette administration le notifie au déposant et au Bureau international.

c) Le Bureau international notifie à bref délai au déposant la réception de toute déclaration visant une élection ultérieure et la date de cette réception. Cette date doit être la date effective de réception par le Bureau international ou, si la règle 56.1.f) ou 60.2.b) est applicable, la date qui y est visée. Lorsque la déclaration est considé-

rée, conformément à la règle 60.2.c), comme n'ayant pas été présentée ou lorsqu'une élection ultérieure est considérée, conformément à la règle 60.2.d), comme n'ayant pas été faite, le Bureau international le notifie au déposant.

61.2 *Notification aux offices élus*

a) La notification prévue à l'article 31.7) est effectuée par le Bureau international.

b) Cette notification indique le numéro et la date du dépôt de la demande internationale, le nom du déposant, la date du dépôt de la demande dont la priorité est revendiquée (lorsqu'il y a revendication de priorité), la date de réception de la demande d'examen préliminaire international par l'administration chargée de l'examen préliminaire international, et — en cas d'élection ultérieure — la date de réception de la déclaration visant l'élection ultérieure. Cette dernière date est la date effective de réception par le Bureau international ou, lorsque la règle 56.1.f) ou 60.2.b) est applicable, la date qui y est visée.

c) La notification est adressée à l'office élu avec la communication prévue à l'article 20. Les élections effectuées après une telle communication sont notifiées à bref délai après leur présentation.

d) Lorsque, avant que la communication prévue à l'article 20 ait eu lieu, le déposant adresse à l'office élu une requête expresse en vertu de l'article 40.2), le Bureau international effectue à bref délai, sur requête du déposant ou de l'office élu, ladite communication à cet office.

61.3 *Information du déposant*

Le Bureau international informe le déposant par écrit de la notification visée à la règle 61.2 et des offices élus auxquels elle a été faite conformément à l'article 31.7).

61.4 *Publication dans la gazette*

Lorsqu'une demande d'examen préliminaire international a été présentée avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le Bureau international publie une notification de ce fait dans la gazette à bref délai après la présentation de la demande d'examen préliminaire international en question, mais pas avant la publication internationale de la demande internationale. La notification indique tous les Etats désignés liés par le chapitre II qui n'ont pas été élus.

Règle 62

Copie des modifications effectuées selon l'article 19, destinée à l'administration chargée de l'examen préliminaire international

62.1 *Modifications effectuées avant la présentation de la demande d'examen préliminaire international*

A bref délai après avoir reçu une demande d'examen préliminaire international de l'administration chargée de cet examen, le Bureau international transmet une copie

de toute modification effectuée en vertu de l'article 19 à cette administration, à moins que celle-ci ait indiqué qu'elle avait déjà reçu une telle copie.

62.2 *Modifications effectuées après la présentation de la demande d'examen préliminaire international*

a) Si, au moment du dépôt de modifications effectuées en vertu de l'article 19, une demande d'examen préliminaire international a déjà été présentée, le déposant doit de préférence, lors du dépôt des modifications auprès du Bureau international, déposer également une copie de ces modifications auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. En tout état de cause, le Bureau international transmet à bref délai à cette administration une copie des modifications en question.

b) *[Supprimé]*

Règle 63

Exigences minimales pour les administrations chargées de l'examen préliminaire international

63.1 *Définition des exigences minimales*

Les exigences minimales mentionnées à l'article 32.3) sont les suivantes:

i) l'office national ou l'organisation intergouvernementale doit avoir au moins cent employés à plein temps possédant des qualifications techniques suffisantes pour procéder aux examens;

ii) cet office ou cette organisation doit avoir en sa possession au moins la documentation minimale de la règle 34 disposée d'une manière adéquate aux fins de l'examen;

iii) cet office ou cette organisation doit disposer d'un personnel capable de procéder à l'examen dans les domaines techniques sur lesquels l'examen doit porter et possédant les connaissances linguistiques nécessaires à la compréhension au moins des langues dans lesquelles la documentation minimale de la règle 34 est rédigée ou traduite.

Règle 64

Etat de la technique aux fins de l'examen préliminaire international

64.1 *Etat de la technique*

a) Aux fins de l'article 33.2) et 3), est considéré comme faisant partie de l'état de la technique tout ce qui a été rendu accessible au public en tous lieux du monde par une divulgation écrite (y compris des dessins et autres illustrations), pour autant que cette mise à la disposition du public ait eu lieu avant la date pertinente.

b) Aux fins de l'alinéa a), la date pertinente est:

i) sous réserve du sous-alinéa ii), la date du dépôt international de la demande internationale faisant l'objet de l'examen préliminaire international;

ii) lorsque la demande internationale faisant l'objet de l'examen préliminaire international revendique valablement la priorité d'une demande antérieure, la date du dépôt de cette demande antérieure.

64.2 *Divulgations non écrites*

Dans les cas où la mise à la disposition du public a eu lieu par le moyen d'une divulgation orale, d'une utilisation ou d'une exposition, ou par d'autres moyens non écrits («divulgation non écrite») avant la date pertinente telle que définie à la règle 64.1.b), et où la date de cette divulgation non écrite est indiquée dans une divulgation écrite qui a été rendue accessible au public à la date pertinente ou à une date postérieure, la divulgation non écrite n'est pas considérée comme faisant partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3). Toutefois, le rapport d'examen préliminaire international doit mentionner une telle divulgation non écrite de la manière prévue à la règle 70.9.

64.3 *Certains documents publiés*

Lorsqu'une demande ou un brevet, qui ferait partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3) s'il avait été publié avant la date pertinente mentionnée à la règle 64.1, a été publié à la date pertinente ou à une date postérieure mais a été déposé avant la date pertinente ou revendique la priorité d'une demande antérieure déposée avant la date pertinente, cette demande publiée ou ce brevet publié n'est pas considéré comme faisant partie de l'état de la technique aux fins de l'article 33.2) et 3). Toutefois, le rapport d'examen préliminaire international doit mentionner une telle demande ou un tel brevet de la manière prévue à la règle 70.10.

Règle 65

Activité inventive ou non-évidence

65.1 *Relation avec l'état de la technique*

Aux fins de l'article 33.3), l'examen préliminaire international doit prendre en considération la relation existant entre une revendication déterminée et l'état de la technique dans son ensemble. Il doit prendre en considération non seulement la relation existant entre la revendication et les documents individuels ou les parties de ces documents considérées individuellement, mais également la relation existant entre la revendication et les combinaisons de tels documents ou parties de documents, lorsque de telles combinaisons sont évidentes pour un homme du métier.

65.2 *Date pertinente*

Aux fins de l'article 33.3), la date pertinente pour l'appréciation de l'activité inventive (non-évidence) est la date prescrite à la règle 64.1.

Règle 66

Procédure au sein de l'administration chargée de l'examen préliminaire international

66.1 *Base de l'examen préliminaire international*

a) Sous réserve des alinéas b) à d), l'examen préliminaire international porte sur la demande internationale telle qu'elle a été déposée.

b) Le déposant peut présenter des modifications en vertu de l'article 34 en même temps qu'il présente la demande d'examen préliminaire international ou, sous réserve de la règle 66.4bis, jusqu'à ce que le rapport d'examen préliminaire international soit établi.

c) Toute modification effectuée en vertu de l'article 19 avant que la demande d'examen préliminaire international ait été présentée est prise en considération aux fins de cet examen à moins qu'elle n'ait été remplacée, ou qu'elle ne soit considérée comme écartée, par une modification effectuée en vertu de l'article 34.

d) Toute modification effectuée en vertu de l'article 19 après que la demande d'examen préliminaire international a été présentée et toute modification présentée en vertu de l'article 34 à l'administration chargée de l'examen préliminaire international sont, sous réserve de la règle 66.4bis, prises en considération aux fins de l'examen préliminaire international.

e) Il n'est pas nécessaire de procéder à un examen préliminaire international pour les revendications relatives à des inventions pour lesquelles aucun rapport de recherche internationale n'a été établi.

66.2 *Première opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international*

a) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international

i) considère que l'une des situations visées à l'article 34.4) existe,

ii) considère que le rapport d'examen préliminaire international devrait être négatif à l'égard de l'une quelconque des revendications pour le motif que l'invention qui en fait l'objet ne semble pas être nouvelle, ne semble pas impliquer une activité inventive (ne semble pas être non évidente), ou ne semble pas être susceptible d'application industrielle,

iii) constate que la demande internationale est incorrecte quant à sa forme ou à son contenu, selon le traité ou le présent règlement d'exécution,

iv) considère qu'une modification va au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée,

v) désire joindre au rapport d'examen préliminaire international des observations relatives à la clarté des revendications, de la description ou des dessins, ou à la question de savoir si les revendications se basent entièrement sur la description,

vi) considère qu'une revendication porte sur une invention pour laquelle aucun rapport de recherche internationale n'a été établi et a décidé de ne pas effectuer l'examen préliminaire international pour cette revendication, ou

vii) considère qu'elle ne dispose pas du listage d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés sous une forme permettant d'effectuer un examen préliminaire international significatif,

ladite administration le notifie par écrit au déposant. Lorsque la législation nationale de l'office national qui agit en qualité d'administration chargée de l'examen préliminaire international ne permet pas que les revendications dépendantes multiples soient rédigées d'une manière différente de celle qui est prévue dans les deuxième et troisième phrases de la règle 6.4.a), l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut, si des revendications ne sont pas rédigées de cette manière, appliquer l'article 34.4)b). Dans ce cas, elle le notifie par écrit au déposant.

b) Dans la notification, l'administration chargée de l'examen préliminaire international expose en détail les motifs de son opinion.

c) La notification doit inviter le déposant à présenter une réponse écrite accompagnée, le cas échéant, de modifications.

d) La notification doit fixer un délai de réponse. Ce délai doit être raisonnable, compte tenu des circonstances. Il doit être normalement de deux mois à compter de la date de la notification. Il ne doit en aucun cas être inférieur à un mois à compter de cette date. Il doit être d'au moins deux mois à compter de cette date lorsque le rapport de recherche internationale est transmis en même temps que la notification. Il ne doit pas être supérieur à trois mois à compter de ladite date mais il peut être prolongé si le déposant en fait la demande avant son expiration.

66.3 *Réponse formelle à l'administration chargée de l'examen préliminaire international*

a) Le déposant peut répondre à l'invitation, mentionnée à la règle 66.2.c), de l'administration chargée de l'examen préliminaire international par le moyen de modifications ou — s'il n'est pas d'accord avec l'opinion de cette administration — en présentant des arguments, selon le cas, ou par ces deux moyens.

b) Toute réponse doit être présentée directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

66.4 *Possibilité additionnelle de présenter des modifications ou des arguments*

a) L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut émettre une ou plusieurs opinions écrites additionnelles; les règles 66.2 et 66.3 s'appliquent.

b) Sur requête du déposant, l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut lui donner une ou plusieurs possibilités additionnelles de présenter des modifications ou des arguments.

66.4^{bis} *Prise en considération des modifications et des arguments*

Il n'est pas nécessaire que les modifications ou les arguments soient pris en considération par l'administration chargée de l'examen préliminaire international aux fins

d'une opinion écrite ou du rapport d'examen préliminaire international s'ils sont reçus après que cette administration a commencé de rédiger cette opinion ou ce rapport.

66.5 *Modifications*

Tout changement — autre qu'une rectification d'erreurs évidentes — apporté aux revendications, à la description ou aux dessins, y compris toute suppression de revendications, de passages de la description ou de dessins, est considéré comme une modification.

66.6 *Communications officieuses avec le déposant*

L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut, en tout temps, communiquer officieusement avec le déposant par téléphone, par écrit ou par le moyen d'entrevues. Elle décide à sa discrétion si elle désire accorder plus d'une entrevue lorsque le déposant le demande, ou si elle désire répondre à une communication écrite officieuse du déposant.

66.7 *Document de priorité*

a) Si une copie de la demande dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale est nécessaire à l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le Bureau international la lui communique à bref délai, sur requête. Si cette copie n'est pas remise à l'administration chargée de l'examen préliminaire international parce que le déposant ne s'est pas conformé aux prescriptions de la règle 17.1, le rapport d'examen préliminaire international peut être établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée.

b) Si la demande dont la priorité est revendiquée dans la demande internationale est rédigée dans une langue autre que la ou les langues de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, cette dernière peut inviter le déposant à lui remettre une traduction dans ladite langue ou dans l'une desdites langues dans les deux mois suivant la date de l'invitation. Si la traduction n'est pas remise dans ce délai, le rapport d'examen préliminaire international peut être établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée.

66.8 *Forme des modifications*

a) Le déposant doit soumettre une feuille de remplacement pour chaque feuille de la demande internationale qui, en raison d'une modification, diffère de la feuille précédemment déposée. La lettre d'accompagnement des feuilles de remplacement doit attirer l'attention sur les différences existant entre les feuilles remplacées et les feuilles de remplacement. Lorsque la modification consiste à supprimer des passages ou à apporter des changements ou des adjonctions mineurs, elle peut être faite sur une copie de la feuille en cause de la demande internationale, à condition que la clarté et la possibilité de reproduction directe de cette feuille ne soient pas compromises. Dans la mesure où une modification entraîne la suppression d'une feuille entière, elle doit faire l'objet d'une lettre.

b) *[Supprimé]*

66.9 *Langue des modifications*

a) Sous réserve des alinéas b) et c), si la demande internationale a été déposée dans une langue autre que celle de sa publication, toute modification, de même que toute lettre visée à la règle 66.8.a), doit être présentée dans la langue de publication.

b) Si l'examen préliminaire international est effectué, conformément à la règle 55.2, sur la base d'une traduction de la demande internationale, toute modification, ainsi que toute lettre visée à l'alinéa a), doit être présentée dans la langue de cette traduction.

c) Sous réserve de la règle 55.3, si une modification ou une lettre n'est pas présentée dans la langue exigée à l'alinéa a) ou b), l'administration chargée de l'examen préliminaire international invite le déposant, si cela est réalisable compte tenu du délai dans lequel le rapport d'examen préliminaire international doit être établi, à remettre, dans un délai qui doit être raisonnable en l'espèce, la modification ou la lettre dans la langue exigée.

d) Si, dans le délai visé à l'alinéa c), le déposant ne donne pas suite à l'invitation à remettre une modification dans la langue exigée, cette modification n'est pas prise en considération aux fins de l'examen préliminaire international. Si, dans le délai visé à l'alinéa c), le déposant ne donne pas suite à l'invitation à remettre une lettre visée à l'alinéa a) dans la langue exigée, il n'est pas nécessaire que la modification en question soit prise en considération aux fins de l'examen préliminaire international.

Règle 67

Objet selon l'article 34.4)a)i)

67.1 *Définition*

Aucune administration chargée de l'examen préliminaire international n'a l'obligation de procéder à l'examen préliminaire international à l'égard d'une demande internationale dont l'objet, et dans la mesure où l'objet, est l'un des suivants:

i) théories scientifiques et mathématiques;

ii) variétés végétales, races animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux, autres que procédés microbiologiques et produits obtenus par ces procédés;

iii) plans, principes ou méthodes en vue de faire des affaires, de réaliser des actions purement intellectuelles ou de jouer;

iv) méthodes de traitement du corps humain ou animal par la chirurgie ou la thérapie, ainsi que méthodes de diagnostic;

v) simples présentations d'informations;

vi) programmes d'ordinateurs dans la mesure où l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'est pas outillée pour procéder à un examen préliminaire international au sujet de tels programmes.

Règle 68

Absence d'unité de l'invention (examen préliminaire international)

68.1 *Pas d'invitation à limiter ou à payer*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et décide de ne pas inviter le déposant à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, elle poursuit l'examen préliminaire international, sous réserve de l'article 34.4)b) et de la règle 66.1.e), pour la demande internationale entière, mais elle indique, dans toute opinion écrite et dans le rapport d'examen préliminaire international, qu'elle considère qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et elle en expose les motifs.

68.2 *Invitation à limiter ou à payer*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention et décide d'inviter le déposant, au choix de ce dernier, à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles, elle indique au moins une possibilité de limitation qui, à son avis, satisfait à cette exigence; elle précise le montant des taxes additionnelles et expose les motifs pour lesquels elle considère qu'il n'est pas satisfait à l'exigence d'unité de l'invention. Elle fixe en même temps un délai, qui tient compte des circonstances du cas d'espèce, pour donner suite à l'invitation; ce délai ne peut être inférieur à un mois ni supérieur à deux mois à compter de la date de l'invitation.

68.3 *Taxes additionnelles*

a) Le montant des taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, prévues à l'article 34.3)a), est fixé par l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international.

b) Les taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, prévues à l'article 34.3)a), doivent être payées directement à l'administration chargée de l'examen préliminaire international.

c) Tout déposant peut payer les taxes additionnelles sous réserve, c'est-à-dire en y joignant une déclaration motivée tendant à démontrer que la demande internationale remplit la condition d'unité de l'invention ou que le montant des taxes additionnelles demandées est excessif. Un comité de trois membres — ou toute autre instance spéciale — de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, ou toute autorité supérieure compétente, examine la réserve et, dans la mesure où il estime que la réserve est justifiée, ordonne le remboursement, total ou partiel, des taxes additionnelles au déposant. Sur requête du déposant, le texte de sa réserve et celui de la décision sont annexés au rapport d'examen préliminaire international et notifiés aux offices élus.

d) Le comité de trois membres, l'instance spéciale ou l'autorité supérieure mentionné à l'alinéa c) ne doit pas comprendre le fonctionnaire qui a pris la décision faisant l'objet de la réserve.

e) Lorsque le déposant a, conformément à l'alinéa c), payé une taxe additionnelle sous réserve, l'administration chargée de l'examen préliminaire international peut, après avoir réexaminé si l'invitation à payer une taxe additionnelle était justifiée, exiger du déposant le paiement d'une taxe d'examen de la réserve («taxe de réserve»). La taxe de réserve doit être payée dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle le résultat du réexamen a été notifié au déposant. Si la taxe de réserve n'est pas acquittée dans ce délai, la réserve est considérée comme retirée. La taxe de réserve est remboursée au déposant si le comité de trois membres, l'instance spéciale ou l'autorité supérieure mentionné à l'alinéa c) estime que la réserve était entièrement justifiée.

68.4 *Procédure en cas de limitation insuffisante des revendications*

Si le déposant limite les revendications d'une manière qui ne suffit pas pour satisfaire à l'exigence d'unité de l'invention, l'administration chargée de l'examen préliminaire international procède conformément à l'article 34.3)c).

68.5 *Invention principale*

En cas de doute sur la question de savoir quelle est l'invention principale aux fins de l'article 34.3)c), l'invention mentionnée en premier lieu dans les revendications est considérée comme l'invention principale.

Règle 69

Examen préliminaire international — commencement et délai

69.1 *Commencement de l'examen préliminaire international*

a) Sous réserve des alinéas b) à e), l'administration chargée de l'examen préliminaire international entreprend cet examen lorsqu'elle est en possession à la fois de la demande d'examen préliminaire international et soit du rapport de recherche internationale, soit d'une notification de la déclaration de l'administration chargée de la recherche internationale, faite en vertu de l'article 17.2)a), selon laquelle il ne sera pas établi de rapport de recherche internationale.

b) Si l'administration compétente chargée de l'examen préliminaire international fait partie de l'office national ou de l'organisation intergouvernementale auquel appartient l'administration compétente chargée de la recherche internationale, l'examen préliminaire international peut, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international le souhaite et sous réserve de l'alinéa d), être entrepris en même temps que la recherche internationale.

c) Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que les modifications effectuées en vertu de l'article 19 sont à prendre en considération (règle 53.9.a)i)), l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprend pas cet examen avant d'avoir reçu une copie des modifications en cause.

d) Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que le commencement de l'examen préliminaire international doit être différé (règle 53.9.b)), l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprend pas cet examen

i) avant d'avoir reçu une copie de toute modification effectuée en vertu de l'article 19,

ii) avant d'avoir reçu du déposant une déclaration aux termes de laquelle il ne souhaite pas effectuer de modifications en vertu de l'article 19, ou

iii) avant l'expiration d'un délai de vingt mois à compter de la date de priorité,

celle des trois conditions précitées qui est remplie la première étant déterminante.

e) Lorsque la déclaration concernant les modifications indique que des modifications sont présentées en vertu de l'article 34 avec la demande d'examen préliminaire international (règle 53.9.c)) mais qu'en fait aucune modification n'est présentée en vertu de l'article 34, l'administration chargée de l'examen préliminaire international n'entreprend pas cet examen avant d'avoir reçu les modifications ou avant l'expiration du délai fixé dans l'invitation visée à la règle 60.1.g), celle de ces deux conditions qui est remplie la première étant déterminante.

69.2 *Délai pour l'examen préliminaire international*

Le délai pour l'établissement du rapport d'examen préliminaire international est de

i) 28 mois à compter de la date de priorité si la demande d'examen préliminaire international a été présentée avant l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité;

ii) neuf mois à compter du début de l'examen préliminaire international si la demande d'examen préliminaire international a été présentée après l'expiration du dix-neuvième mois à compter de la date de priorité.

Règle 70

Rapport d'examen préliminaire international

70.1 *Définition*

Au sens de la présente règle, il faut entendre par «rapport» le rapport d'examen préliminaire international.

70.2 *Base du rapport*

a) Si les revendications ont été modifiées, le rapport est établi sur la base des revendications telles que modifiées.

b) Si, conformément à la règle 66.7.a) ou b), le rapport est établi comme si la priorité n'avait pas été revendiquée, le rapport doit le préciser.

c) Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international considère qu'une modification va au-delà de l'exposé de l'invention figurant dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, le rapport est établi comme si cette modifi-

cation n'avait pas été faite, et le rapport l'indique. Il indique également les raisons pour lesquelles ladite administration considère que la modification va au-delà dudit exposé.

d) Lorsque des revendications portent sur des inventions pour lesquelles aucun rapport de recherche internationale n'a été établi et n'ont donc pas fait l'objet de l'examen préliminaire international, le rapport d'examen préliminaire international l'indique.

70.3 *Identification*

Le rapport indique, aux fins d'identification de l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui l'a établi, le nom de celle-ci et, aux fins de l'identification de la demande internationale, le numéro de celle-ci, le nom du déposant et la date du dépôt international.

70.4 *Dates*

Le rapport indique:

i) la date à laquelle la demande d'examen préliminaire international a été présentée;

ii) la date du rapport; cette date est celle de l'achèvement du rapport.

70.5 *Classification*

a) Le rapport répète le classement indiqué selon la règle 43.3 si l'administration chargée de l'examen préliminaire international maintient ce classement.

b) Sinon, l'administration chargée de l'examen préliminaire international indique le classement qu'elle considère comme correct, au minimum selon la Classification internationale des brevets.

70.6 *Déclaration selon l'article 35.2)*

a) La déclaration mentionnée à l'article 35.2) consiste en «OUI» ou «NON», ou l'équivalent de ces mots dans la langue du rapport, ou un signe approprié spécifié dans les instructions administratives, et est, le cas échéant, accompagnée des citations, explications et observations mentionnées à la dernière phrase de l'article 35.2).

b) S'il n'est pas satisfait à l'un quelconque des trois critères mentionnés à l'article 35.2) (à savoir la nouveauté, l'activité inventive (non-évidence) et l'application industrielle), la déclaration est négative. Si, dans un tel cas, il est satisfait à l'un ou à deux de ces critères pris séparément, le rapport précise celui ou ceux auxquels il est ainsi satisfait.

70.7 *Citations selon l'article 35.2)*

a) Le rapport cite les documents considérés comme pertinents pour étayer les déclarations faites selon l'article 35.2).

b) Les dispositions de la règle 43.5.b) et e) s'appliquent également au rapport.

70.8 *Explications selon l'article 35.2)*

Les instructions administratives contiennent des principes directeurs pour les cas où les explications mentionnées à l'article 35.2) devraient ou ne devraient pas être

données, ainsi que pour la forme de ces explications. Ces principes directeurs doivent se baser sur les principes suivants:

i) des explications doivent être données chaque fois que la déclaration est négative à l'égard d'une revendication quelconque;

ii) des explications doivent être données chaque fois que la déclaration est positive, sauf si les raisons qui ont conduit à citer un document quelconque sont faciles à imaginer sur la base de la consultation du document cité;

iii) en règle générale, des explications doivent être données dans le cas prévu à la dernière phrase de la règle 70.6.b).

70.9 *Divulgations non écrites*

Toute divulgation non écrite visée dans le rapport en raison de la règle 64.2 est mentionnée par l'indication de son genre, par la date à laquelle la divulgation écrite qui se réfère à la divulgation non écrite a été rendue accessible au public et par la date à laquelle cette dernière a été faite publiquement.

70.10 *Certains documents publiés*

Toute demande publiée et tout brevet visés dans le rapport en raison de la règle 64.3 sont mentionnés en tant que tels; le rapport indique leur date de publication, leur date de dépôt et leur date de priorité revendiquée (le cas échéant). A l'égard de la date de priorité d'un tel document, le rapport peut indiquer que l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime que cette date n'a pas été valablement revendiquée.

70.11 *Mention de modifications*

Il est indiqué dans le rapport si des modifications ont été faites auprès de l'administration chargée de l'examen préliminaire international. Lorsqu'une modification a abouti à la suppression d'une feuille entière, le fait est aussi précisé dans le rapport.

70.12 *Mention de certaines irrégularités et d'autres éléments*

Si l'administration chargée de l'examen préliminaire international estime qu'au moment où elle prépare le rapport

i) la demande internationale tombe sous le coup de la règle 66.2.a)iii), elle l'indique dans le rapport en motivant son opinion;

ii) la demande internationale appelle l'une des observations mentionnées à la règle 66.2.a)v), elle peut l'indiquer dans le rapport et, si elle le fait, elle motive son opinion;

iii) l'une des situations visées à l'article 34.4) existe, elle l'indique dans le rapport en motivant cette opinion;

iv) elle ne dispose pas du listage d'une séquence de nucléotides ou d'acides aminés sous une forme permettant d'effectuer un examen préliminaire international significatif, elle l'indique dans le rapport.

70.13 *Remarques concernant l'unité de l'invention*

Le rapport indique si le déposant a payé des taxes additionnelles pour l'examen préliminaire international, ou si la demande internationale ou l'examen préliminaire international a été limité selon l'article 34.3). En outre, lorsque l'examen préliminaire international a été effectué sur la base de revendications limitées (article 34.3)a)) ou de l'invention principale seulement (article 34.3)c)), le rapport précise les parties de la demande internationale sur lesquelles l'examen préliminaire international a porté et celles sur lesquelles il n'a pas porté. Le rapport contient les indications prévues à la règle 68.1, si l'administration chargée de l'examen préliminaire international a décidé de ne pas inviter le déposant à limiter les revendications ou à payer des taxes additionnelles.

70.14 *Fonctionnaire autorisé*

Le rapport indique le nom du fonctionnaire de l'administration chargée de l'examen préliminaire international qui est responsable du rapport.

70.15 *Forme*

Les conditions matérielles de forme du rapport sont fixées dans les instructions administratives.

70.16 *Annexes du rapport*

Chaque feuille de remplacement visée à la règle 66.8.a) et chaque feuille de remplacement contenant des modifications effectuées en vertu de l'article 19 est, si d'autres feuilles de remplacement ne lui ont pas été substituées ultérieurement, annexée au rapport. Les modifications effectuées en vertu de l'article 19 qui ont été considérées comme écartées par une modification effectuée en vertu de l'article 34 et les lettres visées à la règle 66.8.a) ne sont pas annexées.

70.17 *Langues du rapport et des annexes*

a) Le rapport et toute annexe sont établis dans la langue de publication de la demande internationale qu'ils concernent, ou, si l'examen préliminaire international est effectué, conformément à la règle 55.2, sur la base d'une traduction de la demande internationale, dans la langue de cette traduction.

b) *[Supprimé]*

Règle 71

Transmission du rapport d'examen préliminaire international

71.1 *Destinataire*

L'administration chargée de l'examen préliminaire international transmet, le même jour, au Bureau international et au déposant une copie du rapport d'examen préliminaire international et, le cas échéant, de ses annexes.

71.2 *Copies de documents cités*

a) La requête visée à l'article 36.4) peut être formée en tout temps pendant sept années à compter de la date du dépôt international de la demande internationale à laquelle le rapport international a trait.

b) L'administration chargée de l'examen préliminaire international peut exiger du déposant ou de l'office élu qui lui a adressé la requête le paiement du coût de la préparation et de l'expédition des copies. Le montant de ce coût sera établi dans les accords visés à l'article 32.2), conclus entre les administrations chargées de l'examen préliminaire international et le Bureau international.

c) *[Supprimé]*

d) Toute administration chargée de l'examen préliminaire international peut confier la tâche visée aux alinéas a) et b) à un autre organisme qui sera responsable devant elle.

Règle 72

Traduction du rapport d'examen préliminaire international

72.1 *Langues*

a) Tout Etat élu peut exiger que le rapport d'examen préliminaire international établi dans une langue autre que la langue officielle ou l'une des langues officielles de son office national soit traduit en anglais.

b) Une telle exigence doit être notifiée au Bureau international, qui la publie à bref délai dans la gazette.

72.2 *Copie de la traduction pour le déposant*

Le Bureau international transmet au déposant une copie de la traduction du rapport d'examen préliminaire international, visée à la règle 72.1.a), en même temps qu'il communique cette traduction à l'office ou aux offices élus intéressés.

72.3 *Observations relatives à la traduction*

Le déposant peut faire des observations écrites au sujet des erreurs de traduction qui sont contenues à son avis dans la traduction du rapport d'examen préliminaire international; il doit adresser une copie de ces observations à chacun des offices élus intéressés et au Bureau international.

Règle 73

Communication du rapport d'examen préliminaire international

73.1 *Préparation de copies*

Le Bureau international prépare les copies des documents qui doivent être communiqués selon l'article 36.3)a).

73.2 *Délai de communication*

La communication prévue à l'article 36.3)a) doit être effectuée aussi rapidement que possible mais pas avant la communication visée à l'article 20.

Règle 74

Traduction et transmission des annexes du rapport d'examen préliminaire international

74.1 *Contenu et délai de transmission de la traduction*

a) Lorsque l'office élu exige la remise d'une traduction de la demande internationale, prévue à l'article 39.1), le déposant doit transmettre, dans le délai applicable selon l'article 39.1), une traduction de toute feuille de remplacement visée à la règle 70.16 qui est annexée au rapport d'examen préliminaire international, à moins qu'une telle feuille ne soit rédigée dans la langue dans laquelle la traduction de la demande internationale est exigée. Le même délai s'applique lorsque la remise d'une traduction de la demande internationale à l'office élu doit être effectuée, en raison d'une déclaration faite en vertu de l'article 64.2)a)i), dans le délai applicable selon l'article 22.

b) Lorsque l'office élu n'exige pas la remise d'une traduction de la demande internationale, prévue à l'article 39.1), il peut exiger que le déposant remette, dans le délai applicable selon cet article, une traduction, dans la langue de publication de la demande internationale, de toute feuille de remplacement visée à la règle 70.16 qui est annexée au rapport d'examen préliminaire international et qui n'est pas établie dans cette langue.

Règle 75

[Supprimée]

Règle 76

Copie, traduction et taxe selon l'article 39.1); traduction du document de priorité

76.1, 76.2 et 76.3 *[Supprimés]*

76.4 *Délai pour la traduction du document de priorité*

Le déposant n'a pas l'obligation de remettre à un office élu une traduction certifiée conforme du document de priorité avant l'expiration du délai applicable selon l'article 39.

76.5 *Application des règles 22.1.g), 49 et 51bis*

Les règles 22.1.g), 49 et 51bis sont applicables étant entendu que

i) toute mention qui y est faite de l'office désigné ou de l'Etat désigné s'entend comme une mention de l'office élu ou de l'Etat élu, respectivement;

ii) toute mention qui y est faite de l'article 22 ou de l'article 24.2) s'entend comme une mention de l'article 39.1) ou de l'article 39.3), respectivement;

iii) les mots «des demandes internationales déposées» qui figurent à la règle 49.1.c) sont remplacés par les mots «des demandes d'examen préliminaire international présentées»;

iv) aux fins de l'article 39.1), lorsqu'un rapport d'examen préliminaire international a été établi, la traduction d'une modification effectuée en vertu de l'article 19 n'est exigée que si la modification est annexée à ce rapport.

76.6 *Disposition transitoire*

Si, le 12 juillet 1991, la règle 76.5.iv) n'est pas compatible avec la législation nationale appliquée par l'office élu à l'égard des revendications modifiées en vertu de l'article 19, elle ne s'applique pas à cet égard pour l'office en question tant qu'elle reste incompatible avec ladite législation, à condition que ledit office en informe le 31 décembre 1991 au plus tard le Bureau international. Celui-ci publie à bref délai dans la gazette les renseignements reçus.

Règle 77

Faculté selon l'article 39.1)b)

77.1 *Exercice de la faculté*

a) Tout Etat contractant accordant un délai expirant après celui qui est prévu à l'article 39.1)a) doit notifier au Bureau international le délai ainsi fixé.

b) Toute notification reçue par le Bureau international selon l'alinéa a) est publiée à bref délai dans la gazette.

c) Les notifications relatives à la réduction d'un délai précédemment fixé ont effet pour les demandes d'examen préliminaire international qui sont présentées plus de trois mois après la date de publication de la notification.

d) Les notifications relatives à la prolongation d'un délai précédemment fixé ont effet dès leur publication dans la gazette pour les demandes d'examen préliminaire international pendantes à la date de cette publication ou présentées après cette date ou, si l'Etat contractant procédant à la notification fixe une date ultérieure, à cette date ultérieure.

Règle 78

Modification des revendications, de la description et des dessins auprès des offices élus

78.1 *Délai lorsque l'élection a lieu avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité*

a) Lorsque l'élection d'un Etat contractant a lieu avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le déposant qui désire exercer le droit, accordé par l'article 41, de modifier les revendications, la description et les dessins auprès de l'office élu correspondant doit le faire dans un délai d'un mois à compter de l'accomplissement des actes visés à l'article 39.1)a); toutefois, si la transmission du rapport d'examen préliminaire international visée à l'article 36.1) n'a pas été effectuée à l'expiration du délai applicable selon l'article 39, le déposant doit exercer ce droit au plus tard quatre mois après la date de cette expiration. Dans les deux cas, il peut exercer ce droit à toute date ultérieure si la législation nationale de l'Etat en cause le permet.

b) Dans tout Etat élu dont la législation nationale prévoit que l'examen ne commence que sur requête spéciale, la législation nationale peut prévoir que le délai pendant lequel ou le moment auquel le déposant peut exercer le droit accordé par l'article 41 est, lorsque l'élection d'un Etat contractant est effectuée avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, le même que celui qui est prévu par la législation nationale pour le dépôt de modifications en cas d'examen, sur requête spéciale, de demandes nationales, pour autant que ce délai n'expire pas avant l'expiration du délai applicable selon l'alinéa a) ou que ce moment n'arrive pas avant l'expiration du même délai.

78.2 *Délai lorsque l'élection a lieu après l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité*

Lorsque l'élection d'un Etat contractant a lieu après l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité et lorsque le déposant désire effectuer des modifications selon l'article 41, le délai pour ces modifications est celui qui est applicable selon l'article 28.

78.3 *Modèles d'utilité*

Les dispositions des règles 6.5 et 13.5 s'appliquent, *mutatis mutandis*, également au sein des offices élus. Si l'élection a été faite avant l'expiration d'une période de dix-neuf mois à compter de la date de priorité, la référence au délai applicable selon l'article 22 est remplacée par une référence au délai applicable selon l'article 39.

CHAPTER II

International Preliminary Examination

Article 31

Demand for International Preliminary Examination

(1) On the demand of the applicant, his international application shall be the subject of an international preliminary examination as provided in the following provisions and the Regulations.

(2)(a) Any applicant who is a resident or national, as defined in the Regulations, of a Contracting State bound by Chapter II, and whose international application has been filed with the receiving Office of or acting for such State, may make a demand for international preliminary examination.

(b) The Assembly may decide to allow persons entitled to file international applications to make a demand for international preliminary examination even if they are residents or nationals of a State not party to this Treaty or not bound by Chapter II.

(3) The demand for international preliminary examination shall be made separately from the international application. The demand shall contain the prescribed particulars and shall be in the prescribed language and form.

(4)(a) The demand shall indicate the Contracting State or States in which the applicant intends to use the results of the international preliminary examination ("elected States"). Additional Contracting States may be elected later. Election may relate only to Contracting States already designated under Article 4.

(b) Applicants referred to in paragraph (2)(a) may elect any Contracting State bound by Chapter II. Applicants referred to in paragraph (2)(b) may elect only such Contracting States bound by Chapter II as have declared that they are prepared to be elected by such applicants.

(5) The demand shall be subject to the payment of the prescribed fees within the prescribed time limit.

(6)(a) The demand shall be submitted to the competent International Preliminary Examining Authority referred to in Article 32.

(b) Any later election shall be submitted to the International Bureau.

(7) Each elected Office shall be notified of its election.

Article 32

The International Preliminary Examining Authority

(1) International preliminary examination shall be carried out by the International Preliminary Examining Authority.

(2) In the case of demands referred to in Article 31(2)(a), the receiving Office, and, in the case of demands referred to in Article 31(2)(b), the Assembly, shall, in accordance with the applicable agreement between the interested International Preliminary Examining Authority or Authorities and the International Bureau, specify the International Preliminary Examining Authority or Authorities competent for the preliminary examination.

(3) The provisions of Article 16(3) shall apply, *mutatis mutandis*, in respect of International Preliminary Examining Authorities.

Article 33

The International Preliminary Examination

(1) The objective of the international preliminary examination is to formulate a preliminary and non-binding opinion on the questions whether the claimed invention appears to be novel, to involve an inventive step (to be non-obvious), and to be industrially applicable.

(2) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered novel if it is not anticipated by the prior art as defined in the Regulations.

(3) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered to involve an inventive step if, having regard to the prior art as defined in the Regulations, it is not, at the prescribed relevant date, obvious to a person skilled in the art.

(4) For the purposes of the international preliminary examination, a claimed invention shall be considered industrially applicable if, according to its nature, it can be made or used (in the technological sense) in any kind of industry. "Industry" shall be understood in its broadest sense, as in the Paris Convention for the Protection of Industrial Property.

(5) The criteria described above merely serve the purposes of international preliminary examination. Any Contracting State may apply additional or different criteria for the purpose of deciding whether, in that State, the claimed invention is patentable or not.

(6) The international preliminary examination shall take into consideration all the documents cited in the international search report. It may take into consideration any additional documents considered to be relevant in the particular case.

Article 34

Procedure before the International Preliminary Examining Authority

(1) Procedure before the International Preliminary Examining Authority shall be governed by the provisions of this Treaty, the Regulations, and the agreement which the International Bureau shall conclude, subject to this Treaty and the Regulations, with the said Authority.

(2)(a) The applicant shall have a right to communicate orally and in writing with the International Preliminary Examining Authority.

(b) The applicant shall have a right to amend the claims, the description, and the drawings, in the prescribed manner and within the prescribed time limit, before the international preliminary examination report is established. The amendment shall not go beyond the disclosure in the international application as filed.

(c) The applicant shall receive at least one written opinion from the International Preliminary Examining Authority unless such Authority considers that all of the following conditions are fulfilled:

(i) the invention satisfies the criteria set forth in Article 33(1),

(ii) the international application complies with the requirements of this Treaty and the Regulations in so far as checked by that Authority,

(iii) no observations are intended to be made under Article 35(2), last sentence.

(d) The applicant may respond to the written opinion.

(3)(a) If the International Preliminary Examining Authority considers that the international application does not comply with the requirement of unity of invention as set forth in the Regulations, it may invite the applicant, at his option, to restrict the claims so as to comply with the requirement or to pay additional fees.

(b) The national law of any elected State may provide that, where the applicant chooses to restrict the claims under subparagraph (a), those parts of the international application which, as a consequence of the restriction, are not to be the subject of international preliminary examination shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to the national Office of that State.

(c) If the applicant does not comply with the invitation referred to in subparagraph (a) within the prescribed time limit, the International Preliminary Examining Authority shall establish an international preliminary examination report on those parts of the international application which relate to what appears to be the main invention and shall indicate the relevant facts in the said report. The national law of any elected State may provide that, where its national Office finds the invitation of the International Preliminary Examining Authority justified, those parts of the international application which do not relate to the main invention shall, as far as effects in that State are concerned, be considered withdrawn unless a special fee is paid by the applicant to that Office.

(4)(a) If the International Preliminary Examining Authority considers

(i) that the international application relates to a subject matter on which the International Preliminary Examining Authority is not required, under the Regulations, to carry out an international preliminary examination, and in the particular case decides not to carry out such examination, or

(ii) that the description, the claims, or the drawings, are so unclear, or the claims are so inadequately supported by the description, that no meaningful opinion can be formed on the novelty, inventive step (non-obviousness), or industrial applicability, of the claimed invention,

the said Authority shall not go into the questions referred to in Article 33(1) and shall inform the applicant of this opinion and the reasons therefor.

(b) If any of the situations referred to in subparagraph (a) is found to exist in, or in connection with, certain claims only, the provisions of that subparagraph shall apply only to the said claims.

Article 35

The International Preliminary Examination Report

(1) The international preliminary examination report shall be established within the prescribed time limit and in the prescribed form.

(2) The international preliminary examination report shall not contain any statement on the question whether the claimed invention is or seems to be patentable or unpatentable according to any national law. It shall state, subject to the provisions of paragraph (3), in relation to each claim, whether the claim appears to satisfy the criteria of novelty, inventive step (non-obviousness), and industrial applicability, as defined for the purposes of the international preliminary examination in Article 33(1) to (4). The statement shall be accompanied by the citation of the documents believed to support the stated conclusion with such explanations as the circumstances of the case may require. The statement shall also be accompanied by such other observations as the Regulations provide for.

(3)(a) If, at the time of establishing the international preliminary examination report, the International Preliminary Examining Authority considers that any of the situations referred to in Article 34(4)(a) exists, that report shall state this opinion and the reasons therefor. It shall not contain any statement as provided in paragraph (2).

(b) If a situation under Article 34(4)(b) is found to exist, the international preliminary examination report shall, in relation to the claims in question, contain the statement as provided in subparagraph (a), whereas, in relation to the other claims, it shall contain the statement as provided in paragraph (2).

Article 36

Transmittal, Translation, and Communication, of the International Preliminary Examination Report

(1) The international preliminary examination report, together with the prescribed annexes, shall be transmitted to the applicant and to the International Bureau.

(2)(a) The international preliminary examination report and its annexes shall be translated into the prescribed languages.

(b) Any translation of the said report shall be prepared by or under the responsibility of the International Bureau, whereas any translation of the said annexes shall be prepared by the applicant.

(3)(a) The international preliminary examination report, together with its translation (as prescribed) and its annexes (in the original language), shall be communicated by the International Bureau to each elected Office.

(b) The prescribed translation of the annexes shall be transmitted within the prescribed time limit by the applicant to the elected Offices.

(4) The provisions of Article 20(3) shall apply, *mutatis mutandis*, to copies of any document which is cited in the international preliminary examination report and which was not cited in the international search report.

Article 37

Withdrawal of Demand or Election

(1) The applicant may withdraw any or all elections.

(2) If the election of all elected States is withdrawn, the demand shall be considered withdrawn.

(3)(a) Any withdrawal shall be notified to the International Bureau.

(b) The elected Offices concerned and the International Preliminary Examining Authority concerned shall be notified accordingly by the International Bureau.

(4)(a) Subject to the provisions of subparagraph (b), withdrawal of the demand or of the election of a Contracting State shall, unless the national law of that State provides otherwise, be considered to be

withdrawal of the international application as far as that State is concerned.

(b) Withdrawal of the demand or of the election shall not be considered to be withdrawal of the international application if such withdrawal is effected prior to the expiration of the applicable time limit under Article 22; however, any Contracting State may provide in its national law that the aforesaid shall apply only if its national Office has received, within the said time limit, a copy of the international application, together with a translation (as prescribed), and the national fee.

Article 38

Confidential Nature of the International Preliminary Examination

(1) Neither the International Bureau nor the International Preliminary Examining Authority shall, unless requested or authorized by the applicant, allow access within the meaning, and with the proviso, of Article 30(4) to the file of the international preliminary examination by any person or authority at any time, except by the elected Offices once the international preliminary examination report has been established.

(2) Subject to the provisions of paragraph (1) and Articles 36(1) and (3) and 37(3)(b), neither the International Bureau nor the International Preliminary Examining Authority shall, unless requested or authorized by the applicant, give information on the issuance or non-issuance of an international preliminary examination report and on the withdrawal or nonwithdrawal of the demand or of any election.

Article 39

Copy, Translation, and Fee, to Elected Offices

(1)(a) If the election of any Contracting State has been effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the provisions of Article 22 shall not apply to such State and the applicant

shall furnish a copy of the international application (unless the communication under Article 20 has already taken place) and a translation thereof (as prescribed), and pay the national fee (if any), to each elected Office not later than at the expiration of 30 months from the priority date.

(b) Any national law may, for performing the acts referred to in subparagraph (a), fix time limits which expire later than the time limit provided for in that subparagraph.

(2) The effect provided for in Article 11(3) shall cease in the elected State with the same consequences as the withdrawal of any national application in that State if the applicant fails to perform the acts referred to in paragraph (1)(a) within the time limit applicable under paragraph (1)(a) or (b).

(3) Any elected Office may maintain the effect provided for in Article 11(3) even where the applicant does not comply with the requirements provided for in paragraph (1)(a) or (b).

Article 40

Delaying of National Examination and Other Processing

(1) If the election of any Contracting State has been effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the provisions of Article 23 shall not apply to such State and the national Office of or acting for that State shall not proceed, subject to the provisions of paragraph (2), to the examination and other processing of the international application prior to the expiration of the applicable time limit under Article 39.

(2) Notwithstanding the provisions of paragraph (1), any elected Office may, on the express request of the applicant, proceed to the examination and other processing of the international application at any time.

Article 41

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, before Elected Offices

(1) The applicant shall be given the opportunity to amend the claims, the description, and the drawings, before each elected Office

within the prescribed time limit. No elected Office shall grant a patent, or refuse the grant of a patent, before such time limit has expired, except with the express consent of the applicant.

(2) The amendments shall not go beyond the disclosure in the international application as filed, unless the national law of the elected State permits them to go beyond the said disclosure.

(3) The amendments shall be in accordance with the national law of the elected State in all respects not provided for in this Treaty and the Regulations.

(4) Where an elected Office requires a translation of the international application, the amendments shall be in the language of the translation.

Article 42

Results of National Examination in Elected Offices

No elected Office receiving the international preliminary examination report may require that the applicant furnish copies, or information on the contents, of any papers connected with the examination relating to the same international application in any other elected Office.

PART C

Rules Concerning Chapter II of the Treaty

Rule 53

The Demand

53.1 *Form*

(a) The demand shall be made on a printed form or be presented as a computer print-out. The particulars of the printed form and of a demand presented as a computer print-out shall be prescribed by the Administrative Instructions.

(b) Copies of printed demand forms shall be furnished free of charge by the receiving Office or by the International Preliminary Examining Authority.

53.2 *Contents*

(a) The demand shall contain:

(i) a petition,

(ii) indications concerning the applicant and the agent if there is an agent,

(iii) indications concerning the international application to which it relates,

(iv) election of States,

(v) where applicable, a statement concerning amendments.

(b) The demand shall be signed.

53.3 *The Petition*

The petition shall be to the following effect and shall preferably be worded as follows: "Demand under Article 31 of the Patent Cooperation Treaty: The undersigned requests that the international application specified below be the subject of international preliminary examination according to the Patent Cooperation Treaty."

53.4 *The Applicant*

As to the indications concerning the applicant, Rules 4.4 and 4.16 shall apply, and Rule 4.5 shall apply *mutatis mutandis*. Only applicants for the elected States are required to be indicated in the demand.

53.5 *Agent or Common Representative*

If an agent or common representative is designated, the demand shall so indicate. Rules 4.4 and 4.16 shall apply, and Rule 4.7 shall apply *mutatis mutandis*.

53.6 *Identification of the International Application*

The international application shall be identified by the name and address of the applicant, the title of the invention, the international filing date (if known to the applicant) and the international application number or, where such number is not known to the applicant, the name of the receiving Office with which the international application was filed.

53.7 *Election of States*

(a) The demand shall indicate at least one Contracting State, from among those States which are designated and are bound by Chapter II of the Treaty ("eligible States"), as an elected State.

(b) Election of Contracting States in the demand shall be made:

(i) by an indication that all eligible States are elected, or,

(ii) in the case of States which have been designated for the purpose of obtaining national patents, by an indication of those eligible States that are elected, and, in the case of States which have been designated for the purpose of obtaining a regional patent, by an indication of the regional patent concerned together with either an indication that all eligible States party to the regional patent treaty concerned are elected or an indication of those among the said States that are elected.

53.8 *Signature*

(a) Subject to paragraph (b), the demand shall be signed by the applicant or, if there is more than one applicant, by all applicants making the demand.

(b) Where two or more applicants file a demand which elects a State whose national law requires that national applications be filed by the inventor and where an applicant for that elected State who is an inventor refused to sign the demand or could not be found or reached after diligent effort, the demand need not be signed by that applicant ("the applicant concerned") if it is signed by at least one applicant and

(i) a statement is furnished explaining, to the satisfaction of the International Preliminary Examining Authority, the lack of signature of the applicant concerned, or

(ii) the applicant concerned did not sign the request but the requirements of Rule 4.15(b) were complied with.

53.9 *Statement Concerning Amendments*

(a) If amendments under Article 19 have been made, the statement concerning amendments shall indicate whether, for the purposes of the international preliminary examination, the applicant wishes those amendments

(i) to be taken into account, in which case a copy of the amendments shall preferably be submitted with the demand, or

(ii) to be considered as reversed by an amendment under Article 34.

(b) If no amendments under Article 19 have been made and the time limit for filing such amendments has not expired, the statement may indicate that the applicant wishes the start of the international preliminary examination to be postponed in accordance with Rule 69.1(d).

(c) If any amendments under Article 34 are submitted with the demand, the statement shall so indicate.

Rule 54

The Applicant Entitled to Make a Demand

54.1 *Residence and Nationality*

(a) Subject to the provisions of paragraph (b), the residence or nationality of the applicant shall, for the purposes of Article 31(2), be determined according to Rule 18.1(a) and (b).

(b) The International Preliminary Examining Authority shall, in the circumstances specified in the Administrative Instructions, request the receiving Office or, where the international application was filed with the International Bureau as receiving Office, the national Office of, or acting for, the Contracting State concerned to decide the question whether the applicant is a resident or national of the Contracting State of which he claims to be a resident or national. The International Preliminary Examining Authority shall inform the applicant of any such request. The applicant shall have an opportunity to submit arguments directly to the Office concerned. The Office concerned shall decide the said question promptly.

54.2 *Two or More Applicants*

If there are two or more applicants, the right to make a demand under Article 31(2) shall exist if at least one of the applicants making the demand is

(i) a resident or national of a Contracting State bound by Chapter II and the international application has been filed with a receiving Office of or acting for a Contracting State bound by Chapter II, or

(ii) a person entitled to make a demand under Article 31(2)(b) and the international application has been filed as provided in the decision of the Assembly.

54.3 *International Applications Filed with the International Bureau as Receiving Office*

Where the international application is filed with the International Bureau as receiving Office under Rule 19.1(a)(iii), the International Bureau shall, for the purposes of Article 31(2)(a), be considered to be acting for the Contracting State of which the applicant is a resident or national.

54.4 *Applicant Not Entitled to Make a Demand*

(a) If the applicant does not have the right to make a demand or, in the case of two or more applicants, if none of them has the right to make a demand under Rule 54.2, the demand shall be considered not to have been submitted.

(b) *[Deleted]*

Rule 55

Languages (International Preliminary Examination)

55.1 *Language of Demand*

The demand shall be in the language of the international application or, if the international application has been filed in a language other than the language in which it is published, in the language of publication. However, if a translation of the international application is required under Rule 55.2, the demand shall be in the language of that translation.

55.2 *Translation of International Application*

(a) Where the international application is neither filed nor published in the language, or one of the languages, specified in the agreement concluded between the International Bureau and the International Preliminary Examining Authority competent for the international preliminary examination of that application, that Authority may require that, subject to paragraph (b), the applicant furnish with the demand a translation of the international application into the language, or one of the languages, specified in the said agreement.

(b) Where a translation of the international application into a language referred to in paragraph (a) was transmitted to the International Searching Authority under Rule 12.1(c) and the International Preliminary Examining Authority is part of the same national Office or intergovernmental organization as the International Searching Authority, the applicant need not furnish a translation under paragraph (a). In such a case, unless the applicant furnishes a translation under paragraph (a), the international preliminary examination shall be carried out on the basis of the translation transmitted under Rule 12.1(c).

(c) If the requirement of paragraph (a) is not complied with and paragraph (b) does not apply, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to furnish the required translation within a time limit which shall be reasonable under the circumstances. That time limit shall not be less than one month from the date of the invitation. It may be extended by the International Preliminary Examining Authority at any time before a decision is taken.

(d) If the applicant complies with the invitation within the time limit under paragraph (c), the said requirement shall be considered to have been complied with. If the applicant fails to do so, the demand shall be considered not to have been submitted.

(e) Paragraphs (a) to (d) shall apply only where the International Preliminary Examining Authority has declared, in a notification addressed to the International Bureau, that it accepts to carry out international preliminary examination on the basis of the translation referred to in those paragraphs.

55.3 *Translation of Amendments*

(a) Where a translation of the international application is required under Rule 55.2, any amendments which are referred to in the statement concerning amendments under Rule 53.9 and which the applicant wishes to be taken into account for the purposes of the international preliminary examination, and any amendments under Article 19 which are to be taken into account under Rule 66.1(c), shall be in the language of that translation. Where such amendments have been or are filed in another language, a translation shall also be furnished.

(b) Where the required translation of an amendment referred to in paragraph (a) is not furnished, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to furnish the missing translation within a time limit which shall be reasonable under the circumstances. That time limit shall not be less than one month from the date of the invitation. It may be extended by the International Preliminary Examining Authority at any time before a decision is taken.

(c) If the applicant fails to comply with the invitation within the time limit under paragraph (b), the amendment shall not be taken into account for the purposes of the international preliminary examination.

Rule 56

Later Elections

56.1 *Elections Submitted Later Than the Demand*

(a) The election of States subsequent to the submission of the demand ("later election") shall be effected by a notice submitted to the International Bureau. The notice shall identify the international application and the demand, and shall include an indication as referred to in Rule 53.7(b)(ii).

(b) Subject to paragraph (c), the notice referred to in paragraph (a) shall be signed by the applicant for the elected States concerned or, if there is more than one applicant for those States, by all of them.

(c) Where two or more applicants file a notice effecting a later election of a State whose national law requires that national applications be filed by the inventor and where an applicant for that elected State who is an inventor refused to sign the notice or could not be found or reached after diligent effort, the notice need not be signed by that applicant ("the applicant concerned") if it is signed by at least one applicant and

(i) a statement is furnished explaining, to the satisfaction of the International Bureau, the lack of signature of the applicant concerned, or

(ii) the applicant concerned did not sign the request but the requirements of Rule 4.15(b) were complied with, or did not sign the demand but the requirements of Rule 53.8(b) were complied with.

(d) An applicant for a State elected by a later election need not have been indicated as an applicant in the demand.

(e) If a notice effecting a later election is submitted after the expiration of 19 months from the priority date, the International Bureau shall notify the applicant that the election does not have the effect provided for under Article 39(1)(a) and that the acts referred to in Article 22 must be performed in respect of the elected Office concerned within the time limit applicable under Article 22.

(f) If, notwithstanding paragraph (a), a notice effecting a later election is submitted by the applicant to the International Preliminary Examining Authority rather than the International Bureau, that Authority shall mark the date of receipt on the notice and transmit it promptly to the International Bureau. The notice shall be considered to have been submitted to the International Bureau on the date marked.

56.2 *Identification of the International Application*

The international application shall be identified as provided in Rule 53.6.

56.3 *Identification of the Demand*

The demand shall be identified by the date on which it was submitted and by the name of the International Preliminary Examining Authority to which it was submitted.

56.4 *Form of Later Elections*

The notice effecting the later election shall preferably be worded as follows: "In relation to the international application filed with ... on ... under No. ... by ... (applicant) (and the demand for international preliminary examination submitted on ... to ...), the undersigned elects the following additional State(s) under Article 31 of the Patent Cooperation Treaty: ..."

56.5 *Language of Later Elections*

The later election shall be in the language of the demand.

Rule 57

The Handling Fee

57.1 *Requirement to Pay*

(a) Each demand for international preliminary examination shall be subject to the payment of a fee for the benefit of the International Bureau ("handling fee") to be collected by the International Preliminary Examining Authority to which the demand is submitted.

(b) *[Deleted]*

57.2 *Amount*

(a) The amount of the handling fee is as set out in the Schedule of Fees.

(b) *[Deleted]*

(c) The amount of the handling fee shall be established, for each International Preliminary Examining Authority which, under Rule 57.3(c), prescribes the payment of the handling fee in a currency or currencies other than Swiss currency, by the Director General after consultation with that Authority and in the currency or currencies prescribed by that Authority ("prescribed currency"). The amount in each prescribed currency shall be the equivalent, in round figures, of the amount of the handling fee in Swiss currency set out in the Schedule of Fees. The amounts in the prescribed currencies shall be published in the Gazette.

(d) Where the amount of the handling fee set out in the Schedule of Fees is changed, the corresponding amounts in the prescribed currencies shall be applied from the same date as the amount set out in the amended Schedule of Fees.

(e) Where the exchange rate between Swiss currency and any prescribed currency becomes different from the exchange rate last applied, the Director General shall establish the new amount in the prescribed currency according to directives given by the Assembly. The newly established amount shall become applicable two months after its publication in the Gazette, provided that the interested International Preliminary Examining Authority and the Director General may agree on a date falling during the said two-month period in which case the said amount shall become applicable for that Authority from that date.

57.3 *Time and Mode of Payment*

(a) The handling fee shall be due at the time the demand is submitted.

(b) *[Deleted]*

(c) The handling fee shall be payable in the currency or currencies prescribed by the International Preliminary Examining Authority to which the demand is submitted, it being understood that, when transferred by that Authority to the International Bureau, it shall be freely convertible into Swiss currency.

57.4 *Failure to Pay*

(a) Where the handling fee is not paid as required, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to pay the fee within one month from the date of the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the one-month time limit, the handling fee shall be considered as if it had been paid on the due date.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had not been submitted.

57.5 *[Deleted]*

57.6 *Refund*

The International Preliminary Examining Authority shall refund the handling fee to the applicant:

(i) if the demand is withdrawn before the demand has been sent by that Authority to the International Bureau, or

(ii) if the demand is considered, under Rule 54.4(a), not to have been submitted.

Rule 58

The Preliminary Examination Fee

58.1 *Right to Ask for a Fee*

(a) Each International Preliminary Examining Authority may require that the applicant pay a fee ("preliminary examination fee") for its own benefit for carrying out the international preliminary examination and for performing all other tasks entrusted to International Preliminary Examining Authorities under the Treaty and these Regulations.

(b) The amount and the due date of the preliminary examination fee, if any, shall be fixed by the International Preliminary Examining Authority, provided that the said due date shall not be earlier than the due date of the handling fee.

(c) The preliminary examination fee shall be payable directly to the International Preliminary Examining Authority. Where that Authority is a national Office, it shall be payable in the currency prescribed by that Office, and where the Authority is an intergovernmental organization, it shall be payable in the currency of the State in which the intergovernmental organization is located or in any other currency which is freely convertible into the currency of the said State.

58.2 *Failure to Pay*

(a) Where the preliminary examination fee fixed by the International Preliminary Examining Authority under Rule 58.1(b) is not paid as required under that Rule, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to pay the fee or the missing part thereof within one month from the date of the invitation.

(b) If the applicant complies with the invitation within the prescribed time limit, the preliminary examination fee will be considered as if it had been paid on the due date.

(c) If the applicant does not comply with the invitation within the prescribed time limit, the demand shall be considered as if it had not been submitted.

58.3 *Refund*

The International Preliminary Examining Authorities shall inform the International Bureau of the extent, if any, to which, and the conditions, if any, under which, they will refund any amount paid as a preliminary examination fee where the demand is considered as if it had not been submitted, and the International Bureau shall promptly publish such information.

Rule 59

The Competent International Preliminary Examining Authority

59.1 *Demands under Article 31(2)(a)*

(a) For demands made under Article 31(2)(a), each receiving Office of or acting for a Contracting State bound by the provisions of Chapter II shall, in accordance with the terms of the applicable agreement referred to in Article 32(2) and (3), inform the International Bureau which International Preliminary Examining Authority is or which International Preliminary Examining Authorities are competent for the international preliminary examination of international applications filed with it. The International Bureau shall promptly publish such information. Where several International Preliminary Examining Authorities are competent, the provisions of Rule 35.2 shall apply *mutatis mutandis*.

(b) Where the international application was filed with the International Bureau as receiving Office under Rule 19.1(a)(iii), Rule 35.3(a) and (b) shall apply *mutatis mutandis*. Paragraph (a) of this Rule shall not apply to the International Bureau as receiving Office under Rule 19.1(a)(iii).

59.2 *Demands under Article 31(2)(b)*

As to demands made under Article 31(2)(b), the Assembly, in specifying the International Preliminary Examining Authority competent for international applications filed with a national Office which is an International Preliminary Examining Authority, shall give preference to that Authority; if the national Office is not an International Preliminary Examining Authority, the Assembly shall give preference to the International Preliminary Examining Authority recommended by that Office.

Rule 60

Certain Defects in the Demand or Elections

60.1 *Defects in the Demand*

(a) If the demand does not comply with the requirements specified in Rules 53.1, 53.2(a)(i) to (iv), 53.2(b), 53.3 to 53.8 and 55.1, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to correct the defects within a time limit which shall be reasonable under the circumstances. That time limit shall not be less than one month from the date of the invitation. It may be extended by the International Preliminary Examining Authority at any time before a decision is taken.

(b) If the applicant complies with the invitation within the time limit under paragraph (a), the demand shall be considered as if it had been received on the actual filing date, provided that the demand as submitted contained at least one election and permitted the international application to be identified; otherwise, the demand shall be considered as if it had been received on the date on which the International Preliminary Examining Authority receives the correction.

(c) Subject to paragraph (d), if the applicant does not comply with the invitation within the time limit under paragraph (a), the demand shall be considered as if it had not been submitted.

(d) Where, after the expiration of the time limit under paragraph (a), a signature required under Rule 53.8 or a prescribed indication is lacking in respect of an applicant for a certain elected State, the election of that State shall be considered as if it had not been made.

(e) If the defect is noticed by the International Bureau, it shall bring the defect to the attention of the International Preliminary Examining Authority, which shall then proceed as provided in paragraphs (a) to (d).

(f) If the demand does not contain a statement concerning amendments, the International Preliminary Examining Authority shall proceed as provided for in Rules 66.1 and 69.1(a) or (b).

(g) Where the statement concerning amendments contains an indication that amendments under Article 34 are submitted with the demand (Rule 53.9(c)) but no such amendments are, in fact, submitted, the International Preliminary Examining Authority shall invite the applicant to submit the amendments within a time limit fixed in the invitation and shall proceed as provided for in Rule 69.1(e).

60.2 *Defects in Later Elections*

(a) If the notice effecting a later election does not comply with the requirements of Rule 56, the International Bureau shall invite the applicant to correct the defects within a time limit which shall be reasonable under the circumstances. That time limit shall not be less than one month from the date of the invitation. It may be extended by the International Bureau at any time before a decision is taken.

(b) If the applicant complies with the invitation within the time limit under paragraph (a), the notice shall be considered as if it had been received on the actual filing date, provided that the notice as submitted contained at least one election and permitted the international application to be identified; otherwise, the notice shall be considered as if it had been received on the date on which the International Bureau receives the correction.

(c) Subject to paragraph (d), if the applicant does not comply with the invitation within the time limit under paragraph (a), the notice shall be considered as if it had not been submitted.

(d) Where, in respect of an applicant for a certain elected State, the signature required under Rule 56.1(b) and (c) or the name or address is lacking after the expiration of the time limit under paragraph (a), the later election of that State shall be considered as if it had not been made.

Rule 61

Notification of the Demand and Elections

61.1 *Notification to the International Bureau and the Applicant*

(a) The International Preliminary Examining Authority shall indicate on the demand the date of receipt or, where applicable, the date referred to in Rule 60.1(b). The International Preliminary Examining Authority shall promptly send the demand to the International Bureau, and shall prepare and keep a copy in its files.

(b) The International Preliminary Examining Authority shall promptly inform the applicant in writing of the date of receipt of the demand. Where the demand has been considered under Rules 54.4(a), 55.2(d), 57.4(c), 58.2(c) or 60.1(c) as if it had not been submitted or where an election has been considered under Rule 60.1(d) as if it had not been made, the International Preliminary Examining Authority shall notify the applicant and the International Bureau accordingly.

(c) The International Bureau shall promptly notify the applicant of the receipt, and the date of receipt, of any notice effecting a later election. That date shall be the actual date of receipt by the International Bureau or, where applicable, the date referred to in Rule 56.1(f) or 60.2(b). Where the notice has been considered under Rule 60.2(c) as if it had not been submitted or where a later election has been considered under Rule 60.2(d) as if it had not been made, the International Bureau shall notify the applicant accordingly.

61.2 *Notification to the Elected Offices*

(a) The notification provided for in Article 31(7) shall be effected by the International Bureau.

(b) The notification shall indicate the number and filing date of the international application, the name of the applicant, the filing date of the application whose priority is claimed (where priority is claimed), the date of receipt by the International Preliminary Examining Authority of the demand, and — in the case of a later election — the date of receipt of the notice effecting the later election. The latter date shall be the actual date of receipt by the International Bureau or, where applicable, the date referred to in Rule 56.1(f) or 60.2(b).

(c) The notification shall be sent to the elected Office together with the communication provided for in Article 20. Elections effected after such communication shall be notified promptly after they have been made.

(d) Where the applicant makes an express request to an elected Office under Article 40(2) before the communication provided for in Article 20 has taken place, the International Bureau shall, upon request of the applicant or the elected Office, promptly effect that communication to that Office.

61.3 *Information for the Applicant*

The International Bureau shall inform the applicant in writing of the notification referred to in Rule 61.2 and of the elected Offices notified under Article 31(7).

61.4 *Publication in the Gazette*

Where a demand has been filed prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the International Bureau shall publish a notice of that fact in the Gazette promptly after the filing of the demand, but not before the international publication of the international application. The notice shall indicate all designated States bound by Chapter II which have not been elected.

Rule 62

Copy of Amendments under Article 19 for the International Preliminary Examining Authority

62.1 *Amendments Made before the Demand is Filed*

Upon receipt of a demand from the International Preliminary Examining Authority, the International Bureau shall promptly transmit a copy of any amendments under Article 19 to that Authority, unless that Authority has indicated that it has already received such a copy.

62.2 *Amendments Made after the Demand is Filed*

(a) If, at the time of filing any amendments under Article 19, a demand has already been submitted, the applicant shall preferably, at the same time as he files the amendments with the International Bureau, also file a copy of such amendments with the International Preliminary Examining Authority. In any case, the International Bureau shall promptly transmit a copy of such amendments to that Authority.

(b) *[Deleted]*

Rule 63

Minimum Requirements for International Preliminary Examining Authorities

63.1 *Definition of Minimum Requirements*

The minimum requirements referred to in Article 32(3) shall be the following:

(i) the national Office or intergovernmental organization must have at least 100 full-time employees with sufficient technical qualifications to carry out examinations;

(ii) that Office or organization must have at its ready disposal at least the minimum documentation referred to in Rule 34, properly arranged for examination purposes;

(iii) that Office or organization must have a staff which is capable of examining in the required technical fields and which has the language facilities to understand at least those languages in which the minimum documentation referred to in Rule 34 is written or is translated.

Rule 64

Prior Art for International Preliminary Examination

64.1 *Prior Art*

(a) For the purposes of Article 33(2) and (3), everything made available to the public anywhere in the world by means of written disclosure (including drawings and other illustrations) shall be considered prior art provided that such making available occurred prior to the relevant date.

(b) For the purposes of paragraph (a), the relevant date will be:

(i) subject to item (ii), the international filing date of the international application under international preliminary examination;

(ii) where the international application under international preliminary examination validly claims the priority of an earlier application, the filing date of such earlier application.

64.2 *Non-Written Disclosures*

In cases where the making available to the public occurred by means of an oral disclosure, use, exhibition or other non-written means ("non-written disclosure") before the relevant date as defined in Rule 64.1(b) and the date of such non-written disclosure is indicated in a written disclosure which has been made available to the public on a date which is the same as, or later than, the relevant date, the non-written disclosure shall not be considered part of the prior art for the purposes of Article 33(2) and (3). Nevertheless, the international preliminary examination report shall call attention to such non-written disclosure in the manner provided for in Rule 70.9.

64.3 *Certain Published Documents*

In cases where any application or any patent which would constitute prior art for the purposes of Article 33(2) and (3) had it been published prior to the relevant date referred to in Rule 64.1 was published on a date which is the same as, or later than, the relevant date but was filed earlier than the relevant date or claimed the priority of an earlier application which had been filed prior to the relevant date, such published application or patent shall not be considered part of the prior art for the purposes of Article 33(2) and (3). Nevertheless, the international preliminary examination report shall call attention to such application or patent in the manner provided for in Rule 70.10.

Rule 65

Inventive Step or Non-Obviousness

65.1 *Approach to Prior Art*

For the purposes of Article 33(3), the international preliminary examination shall take into consideration the relation of any particular claim to the prior art as a whole. It shall take into consideration the claim's relation not only to individual documents or parts thereof taken separately but also its relation to combinations of such documents or parts of documents, where such combinations are obvious to a person skilled in the art.

65.2 *Relevant Date*

For the purposes of Article 33(3), the relevant date for the consideration of inventive step (non-obviousness) is the date prescribed in Rule 64.1.

Rule 66

Procedure before the International Preliminary Examining Authority

66.1 *Basis of the International Preliminary Examination*

(a) Subject to paragraphs (b) to (d), the international preliminary examination shall be based on the international application as filed.

(b) The applicant may submit amendments under Article 34 at the time of filing the demand or, subject to Rule 66.4[bis], until the international preliminary examination report is established.

(c) Any amendments under Article 19 made before the demand was filed shall be taken into account for the purposes of the international preliminary examination unless superseded, or considered as reversed, by an amendment under Article 34.

(d) Any amendments under Article 19 made after the demand was filed and any amendments under Article 34 submitted to the International Preliminary Examining Authority shall, subject to Rule 66.4[bis], be taken into account for the purposes of the international preliminary examination.

(e) Claims relating to inventions in respect of which no international search report has been established need not be the subject of international preliminary examination.

66.2 *First Written Opinion of the International Preliminary Examining Authority*

(a) If the International Preliminary Examining Authority

(i) considers that any of the situations referred to in Article 34(4) exists,

(ii) considers that the international preliminary examination report should be negative in respect of any of the claims because the invention claimed therein does not appear to be novel, does not appear to involve an inventive step (does not appear to be non-obvious), or does not appear to be industrially applicable,

(iii) notices that there is some defect in the form or contents of the international application under the Treaty or these Regulations,

(iv) considers that any amendment goes beyond the disclosure in the international application as filed,

(v) wishes to accompany the international preliminary examination report by observations on the clarity of the claims, the description, and the drawings, or the question whether the claims are fully supported by the description,

(vi) considers that a claim relates to an invention in respect of which no international search report has been established and has decided not to carry out the international preliminary examination in respect of that claim, or

(vii) considers that a nucleotide and/or amino acid sequence listing is not available to it in such a form that a meaningful international preliminary examination can be carried out,

the said Authority shall notify the applicant accordingly in writing. Where the national law of the national Office acting as International Preliminary Examining Authority does not allow multiple dependent claims to be drafted in a manner different from that provided for in the second and third sentences of Rule 6.4(a), the International Preliminary Examining Authority may, in case of failure to use that manner of claiming, apply Article 34(4)(b). In such case, it shall notify the applicant accordingly in writing.

(b) The notification shall fully state the reasons for the opinion of the International Preliminary Examining Authority.

(c) The notification shall invite the applicant to submit a written reply together, where appropriate, with amendments.

(d) The notification shall fix a time limit for the reply. The time limit shall be reasonable under the circumstances. It shall normally be two months after the date of notification. In no case shall it be shorter than one month after the said date. It shall be at least two months after the said date where the international search report is transmitted at the same time as the notification. It shall not be more than three months after the said date but may be extended if the applicant so requests before its expiration.

66.3 *Formal Response to the International Preliminary Examining Authority*

(a) The applicant may respond to the invitation referred to in Rule 66.2(c) of the International Preliminary Examining Authority by making amendments or — if he disagrees with the opinion of that Authority — by submitting arguments, as the case may be, or do both.

(b) Any response shall be submitted directly to the International Preliminary Examining Authority.

66.4 *Additional Opportunity for Submitting Amendments or Arguments*

(a) If the International Preliminary Examining Authority wishes to issue one or more additional written opinions, it may do so, and Rules 66.2 and 66.3 shall apply.

(b) On the request of the applicant, the International Preliminary Examining Authority may give him one or more additional opportunities to submit amendments or arguments.

66.4^{bis} *Consideration of Amendments and Arguments*

Amendments or arguments need not be taken into account by the International Preliminary Examining Authority for the purposes of a written opinion or the international preliminary examination report if they are received after that Authority has begun to draw up that opinion or report.

66.5 *Amendment*

Any change, other than the rectification of obvious errors, in the claims, the description, or the drawings, including cancellation of claims, omission of passages in the description, or omission of certain drawings, shall be considered an amendment.

66.6 *Informal Communications with the Applicant*

The International Preliminary Examining Authority may, at any time, communicate informally, over the telephone, in writing, or through personal interviews, with the applicant. The said Authority shall, at its discretion, decide whether it wishes to grant more than one personal interview if so requested by the applicant, or whether it wishes to reply to any informal written communication from the applicant.

66.7 *Priority Document*

(a) If the International Preliminary Examining Authority needs a copy of the application whose priority is claimed in the international application, the International Bureau shall, on request, promptly furnish such copy. If that copy is not furnished to the International Preliminary Examining Authority because the applicant failed to comply with the requirements of Rule 17.1, the international preliminary examination report may be established as if the priority had not been claimed.

(b) If the application whose priority is claimed in the international application is in a language other than the language or one of the languages of the International Preliminary Examining Authority, that Authority may invite the applicant to furnish a translation in the said language or one of the said languages within two months from the date of the invitation. If the translation is not furnished within that time limit, the international preliminary examination report may be established as if the priority had not been claimed.

66.8 *Form of Amendments*

(a) The applicant shall be required to submit a replacement sheet for every sheet of the international application which, on account of an amendment, differs from the sheet previously filed. The letter accompanying the replacement sheets shall draw attention to the differences between the replaced sheets and the replacement sheets. Where the amendment consists in the deletion of passages or in minor alterations or additions, it may be made on a copy of the relevant sheet of the international application, provided that the clarity and direct reproducibility of that sheet are not adverse-

ly affected. To the extent that any amendment results in the cancellation of an entire sheet, that amendment shall be communicated in a letter.

(b) *[Deleted]*

66.9 *Language of Amendments*

(a) Subject to paragraphs (b) and (c), if the international application has been filed in a language other than the language in which it is published, any amendment, as well as any letter referred to in Rule 66.8(a), shall be submitted in the language of publication.

(b) If the international preliminary examination is carried out, pursuant to Rule 55.2, on the basis of a translation of the international application, any amendment, as well as any letter referred to in paragraph (a), shall be submitted in the language of that translation.

(c) Subject to Rule 55.3, if an amendment or letter is not submitted in a language as required under paragraph (a) or (b), the International Preliminary Examining Authority shall, if practicable having regard to the time limit for establishing the international preliminary examination report, invite the applicant to furnish the amendment or letter in the required language within a time limit which shall be reasonable under the circumstances.

(d) If the applicant fails to comply, within the time limit under paragraph (c), with the invitation to furnish an amendment in the required language, the amendment shall not be taken into account for the purposes of the international preliminary examination. If the applicant fails to comply, within the time limit under paragraph (c), with the invitation to furnish a letter referred to in paragraph (a) in the required language, the amendment concerned need not be taken into account for the purposes of the international preliminary examination.

Rule 67

Subject Matter under Article 34(4)(a)(i)

67.1 *Definition*

No International Preliminary Examining Authority shall be required to carry out an international preliminary examination on an international application if, and to the extent to which, its subject matter is any of the following:

(i) scientific and mathematical theories,

(ii) plant or animal varieties or essentially biological processes for the production of plants and animals, other than microbiological processes and the products of such processes,

(iii) schemes, rules or methods of doing business, performing purely mental acts or playing games,

(iv) methods for treatment of the human or animal body by surgery or therapy, as well as diagnostic methods,

(v) mere presentations of information,

(vi) computer programs to the extent that the International Preliminary Examining Authority is not equipped to carry out an international preliminary examination concerning such programs.

Rule 68

Lack of Unity of Invention (International Preliminary Examination)

68.1 *No Invitation to Restrict or Pay*

Where the International Preliminary Examining Authority finds that the requirement of unity of invention is not complied with and chooses not to invite the applicant to restrict the claims or to pay additional fees, it shall proceed with the international preliminary examination, subject to Article 34(4)(b) and Rule 66.1(e), in respect of the entire international application, but shall indicate, in any written opinion and in the international preliminary examination report, that it considers that the requirement of unity of invention is not fulfilled and it shall specify the reasons therefor.

68.2 *Invitation to Restrict or Pay*

Where the International Preliminary Examining Authority finds that the requirement of unity of invention is not complied with and chooses to invite the applicant, at his option, to restrict the claims or to pay additional fees, it shall specify at least one possibility of restriction which, in the opinion of the International Preliminary Examining Authority, would be in compliance with the applicable requirement, and shall specify the amount of the additional fees and the reasons for which the international application is not considered as complying with the requirement of unity of invention. It shall, at the same time, fix a time limit, with regard to the circumstances of the case, for complying with the invitation; such time limit shall not be shorter than one month, and it shall not be longer than two months, from the date of the invitation.

68.3 *Additional Fees*

(a) The amount of the additional fee due for international preliminary examination under Article 34(3)(a) shall be determined by the competent International Preliminary Examining Authority.

(b) The additional fee due for international preliminary examination under Article 34(3)(a) shall be payable direct to the International Preliminary Examining Authority.

(c) Any applicant may pay the additional fee under protest, that is, accompanied by a reasoned statement to the effect that the international application complies with the requirement of unity of invention or that the amount of the required additional fee is excessive. Such protest shall be examined by a three-member board or other special instance of the International Preliminary Examining Authority, or any com-

petent higher authority, which, to the extent that it finds the protest justified, shall order the total or partial reimbursement to the applicant of the additional fee. On the request of the applicant, the text of both the protest and the decision thereon shall be notified to the elected Offices as an annex to the international preliminary examination report.

(d) The three-member board, special instance or competent higher authority, referred to in paragraph (c), shall not comprise any person who made the decision which is the subject of the protest.

(e) Where the applicant has, under paragraph (c), paid an additional fee under protest, the International Preliminary Examining Authority may, after a prior review of the justification for the invitation to pay an additional fee, require that the applicant pay a fee for the examination of the protest ("protest fee"). The protest fee shall be paid within one month from the date of the notification to the applicant of the result of the review. If the protest fee is not so paid, the protest shall be considered withdrawn. The protest fee shall be refunded to the applicant where the three-member board, special instance or higher authority referred to in paragraph (c) finds that the protest was entirely justified.

68.4 *Procedure in the Case of Insufficient Restriction of the Claims*

If the applicant restricts the claims but not sufficiently to comply with the requirement of unity of invention, the International Preliminary Examining Authority shall proceed as provided in Article 34(3)(c).

68.5 *Main Invention*

In case of doubt which invention is the main invention for the purposes of Article 34(3)(c), the invention first mentioned in the claims shall be considered the main invention.

Rule 69

Start of and Time Limit for International Preliminary Examination

69.1 *Start of International Preliminary Examination*

(a) Subject to paragraphs (b) to (e), the International Preliminary Examining Authority shall start the international preliminary examination when it is in possession both of the demand and of either the international search report or a notice of the declaration by the International Searching Authority under Article 17(2)(a) that no international search report will be established.

(b) If the competent International Preliminary Examining Authority is part of the same national Office or intergovernmental organization as the competent International Searching Authority, the international preliminary examination may, if the International Preliminary Examining Authority so wishes and subject to paragraph (d), start at the same time as the international search.

(c) Where the statement concerning amendments contains an indication that amendments under Article 19 are to be taken into account (Rule 53.9(a)(i)), the International Preliminary Examining Authority shall not start the international preliminary examination before it has received a copy of the amendments concerned.

(d) Where the statement concerning amendments contains an indication that the start of the international preliminary examination is to be postponed (Rule 53.9(b)), the International Preliminary Examining Authority shall not start the international preliminary examination before

(i) it has received a copy of any amendments made under Article 19,

(ii) it has received a notice from the applicant that he does not wish to make amendments under Article 19, or

(iii) the expiration of 20 months from the priority date,

whichever occurs first.

(e) Where the statement concerning amendments contains an indication that amendments under Article 34 are submitted with the demand (Rule 53.9(c)) but no such amendments are, in fact, submitted, the International Preliminary Examining Authority shall not start the international preliminary examination before it has received the amendments or before the time limit fixed in the invitation referred to in Rule 60.1(g) has expired, whichever occurs first.

69.2 *Time Limit for International Preliminary Examination*

The time limit for establishing the international preliminary examination report shall be:

(i) 28 months from the priority date if the demand was filed prior to the expiration of 19 months from the priority date;

(ii) nine months from the start of the international preliminary examination if the demand was filed after the expiration of 19 months from the priority date.

Rule 70

The International Preliminary Examination Report

70.1 *Definition*

For the purposes of this Rule, "report" shall mean international preliminary examination report.

70.2 *Basis of the Report*

(a) If the claims have been amended, the report shall issue on the claims as amended.

(b) If, pursuant to Rule 66.7(a) or (b), the report is established as if the priority had not been claimed, the report shall so indicate.

(c) If the International Preliminary Examining Authority considers that any amendment goes beyond the disclosure in the international application as filed,

the report shall be established as if such amendment had not been made, and the report shall so indicate. It shall also indicate the reasons why it considers that the amendment goes beyond the said disclosure.

(d) Where claims relate to inventions in respect of which no international search report has been established and have therefore not been the subject of international preliminary examination, the international preliminary examination report shall so indicate.

70.3 *Identifications*

The report shall identify the International Preliminary Examining Authority which established it by indicating the name of such Authority, and the international application by indicating the international application number, the name of the applicant, and the international filing date.

70.4 *Dates*

The report shall indicate:

(i) the date on which the demand was submitted, and

(ii) the date of the report; that date shall be the date on which the report is completed.

70.5 *Classification*

(a) The report shall repeat the classification given under Rule 43.3 if the International Preliminary Examining Authority agrees with such classification.

(b) Otherwise, the International Preliminary Examining Authority shall indicate in the report the classification, at least according to the International Patent Classification, which it considers correct.

70.6 *Statement under Article 35(2)*

(a) The statement referred to in Article 35(2) shall consist of the words "YES" or "NO," or their equivalent in the language of the report, or some appropriate sign provided for in the Administrative Instructions, and shall be accompanied by the citations, explanations and observations, if any, referred to in the last sentence of Article 35(2).

(b) If any of the three criteria referred to in Article 35(2) (that is, novelty, inventive step (non-obviousness), industrial applicability) is not satisfied, the statement shall be negative. If, in such a case, any of the criteria, taken separately, is satisfied, the report shall specify the criterion or criteria so satisfied.

70.7 *Citations under Article 35(2)*

(a) The report shall cite the documents considered to be relevant for supporting the statements made under Article 35(2).

(b) The provisions of Rule 43.5(b) and (e) shall apply also to the report.

70.8 *Explanations under Article 35(2)*

The Administrative Instructions shall contain guidelines for cases in which the explanations referred to in Article 35(2) should or should not be given and the form of such explanations. Such guidelines shall be based on the following principles:

(i) explanations shall be given whenever the statement in relation to any claim is negative;

(ii) explanations shall be given whenever the statement is positive unless the reason for citing any document is easy to imagine on the basis of consultation of the cited document;

(iii) generally, explanations shall be given if the case provided for in the last sentence of Rule 70.6(b) obtains.

70.9 *Non-Written Disclosures*

Any non-written disclosure referred to in the report by virtue of Rule 64.2 shall be mentioned by indicating its kind, the date on which the written disclosure referring to the non-written disclosure was made available to the public, and the date on which the non-written disclosure occurred in public.

70.10 *Certain Published Documents*

Any published application or any patent referred to in the report by virtue of Rule 64.3 shall be mentioned as such and shall be accompanied by an indication of its date of publication, of its filing date, and its claimed priority date (if any). In respect of the priority date of any such document, the report may indicate that, in the opinion of the International Preliminary Examining Authority, such date has not been validly claimed.

70.11 *Mention of Amendments*

If, before the International Preliminary Examining Authority, amendments have been made, this fact shall be indicated in the report. Where any amendment has resulted in the cancellation of an entire sheet, this fact shall also be specified in the report.

70.12 *Mention of Certain Defects and Other Matters*

If the International Preliminary Examining Authority considers that, at the time it prepares the report:

(i) the international application contains any of the defects referred to in Rule 66.2(a)(iii), it shall include this opinion and the reasons therefor in the report;

(ii) the international application calls for any of the observations referred to in Rule 66.2(a)(v), it may include this opinion in the report and, if it does, it shall also indicate in the report the reasons for such opinion;

(iii) any of the situations referred to in Article 34(4) exists, it shall state this opinion and the reasons therefor in the report;

(iv) a nucleotide and/or amino acid sequence listing is not available to it in such a form that a meaningful international preliminary examination can be carried out, it shall so state in the report.

70.13 *Remarks Concerning Unity of Invention*

If the applicant paid additional fees for the international preliminary examination, or if the international application or the international preliminary examination was restricted under Article 34(3), the report shall so indicate. Furthermore, where the international preliminary examination was carried out on restricted claims (Article 34(3)(a)), or on the main invention only (Article 34(3)(c)), the report shall indicate what parts of the international application were and what parts were not the subject of international preliminary examination. The report shall contain the indications provided for in Rule 68.1, where the International Preliminary Examining Authority chose not to invite the applicant to restrict the claims or to pay additional fees.

70.14 *Authorized Officer*

The report shall indicate the name of the officer of the International Preliminary Examining Authority responsible for that report.

70.15 *Form*

The physical requirements as to the form of the report shall be prescribed by the Administrative Instructions.

70.16 *Annexes of the Report*

Each replacement sheet under Rule 66.8(a) and each replacement sheet containing amendments under Article 19 shall, unless superseded by later replacement sheets, be annexed to the report. Amendments under Article 19 which have been considered as reversed by an amendment under Article 34 and letters under Rule 66.8(a) shall not be annexed.

70.17 *Languages of the Report and the Annexes*

(a) The report and any annex shall be in the language in which the international application to which they relate is published, or, if the international preliminary examination is carried out, pursuant to Rule 55.2, on the basis of a translation of the international application, in the language of that translation.

(b) *[Deleted]*

Rule 71

Transmittal of the International Preliminary Examination Report

71.1 *Recipients*

The International Preliminary Examining Authority shall, on the same day, transmit one copy of the international preliminary examination report and its annexes, if any, to the International Bureau, and one copy to the applicant.

71.2 *Copies of Cited Documents*

(a) The request under Article 36(4) may be presented any time during seven years from the international filing date of the international application to which the report relates.

(b) The International Preliminary Examining Authority may require that the party (applicant or elected Office) presenting the request pay to it the cost of preparing and mailing the copies. The level of the cost of preparing copies shall be provided for in the agreements referred to in Article 32(2) between the International Preliminary Examining Authorities and the International Bureau.

(c) *[Deleted]*

(d) Any International Preliminary Examining Authority may perform the obligations referred to in paragraphs (a) and (b) through another agency responsible to it.

Rule 72

Translation of the International Preliminary Examination Report

72.1 *Languages*

(a) Any elected State may require that the international preliminary examination report, established in any language other than the official language, or one of the official languages, of its national Office, be translated into English.

(b) Any such requirement shall be notified to the International Bureau, which shall promptly publish it in the Gazette.

72.2 *Copy of Translation for the Applicant*

The International Bureau shall transmit a copy of the translation referred to in Rule 72.1(a) of the international preliminary examination report to the applicant at the same time as it communicates such translation to the interested elected Office or Offices.

72.3 *Observations on the Translation*

The applicant may make written observations on what, in his opinion, are errors of translation in the translation of the international preliminary examination report and shall send a copy of any such observations to each of the interested elected Offices and a copy to the International Bureau.

Rule 73

Communication of the International Preliminary Examination Report

73.1 *Preparation of Copies*

The International Bureau shall prepare the copies of the documents to be communicated under Article 36(3)(a).

73.2 *Time Limit for Communication*

The communication provided for in Article 36(3)(a) shall be effected as promptly as possible but not earlier than the communication under Article 20.

Rule 74

Translations of Annexes of the International Preliminary Examination Report and Transmittal Thereof

74.1 *Contents of Translation and Time Limit for Transmittal Thereof*

(a) Where the furnishing of a translation of the international application is required by the elected Office under Article 39(1), the applicant shall, within the time limit applicable under Article 39(1), transmit a translation of any replacement sheet referred to in Rule 70.16 which is annexed to the international preliminary examination report, unless such sheet is in the language of the required translation of the international application. The same time limit shall apply where the furnishing of a translation of the international application to the elected Office must, because of a declaration made under Article 64(2)(a)(i), be effected within the time limit applicable under Article 22.

(b) Where the furnishing under Article 39(1) of a translation of the international application is not required by the elected Office, that Office may require the applicant to furnish, within the time limit applicable under that Article, a translation into the language in which the international application was published of any replacement sheet referred to in Rule 70.16 which is annexed to the international preliminary examination report and is not in that language.

Rule 75

[Deleted]

Rule 76

Copy, Translation and Fee under Article 39(1); Translation of Priority Document

76.1, 76.2 and 76.3 *[Deleted]*

76.4 *Time Limit for Translation of Priority Document*

The applicant shall not be required to furnish to any elected Office a certified translation of the priority document before the expiration of the applicable time limit under Article 39.

76.5 *Application of Rules 22.1(g), 49 and 51bis*

Rules 22.1(g), 49 and 51bis shall apply, provided that:

(i) any reference in the said Rules to the designated Office or to the designated State shall be construed as a reference to the elected Office or to the elected State, respectively;

(ii) any reference in the said Rules to Article 22 or Article 24(2) shall be construed as a reference to Article 39(1) or Article 39(3), respectively;

(iii) the words "international applications filed" in Rule 49.1(c) shall be replaced by the words "a demand submitted;"

(iv) for the purposes of Article 39(1), where an international preliminary examination report has been established, a translation of any amendment under Article 19 shall only be required if that amendment is annexed to that report.

76.6 *Transitional Provision*

If, on July 12, 1991, Rule 76.5(iv) is not compatible with the national law applied by the elected Office in respect of claims amended under Article 19, Rule 76.5(iv) shall not apply in that respect to that elected Office for as long as it continues not to be compatible with that law, provided that the said Office informs the International Bureau accordingly by December 31, 1991. The information received shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

Rule 77

Faculty under Article 39(1)(b)

77.1 *Exercise of Faculty*

(a) Any Contracting State allowing a time limit expiring later than the time limit provided for in Article 39(1)(a) shall notify the International Bureau of the time limit so fixed.

(b) Any notification received by the International Bureau under paragraph (a) shall be promptly published by the International Bureau in the Gazette.

(c) Notifications concerning the shortening of the previously fixed time limit shall be effective in relation to demands submitted after the expiration of three months computed from the date on which the notification was published by the International Bureau.

(d) Notifications concerning the lengthening of the previously fixed time limit shall become effective upon publication by the International Bureau in the Gazette in respect of demands pending at the time or submitted after the date of such publication, or, if the Contracting State effecting the notification fixes some later date, as from the latter date.

Rule 78

Amendment of the Claims, the Description, and the Drawings, before Elected Offices

78.1 *Time Limit Where Election Is Effected prior to Expiration of 19 Months from Priority Date*

(a) Where the election of any Contracting State is effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, the applicant shall, if he so wishes, exercise the right under Article 41 to amend the claims, the description and the drawings, before

the elected Office concerned within one month from the fulfillment of the requirements under Article 39(1)(a), provided that, if the transmittal of the international preliminary examination report under Article 36(1) has not taken place by the expiration of the time limit applicable under Article 39, he shall exercise the said right not later than four months after such expiration date. In either case, the applicant may exercise the said right at any other time if so permitted by the national law of the said State.

(b) In any elected State in which the national law provides that examination starts only on special request, the national law may provide that the time limit within or the time at which the applicant may exercise the right under Article 41 shall, where the election of any Contracting State is effected prior to the expiration of the 19th month from the priority date, be the same as that provided by the national law for the filing of amendments in the case of the examination, on special request, of national applications, provided that such time limit shall not expire prior to, or such time shall not come before, the expiration of the time limit applicable under paragraph (a).

78.2 *Time Limit Where Election Is Effected after Expiration of 19 Months from Priority Date*

Where the election of any Contracting State has been effected after the expiration of the 19th month from the priority date and the applicant wishes to make amendments under Article 41, the time limit for making amendments under Article 28 shall apply.

78.3 *Utility Models*

The provisions of Rules 6.5 and 13.5 shall apply, *mutatis mutandis*, before elected Offices. If the election was made before the expiration of the 19th month from the priority date, the reference to the time limit applicable under Article 22 is replaced by a reference to the time limit applicable under Article 39.

Κεφάλαιο II
Προκαταρκτική Διεθνής Εξέταση

Άρθρο 31
Αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση

1. Μετά από αίτημα του καταθέτη, η διεθνής αίτηση μπορεί να αποτελέσει αντικείμενο προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης σύμφωνα με τις παρακάτω διατάξεις και τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

2.α. Κάθε καταθέτης ο οποίος, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, κατοικεί σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο δεσμεύεται από το Κεφάλαιο II ή έχει την υπηκοότητα ενός τέτοιου Κράτους και επομένως η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί ενώπιον του γραφείου παραλαβής του Κράτους αυτού ή του γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, μπορεί να παρουσιάσει αίτημα προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης.

β. Η Συνέλευση μπορεί να επιτρέψει στα πρόσωπα που έχουν το δικαίωμα να καταθέτουν διεθνείς αιτήσεις, όπως παρουσιάζουν αιτήσεις προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, ακόμα και αν κατοικούν σε ένα μη Συμβαλλόμενο Κράτος ή σε ένα Κράτος το οποίο δεν δεσμεύεται από το Κεφάλαιο II ή έχουν την υπηκοότητα ενός τέτοιου Κράτους.

3. Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να συνταχθεί ανεξάρτητα από τη διεθνή κατάθεση. Η αίτηση αυτή οφείλει να περιλαμβάνει τις καθορισμένες αναφορές και πρέπει να συνταχθεί στην προκαθορισμένη γλώσσα με την προκαθορισμένη μορφή.

4.α. Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση οφείλει να προσδιορίζει εκείνο ή εκείνα από τα Συμβαλλόμενα Κράτη, στα οποία ο καταθέτης έχει την πρόθεση να χρησιμοποιήσει τα αποτελέσματα της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης ("επιλεγμένα Κράτη"). Επιπλέον, Συμβαλλόμενα Κράτη μπορούν να επιλεγούν αργότερα. Η επιλογή μπορεί να αναφέρεται μόνο σε Κράτη μέλη τα οποία ήδη έχουν ορισθεί σύμφωνα με το άρθρο 4.

β. Οι καταθέτες, που αναφέρονται στην παράγραφο 2α, μπορούν να επιλέξουν κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο δεσμεύεται από το Κεφάλαιο II. Οι καταθέτες που αναφέρονται στην παράγραφο 2β δεν μπορούν να επιλέξουν παρά μόνο τα Συμβαλλόμενα Κράτη που δεσμεύονται από το Κεφάλαιο II και τα οποία έχουν δηλώσει ότι δέχονται να επιλεγούν από παρόμοιους καταθέτες.

5. Για την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση πληρώνονται τα προκαθορισμένα τέλη μέσα σε ορισμένη προθεσμία.

6.α. Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να κατατίθεται στην αρμόδια διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση και η οποία αναφέρεται στο άρθρο 32.

β. Κάθε μεταγενέστερη επιλογή πρέπει να κατατίθεται στο Διεθνές Γραφείο.

7. Κάθε επιλεγμένο γραφείο δέχεται γνωστοποίηση για την επιλογή του.

Άρθρο 32
Διοίκηση επιφορτισμένη με την
Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση

1. Η προκαταρκτική διεθνής εξέταση πραγματοποιείται από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

2. Για τις αιτήσεις της προκαταρτικής διεθνούς εξέτασης που αναφέρονται στο άρθρο 31.2.α και στο άρθρο 31.2.β, το γραφείο παραλαβής ή η Συνέλευση, αντίστοιχα, καθορίζουν, σύμφωνα με τις διατάξεις της εφαρμοζόμενης Συμβάσεως, η οποία έχει συναφθεί μεταξύ της διοίκησης ή των ενδιαφερόμενων διοικήσεων, οι οποίες είναι επιφορτισμένες με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση και το Διεθνές Γραφείο, εκείνη ή εκείνες από τις διοικήσεις οι οποίες θα είναι αρμόδιες για να προβούν στην προκαταρκτική εξέταση.

3. Οι διατάξεις του άρθρου 16.3 εφαρμόζονται mutatis mutandis στις διοικήσεις οι οποίες είναι επιφορτισμένες με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

Άρθρο 33
Προκαταρκτική Διεθνής Εξέταση

1. Η προκαταρτική διεθνής εξέταση έχει ως αντικείμενο τη διατύπωση προκαταρκτικής γνώμης, μη δεσμευτικής, για τα ερωτήματα κατά πόσο η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία είναι νέα, έχει εφευρετική δραστηριότητα (δεν είναι προφανής) και είναι επιδεκτική βιομηχανικής εφαρμογής.

2. Για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία θεωρείται ως νέα, εάν δεν υπάρχει προτεραιότητα στη στάθμη της τεχνικής έτσι όπως καθορίζεται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

3. Για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία θεωρείται ότι έχει εφευρετική δραστηριότητα εάν, λαμβανομένης υπόψη της στάθμης της τεχνικής έτσι όπως καθορίζεται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό, δεν είναι προφανής για τον άνθρωπο του επαγγέλματος κατά την προκαθορισμένη ημερομηνία.

4. Για τους σκοπούς της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία θεωρείται ως επιδεκτική βιομηχανικής εφαρμογής, εάν, σύμφωνα με τη φύση της, μπορεί να παραχθεί ή να χρησιμοποιηθεί (με τεχνολογική έννοια) σε κάθε είδος βιομηχανίας. Ο όρος "βιομηχανία" νοείται με την ευρεία του έννοια όπως ακριβώς χρησιμοποιείται στη Σύμβαση των Παρισίων για την προστασία της Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας.

5. Τα κριτήρια τα οποία αναφέρονται προηγουμένως εξυπηρετούν μόνο τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να εφαρμόσει πρόσθετα ή διαφορετικά κριτήρια με σκοπό να αποφασίσει εάν, στο Κράτος αυτό, η εφεύρεση είναι επιδεκτική διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή όχι.

6. Η προκαταρκτική διεθνής εξέταση πρέπει να λαμβάνει υπόψη όλα τα αναφερόμενα έγγραφα στη Διεθνή Έκθεση Έρευνας. Η διεθνής προκαταρκτική εξέταση μπορεί να λαμβάνει υπόψη όλα τα πρόσθετα έγγραφα τα οποία θεωρούνται ως σημαντικά για κάθε συγκεκριμένη περίπτωση.

Άρθρο 34
Διαδικασία στα πλαίσια της διοίκησης
η οποία είναι επιφορτισμένη με την
Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση

1. Η διαδικασία στα πλαίσια της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέ-

ταση καθορίζεται από την παρούσα Συνθήκη, τον Εκτελεστικό Κανονισμό και τη συμφωνία την οποία το Διεθνές Γραφείο έχει συνάψει, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και τον Εκτελεστικό Κανονισμό, με τη διοίκηση αυτή.

2.α. Ο καταθέτης έχει το δικαίωμα να επικοινωνεί, προφορικά και γραπτά, με τη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

β. Ο καταθέτης έχει το δικαίωμα να τροποποιεί τις αξιώσεις, την περιγραφή και τα σχέδια, με τον προκαθορισμένο τρόπο και μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, πριν από τη σύνταξη της έκθεσης για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

Οι τροποποιήσεις δεν μπορούν να εκτείνονται πέραν της περιγραφής της εφεύρεσης έτσι όπως αυτή απεικονίζεται στην κατατεθειμένη διεθνή αίτηση.

γ. Ο καταθέτης δέχεται από τη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, τουλάχιστο μία γραπτή γνώμη, εκτός εάν η εν λόγω διοίκηση θεωρεί ότι έχουν πληρωθεί όλοι οι επόμενοι όροι:

i. Η εφεύρεση ανταποκρίνεται στα κριτήρια που αναφέρονται στο άρθρο 33. 1.

ii. Η διεθνής αίτηση ανταποκρίνεται στις προϋποθέσεις της παρούσας Συνθήκης και του Εκτελεστικού Κανονισμού, εφόσον οι προϋποθέσεις αυτές έχουν ελεγχθεί από την εν λόγω διοίκηση.

iii. Δεν αναμένεται να κατατεθούν παρατηρήσεις σύμφωνα με το άρθρο 35 παρ. 2 δεύτερη φράση.

δ. Ο καταθέτης μπορεί να απαντήσει γραπτά στην εν λόγω γνώμη.

3.α. Εάν η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, θεωρεί ότι η διεθνής αίτηση δεν ανταποκρίνεται στην απαίτηση ενότητας της εφεύρεσης έτσι όπως έχει καθοριστεί στον Εκτελεστικό Κανονισμό, μπορεί να προσκαλέσει τον καταθέτη, είτε να περιορίσει τις αξιώσεις με τρόπο ώστε να ανταποκριθεί στην απαίτηση αυτή, είτε, μετά από επιλογή του, να πληρώσει πρόσθετα τέλη.

β. Η εθνική νομοθεσία κάθε επιλεγμένου Κράτους μπορεί να προβλέπει ότι, στην περίπτωση που ο καταθέτης επιλέξει να περιορίσει τις αξιώσεις σύμφωνα με το παραπάνω εδάφιο α', τα μέρη της διεθνούς αίτησης τα οποία, ως συνέπεια του περιορισμού, δεν αποτελούν αντικείμενο της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης θεωρούνται, για ό,τι αφορά τα αποτελέσματα στο Κράτος αυτό, ότι έχουν αποσυρθεί, εκτός εάν καταβληθεί ιδιαίτερο τέλος από τον καταθέτη στο Εθνικό Γραφείο του εν λόγω Κράτους.

γ. Εάν ο καταθέτης ανταποκριθεί στην πρόσκληση που αναφέρεται στο παραπάνω εδάφιο α' μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση συντάσσει έκθεση προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης για τα μέρη της διεθνούς αίτησης τα οποία σχετίζονται με το κύριο μέρος της εφεύρεσης και καθορίζει σχετικά με αυτήν τις αναφορές μέσα στην έκθεση. Η εθνική νομοθεσία κάθε επιλεγμένου Κράτους μπορεί να προβλέψει ότι στην περίπτωση κατά την οποία το Εθνικό Γραφείο του Κράτους αυτού θεωρεί δικαιολογημένη την πρόσκληση από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, τα μέρη της διεθνούς αίτησης τα οποία δεν σχετίζονται με την κύρια εφεύρεση θεωρούνται, για ό,τι αφορά τα αποτελέσματα στο Κράτος αυτό, ότι έχουν αποσυρθεί, εκτός εάν πληρωθεί από τον καταθέτη στο εν λόγω γραφείο ιδιαίτερο τέλος.

4.α. Εάν η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση κρίνει ότι:

i. Η διεθνής αίτηση αφορά αντικείμενο για το οποίο δεν μπορεί να πραγματοποιηθεί, σύμφωνα με τον Εκτελεστικό Κανονισμό, προκαταρκτική διεθνή εξέταση και αποφασίζει για τη συγκεκριμένη περίπτωση να μην πραγματοποιήσει μια τέτοια εξέταση, ή

ii. Η περιγραφή, οι αξιώσεις ή τα σχέδια δεν είναι σαφή, ή ότι, οι αξιώσεις δεν στηρίζονται με κατάλληλο τρόπο στην περιγραφή, έτσι ώστε μια ισχυρή γνώμη να μπορεί να σχηματιστεί για το θέμα του νέου, της εφευρετικής δραστηριότητας (μη προφανής) ή της βιομηχανικής εφαρμογής της εφεύρεσης για την οποία ζητείται προστασία, δεν επεξεργάζεται τα θέματα τα οποία αναφέρονται στο άρθρο 33 παρ. 1 και γνωστοποιεί στον καταθέτη τη γνώμη της αυτή μαζί με την αιτιολογία.

β. Εάν μία από τις περιπτώσεις, οι οποίες αναφέρονται στο παραπάνω εδάφιο α', υφίσταται μόνο για ορισμένες αξιώσεις ή σε σχέση με ορισμένες από αυτές, οι διατάξεις του παραπάνω εδαφίου α' εφαρμόζονται μόνο για τις αξιώσεις αυτές.

Άρθρο 35
Έκθεση Προκαταρκτικής Διεθνούς Εξέτασης

1. Η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης συντάσσεται μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία και με τον προκαθορισμένο τύπο.

2. Η έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης δεν περιλαμβάνει καμία δήλωση, όσον αφορά το θέμα εάν η εφεύρεση για την οποία ζητείται προστασία είναι ή φαίνεται να είναι επιδεκτική διπλώματος ευρεσιτεχνίας ή όχι σε σχέση με οποιαδήποτε εθνική νομοθεσία. Η έκθεση για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση αναφέρει, με την επιφύλαξη της παραγράφου 3, σε σχέση με καθεμία αξίωση, εάν η αξίωση αυτή θεωρείται ότι ανταποκρίνεται στα κριτήρια του νέου, της εφευρετικής δραστηριότητας (μη προφανής) και της βιομηχανικής εφαρμογής, έτσι όπως ορίζονται τα κριτήρια αυτά για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης στο άρθρο 33 παρ. 1 έως 4. Η δήλωση αυτή πρέπει να συνοδεύεται με αναφορά στα έγγραφα, τα οποία θεωρούνται ότι υποστηρίζουν το εν λόγω συμπέρασμα και σε κάθε άλλες επεξηγήσεις που μπορούν να αφορούν τη συγκεκριμένη περίπτωση. Στη δήλωση αυτή θα πρέπει επίσης να επισυναφθούν και οι άλλες παρατηρήσεις που προβλέπονται από τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

3.α. Εάν η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρεί ότι, κατά τη σύνταξη της έκθεσης της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, υφίσταται μία οποιαδήποτε περίπτωση από αυτές που ορίζονται στο άρθρο 34 παρ. 4. α. η έκθεση την περιγράφει και αναφέρει τους λόγους. Η έκθεση δεν πρέπει να περιέχει καμία δήλωση με την έννοια της παραγράφου 2.

β. Στην περίπτωση που υφίσταται μία από τις περιπτώσεις που ορίζονται στο άρθρο 34 παρ. 4. β. η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης περιέχει, για τις κρινόμενες αξιώσεις, την προβλεπόμενη ένδειξη στο εδάφιο α' και, για τις άλλες αξιώσεις, τη δήλωση που αναφέρεται στην παράγραφο 2.

Άρθρο 36
Διαβίβαση, μετάφραση και γνωστοποίηση της έκθεσης της Προκαταρκτικής Διεθνούς Εξέτασης

1. Η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης διαβιβάζεται, μαζί με τα προβλεπόμενα παραρτήματά της, στον καταθέτη και στο Διεθνές Γραφείο.

2.α. Η έκθεση για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση και τα παραρτήματά της μεταφράζονται στις οριζόμενες γλώσσες.

β. Κάθε μετάφραση της εν λόγω έκθεσης προετοιμάζεται από το Διεθνές Γραφείο ή με την ευθύνη του γραφείου. Η μετάφραση των παραρτημάτων προετοιμάζεται από τον καταθέτη.

3.α. Η έκθεση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση μαζί με τη μετάφρασή της (έτσι όπως έχει οριστεί) και τα παραρτήματά της (στην πρωτότυπη γλώσσα) γνωστοποιούνται από τό Διεθνές Γραφείο σε κάθε επιλεγμένο γραφείο.

β. Η προκαθορισμένη μετάφραση των παραρτημάτων διαβιβάζεται μέσα στην οριζόμενη προθεσμία από τον καταθέτη στα επιλεγμένα γραφεία.

4. Το άρθρο 20 παρ. 3 εφαρμόζεται, mutatis mutandis, στα αντίγραφα κάθε εγγράφου, το οποίο αναφέρεται στην έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης και το οποίο δεν έχει αναφερθεί στην έκθεση της διεθνούς έρευνας.

Άρθρο 37
Απόσυρση της αίτησης για Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση ή των επιλογών

1. Ο καταθέτης μπορεί να αποσύρει το σύνολο ή μέρος των επιλογών.

2. Εάν η επιλογή όλων των επιλεγμένων Κρατών αποσυρθεί, η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί.

3.α. Κάθε απόσυρση πρέπει να κοινοποιείται στο Διεθνές Γραφείο.

β. Το Διεθνές Γραφείο την κοινοποιεί στα ενδιαφερόμενα επιλεγμένα γραφεία και στην ενδιαφερόμενη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

4.α. Με την επιφύλαξη του εδαφίου β', η απόσυρση της αίτησης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης ή της επιλογής ενός Συμβαλλόμενου Κράτους θεωρείται, εφόσον η εθνική νομοθεσία του εν λόγω Κράτους δεν ορίζει διαφορετικά, ως απόσυρση της διεθνούς αίτησης για το Κράτος αυτό.

β. Η απόσυρση της αίτησης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης ή της επιλογής δεν θεωρείται ως απόσυρση της διεθνούς αιτήσεως, εάν πραγματοποιηθεί πριν από τη λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22. Παρ' όλα αυτά, κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος μπορεί να προβλέψει στην εθνική του νομοθεσία ότι αυτό θα πραγματοποιηθεί μόνο, εφόσον το εθνικό γραφείο παραλάβει μέσα στην προθεσμία αυτή αντίγραφο της διεθνούς αιτήσεως, μετάφραση, έτσι όπως έχει οριστεί, της εν λόγω αίτησης και εθνικό τέλος.

Άρθρο 38
Εμπιστευτικός χαρακτήρας της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

1. Εκτός εάν ζητηθεί ή επιτραπεί από τον καταθέτη, το Διεθνές Γραφείο και η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, δεν μπορούν να επιτρέψουν σε καμία χρονική στιγμή και σε κανένα πρόσωπο ή διοίκηση – με εξαίρεση τα επιλεγμένα γραφεία, μετά τη σύνταξη της έκθεσης για την Προκαταρκτική Εξέταση – να έχει πρόσβαση με την έννοια και τους όρους του άρθρου 30 παρ. 4 στο φάκελο της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης.

2. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 1 και των άρθρων 36 παρ. 1 και 3 και 37 παρ. 3. β, το Διεθνές Γραφείο και η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση δεν μπορούν να δώσουν, εκτός εάν το ζητήσει ή το επιτρέψει ο καταθέτης, καμία πληροφορία σχετικά με τη χορήγηση ή την άρνηση χορήγησης έκθεσης προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης ή ακόμα την απόσυρση ή τη διατήρηση της αίτησης για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση ή οποιασδήποτε επιλογής.

Άρθρο 39
Αντίγραφα, μεταφράσεις και τέλη για τα επιλεγμένα γραφεία

1.α. Εάν η επιλογή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους έχει πραγματοποιηθεί πριν τη λήξη του 19ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας, το άρθρο 22 δεν εφαρμόζεται για το εν λόγω Κράτος. Ο καταθέτης διαβιβάζει σε κάθε επιλεγμένο γραφείο ένα αντίγραφο της διεθνούς αίτησης (εκτός εάν έχει ήδη λάβει χώρα η γνωστοποίηση που αναφέρεται στο άρθρο 20) και τη μετάφραση (έτσι όπως έχει οριστεί) της αίτησης αυτής και καταβάλλει, εφόσον απαιτείται, το εθνικό τέλος το αργότερο κατά τη λήξη του 30ού μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας.

β. Κάθε εθνική νομοθεσία μπορεί, για τη συμπλήρωση των πράξεων που αναφέρονται στο παραπάνω εδάφιο α', να ορίσει προθεσμίες, οι οποίες λήγουν μετά τη λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στο εν λόγω εδάφιο.

2. Τα αποτελέσματα, που προβλέπονται στο άρθρο 11 παρ. 3, παύουν να υπάρχουν για το επιλεγμένο Κράτος με τις ίδιες συνέπειες με εκείνες που συνεπάγονται για την απόσυρση της εθνικής αίτησης στο Κράτος αυτό, εάν ο καταθέτης δεν πραγματοποιήσει τις ενέργειες που αναφέρονται στην παράγραφο 1.α μέσα στην προθεσμία που εφαρμόζεται σύμφωνα με την παράγραφο 1.α. ή β.

3. Κάθε επιλεγμένο γραφείο μπορεί να διατηρήσει τα αποτελέσματα, που αναφέρονται στο άρθρο 11 παρ. 3, ακόμα και στην περίπτωση που ο καταθέτης δεν έχει ανταποκριθεί στις προϋποθέσεις, που αναφέρονται στην παράγραφο 1.α. ή β.

Άρθρο 40
Αναβολή της εθνικής εξέτασης και των άλλων διαδικασιών

1. Εάν η επιλογή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους έχει

πραγματοποιηθεί πριν από τη λήξη του 19ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας, το άρθρο 23 δεν εφαρμόζεται για το Κράτος αυτό και το Εθνικό Γραφείο ή κάθε γραφείο, που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, δεν πραγματοποιεί την έκθεση και δεν αρχίζει καμία άλλη διαδικασία σχετικά με τη διεθνή αίτηση, με την επιφύλαξη της παραγράφου 2, πριν από τη λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται, σύμφωνα με το άρθρο 39.

2. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 1, κάθε επιλεγμένο γραφείο μπορεί, μετά από ρητό αίτημα του καταθέτη, και σε οποιαδήποτε χρονική στιγμή, να προβαίνει σε εξέταση και να αρχίζει όλες τις άλλες διαδικασίες που σχετίζονται με τη διεθνή αίτηση.

Άρθρο 41
Τροποποίηση των αξιώσεων, της περιγραφής και των σχεδίων ενώπιον των επιλεγμένων γραφείων

1. Ο καταθέτης πρέπει να έχει τη δυνατότητα να τροποποιήσει τις αξιώσεις, την περιγραφή και τα σχέδια εντός προκαθορισμένης προθεσμίας, ενώπιον κάθε επιλεγμένου γραφείου. Κανένα επιλεγμένο γραφείο δεν μπορεί να χορηγήσει δίπλωμα ευρεσιτεχνίας ή να αρνηθεί τη χορήγηση διπλώματος ευρεσιτεχνίας πριν από τη λήξη της προθεσμίας αυτής, εκτός εάν υπάρχει ρητή σύμφωνη γνώμη του καταθέτη.

2. Οι τροποποιήσεις δεν μπορούν να εκτείνονται πέρα από το περιεχόμενο της εφεύρεσης, έτσι όπως αναφέρεται στην κατατεθειμένη διεθνή αίτηση, εκτός εάν η εθνική νομοθεσία του επιλεγμένου Κράτους ρητά το επιτρέπει.

3. Οι τροποποιήσεις πρέπει να είναι σύμφωνες με την εθνική νομοθεσία του επιλεγμένου Κράτους για οτιδήποτε δεν καθορίζεται από την παρούσα Συνθήκη ή τον Εκτελεστικό Κανονισμό.

4. Στην περίπτωση που το επιλεγμένο γραφείο απαιτεί μετάφραση της διεθνούς αίτησης, οι τροποποιήσεις θα πρέπει να συνταχθούν στη γλώσσα της μετάφρασης.

Άρθρο 42
Αποτέλεσμα της Εθνικής Εξέτασης των επιλεγμένων γραφείων

Τα επιλεγμένα γραφεία τα οποία δέχονται την έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης δεν μπορούν να απαιτήσουν από τον καταθέτη να τους χορηγήσει αντίγραφα των εγγράφων που συνδέονται με την εξέταση της ίδιας διεθνούς αίτησης σε κάποιο άλλο επιλεγμένο γραφείο ή να τους γνωστοποιήσει τις αντίστοιχες πληροφορίες που περιέχονται στα έγγραφα αυτά.

Εκτελεστικός Κανονισμός της Συνθήκης Συνεργασίας για τα Διπλώματα Ευρεσιτεχνίας

Κείμενο το οποίο είναι σε ισχύ από την 1η Ιανουαρίου 1994

ΜΕΡΟΣ Γ'
Κανόνες σχετικοί με το Κεφάλαιο II της Συνθήκης

Κανόνας 53
Αίτηση για την Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση

53.1 Τύπος

α. Η αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει να συμπληρωθεί σε τυπωμένο έντυπο ή να παρουσιαστεί με τη μορφή εκτυπώσεως από Η/Υ. Στις διοικητικές οδηγίες περιέχονται αναλυτικές προδιαγραφές σχετικά με το τυπωμένο έντυπο και με κάθε αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση, η οποία παρουσιάζεται με τη μορφή εκτυπώσεως από Η/Υ.

β. Αντίγραφα του τυπωμένου εντύπου της αίτησης για διεθνή προκαταρκτική εξέταση χορηγούνται δωρεάν από το γραφείο παραλαβής και από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

53.2 Περιεχόμενο

α. Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να περιέχει:

i. Αίτημα.

ii. Προσδιορισμό, σχετικά με τον καταθέτη, και, εφόσον υπάρχει, με τον πληρεξούσιο.

iii. Προσδιορισμό, σχετικά με τη διεθνή αίτηση στην οποία αναφέρεται.

iv. Την επιλογή των Κρατών.

v. Εφόσον απαιτείται, δήλωση που να αφορά τις τροποποιήσεις.

β. Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να υπογράφεται.

53.3 Αίτημα

Το αίτημα πρέπει να αναφέρεται σ' αυτά που ακολουθούν και να συντάσσεται κατά προτίμηση ως εξής: "Αίτηση για Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση σύμφωνα με το άρθρο 31 της Συνθήκης συνεργασίας για τα Διπλώματα Ευρεσιτεχνίας - Ο υπογεγραμμένος αιτούμαι όπως η διεθνής αίτηση που αναφέρεται αμέσως μετά, αποτελέσει αντικείμενο προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης σύμφωνα με τη Συνθήκη συνεργασίας για τα Διπλώματα Ευρεσιτεχνίας".

53.4 Καταθέτης

Για ό,τι αφορά τον προσδιορισμό σχετικά με τον καταθέτη, οι κανόνες 4.4 και 4.16 εφαρμόζονται και ο κανόνας 4.5 εφαρμόζεται mutatis mutandis. Μόνο οι καταθέτες οι οποίοι έχουν την ιδιότητα αυτή για τα επιλεγμένα Κράτη οφείλουν να ορισθούν στην αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

53.5 Πληρεξούσιος ή κοινός εκπρόσωπος

Εάν έχει ορισθεί πληρεξούσιος ή κοινός εκπρόσωπος, η αίτηση προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης πρέπει να το αναφέρει. Οι κανόνες 4.4 και 4.16 εφαρμόζονται και ο κανόνας 4.7 εφαρμόζεται mutatis mutandis.

53.6 Προσδιορισμός της διεθνούς αιτήσεως

Για το σκοπό του προσδιορισμού της διεθνούς αιτήσεως, η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να αναφέρει το όνομα και τη διεύθυνση του καταθέτη, τον τίτλο της εφεύρεσης, την ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης (εφόσον ο καταθέτης τη γνωρίζει) και τον αριθμό της διεθνούς αίτησης ή, εφόσον ο καταθέτης δεν γνωρίζει τον αριθμό αυτόν, το όνομα του γραφείου παραλαβής ενώπιον του οποίου κατατέθηκε η διεθνής αίτηση.

53.7 Επιλογή Κρατών

α. Η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει μεταξύ των ορισμένων Κρατών, τα οποία δεσμεύονται από το Κεφάλαιο II της Συνθήκης ("Κράτη τα οποία μπορούν να επιλεγούν"), να ορίζει ως επιλεγμένο Κράτος τουλάχιστον ένα Συμβαλλόμενο Κράτος.

β. Η επιλογή, στην αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση των Συμβαλλόμενων Κρατών, πρέπει να είναι ως εξής:

i. Προσδιορισμό σύμφωνα με τον οποίο όλα τα Κράτη τα οποία μπορούν να επιλεγούν έχουν επιλεγεί, ή

ii. Εφόσον πρόκειται για Κράτη τα οποία έχουν προσδιοριστεί για το σκοπό απόκτησης Εθνικών Διπλωμάτων Ευρεσιτεχνίας, προσδιορισμό των Κρατών που μπορούν να επιλεγούν και έχουν επιλεγεί, και, εφόσον πρόκειται για Κράτη τα οποία έχουν οριστεί για τους σκοπούς απόκτησης περιφερειακού διπλώματος ευρεσιτεχνίας, προσδιορισμό του εν λόγω περιφερειακού διπλώματος ο οποίος να συνοδεύεται, είτε με προσδιορισμό σύμφωνα με τον οποίο όλα τα Κράτη τα οποία μπορούν να επιλεγούν και είναι μέλη της Συνθήκης για το εν λόγω περιφερειακό δίπλωμα έχουν επιλεγεί, είτε προσδιορισμό εκείνων από αυτά τα οποία έχουν επιλεγεί.

53.8 Υπογραφή

α. Με την επιφύλαξη της παραγράφου β', η αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει να υπογράφεται από τον καταθέτη ή, εφόσον υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες, από όλους τους καταθέτες οι οποίοι την παρουσιάζουν.

β. Στην περίπτωση που περισσότεροι καταθέτες υποβάλλουν αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση και επιλέγουν με αυτή ένα Κράτος του οποίου η εθνική νομοθεσία απαιτεί όπως οι εθνικές αιτήσεις κατατίθενται από τον εφευρέτη, και ένας καταθέτης ο οποίος έχει αυτή την ιδιότητα για το εν λόγω επιλεγμένο Κράτος και ο οποίος είναι και εφευρέτης αρνείται να υπογράψει την αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση ή εφόσον μετά από πολλές προσπάθειες δεν κατέστη δυνατόν να ανευρεθεί, ή να επικοινωνήσουν μαζί του, δεν θεωρείται απαραίτητο η αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση να έχει την υπογραφή του καταθέτη αυτού ("ο υπο κρίση καταθέτης"), εφόσον πρόκειται για ένα μόνο καταθέτη και

i. έχει κατατεθεί σχετικά με την έλλειψη της υπογραφής από τον υπό κρίση καταθέτη εξήγηση η οποία κρίνεται ικανοποιητική από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ή

ii. εάν, ο υπό κρίση καταθέτης, δεν έχει υπογράψει την αίτηση αλλά οι προϋποθέσεις του κανόνα 4.15.β έχουν πληρωθεί.

53.9 Δήλωση που αφορά τις τροποποιήσεις

α. Στην περίπτωση που οι τροποποιήσεις έχουν πραγματοποιηθεί σύμφωνα με το άρθρο 19, η δήλωση που αφορά τις τροποποιήσεις πρέπει να ορίζει εάν, για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, ο καταθέτης επιθυμεί όπως αυτές οι τροποποιήσεις:

i. Ληφθούν υπόψη, οπότε στην περίπτωση αυτή αντίγραφο των τροποποιήσεων πρέπει κατά προτίμηση να κατατεθεί μαζί με την αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ή

ii. Θεωρηθούν ότι έχουν απομακρυνθεί από τροποποίηση η οποία πραγματοποιήθηκε σύμφωνα με το άρθρο 34.

β. Στην περίπτωση που καμία τροποποίηση δεν έχει πραγματοποιηθεί σύμφωνα με το άρθρο 19, και η προβλεπόμενη προθεσμία για την κατάθεση των τροποποιήσεων αυτών δεν έχει εκπνεύσει, η δήλωση μπορεί να ορίζει ότι ο καταθέτης επιθυμεί όπως η έναρξη της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης αναβληθεί σύμφωνα με τον κανόνα 69.1 δ.

γ. Στην περίπτωση που οι τροποποιήσεις κατατεθούν σύμφωνα με το άρθρο 34 μαζί με την αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, η δήλωση αυτή πρέπει να το αναφέρει.

Κανόνας 54

Καταθέτης στον οποίο επιτρέπεται να υποβάλλει την αίτηση για Διεθνή Προκαταρκτική Εξέταση

54.1 Κατοικία και εθνικότητα

α. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου β, η κατοικία και η εθνικότητα του καταθέτη καθορίζονται, για τους σκοπούς του άρθρου 31 παρ. 2, σύμφωνα με τους κανόνες 18.1 α και β.

β. Η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, στις περιπτώσεις οι οποίες ορίζονται από τις διοικητικές οδηγίες, ζητά από το γραφείο παραλαβής ή, εφόσον η διεθνής αίτηση κατατέθηκε ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου το οποίο ενεργεί ως γραφείο παραλαβής, από το Εθνικό Γραφείο του ενδιαφερόμενου Συμβαλλόμενου Κράτους ή από το γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού να διευθετήσει το θέμα, εάν ο καταθέτης κατοικεί σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος ή ισχυρίζεται ότι έχει την κατοικία του ή ισχυρίζεται ότι είναι υπήκοος του εν λόγω Συμβαλλόμενου Κράτους. Η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, πληροφορεί τον καταθέτη για κάθε σχετικό αίτημα. Ο καταθέτης έχει τη δυνατότητα να υποβάλλει απευθείας στο ενδιαφερόμενο γραφείο τα επιχειρήματά του. Το εν λόγω γραφείο διευθετεί το θέμα σε σύντομο χρονικό διάστημα.

54.2 Περισσότεροι καταθέτες

Εάν υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες, το δικαίωμα

για κατάθεση αίτησης διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης σύμφωνα με το άρθρο 31.2 υπάρχει εάν τουλάχιστον ένας από τους καταθέτες ο οποίος την παρουσιάζει είναι:

i. Κάτοικος σε ένα Συμβαλλόμενο Κράτος που συνδέεται με το Κεφάλαιο ΙΙ ή είναι υπήκοος ενός τέτοιου Κράτους, και στην περίπτωση που η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί ενώπιον του γραφείου παραλαβής ενός Συμβαλλόμενου Κράτους ή ενώπιον του γραφείου που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, συνδέεται από το Κεφάλαιο ΙΙ ή

ii. Πρόσωπο προς το οποίο έχει επιτραπεί η κατάθεση αίτησης για διεθνή προκαταρκτική εξέταση κατ' εφαρμογή του άρθρου 31 παρ. 2β και εφόσον η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σύμφωνα με την απόφαση της Συνέλευσης.

54.3 Διεθνείς αιτήσεις οι οποίες κατατίθενται ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου το οποίο ενεργεί ως γραφείο παραλαβής

Εάν η διεθνής αίτηση κατατέθηκε ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου το οποίο ενεργεί ως γραφείο παραλαβής σύμφωνα με τον κανόνα 19.1.a.iii, το γραφείο αυτό θεωρείται, για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 31.2.a, ότι ενεργεί για το Συμβαλλόμενο Κράτος στο οποίο κατοικεί ο καταθέτης ή του οποίου είναι υπήκοος.

54.4 Καταθέτης προς τον οποίο δεν επιτρέπεται να υποβάλλει αίτηση για Διεθνή Προκαταρκτική Εξέταση

α. Εάν ο καταθέτης δεν έχει το δικαίωμα να παρουσιάσει αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση ή σε περίπτωση περισσότερων καταθετών, κανένας ανάμεσά τους δεν έχει το δικαίωμα να παρουσιάσει την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση σύμφωνα με τον κανόνα 54.2, η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρείται ότι δεν έχει παρουσιαστεί.

β. (Καταργήθηκε).

Κανόνας 55
Γλώσσες (Προκαταρκτική Διεθνής Εξέταση)

55.1 Γλώσσα της αίτησης της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης

Η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση πρέπει να παρουσιάζεται στη γλώσσα της διεθνούς αιτήσεως ή, εάν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σε διαφορετική γλώσσα από εκείνη της δημοσίευσης, στη γλώσσα της δημοσίευσης. Εν τούτοις, στην περίπτωση που απαιτείται μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως σύμφωνα με τον κανόνα 55.2, η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει να παρουσιάζεται στη γλώσσα της μετάφρασης αυτής.

55.2 Μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως

α. Όταν η διεθνής αίτηση δεν έχει ούτε κατατεθεί, ούτε δημοσιευθεί στη γλώσσα ή σε μία από τις γλώσσες που καθορίζονται στη συμφωνία, η οποία έχει συναφθεί μεταξύ του Διεθνούς Γραφείου και της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση και είναι αρμόδια για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση της αίτησης αυτής, η εν λόγω διοίκηση μπορεί να απαιτήσει, με την επιφύλαξη της παραγράφου β', όπως ο καταθέτης προσκομίσει μαζί με την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση τη μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως στη γλώσσα ή σε μία από τις γλώσσες που καθορίζονται από την εν λόγω συμφωνία.

β. Όταν η μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως σε μία από τις γλώσσες που αναφέρεται στην παράγραφο α' έχει διαβιβαστεί στη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη Διεθνή Έρευνα σύμφωνα με τον κανόνα 12.1. γ. και εφόσον η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση ανήκει στο ίδιο εθνικό γραφείο ή στον ίδιο διεθνή οργανισμό με τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη Διεθνή Έρευνα, δεν είναι απαραίτητο να παρουσιάσει ο καταθέτης τη μετάφραση που αναφέρεται στην παράγραφο α'. Στην περίπτωση αυτή, εκτός εάν ο καταθέτης παρουσιάσει τη μετάφραση που αναφέρεται στην παράγραφο α', η διεθνής προκαταρκτική εξέταση πραγματοποιείται με βάση τη μετάφραση η οποία διαβιβάστηκε σύμφωνα με τον κανόνα 12.1. γ.

γ. Εάν δεν ικανοποιηθεί η απαίτηση που προβλέπεται στην παραπάνω παράγραφο α' και δεν εφαρμόζεται η παραπάνω παράγραφος β', η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση καλεί τον καταθέτη να της παρουσιάσει την απαιτούμενη μετάφραση μέσα σε εύλογο χρονικό διάστημα για τη συγκεκριμένη περίπτωση. Η προθεσμία αυτή είναι χρονικό διάστημα τουλάχιστον ενός μηνός, το οποίο υπολογίζεται από την ημερομηνία της πρόσκλησης. Το χρονικό αυτό διάστημα μπορεί να παρατείνεται από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση σε κάθε χρονική στιγμή πριν τη λήψη της σχετικής απόφασης.

δ. Εάν ο καταθέτης απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο γ', θεωρείται ότι έχει ανταποκριθεί στην εν λόγω απαίτηση. Στην αντίθετη περίπτωση, η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση θεωρείται ότι δεν έχει υποβληθεί.

ε. Οι παράγραφοι α' μέχρι δ' εφαρμόζονται μόνο στην περίπτωση που η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση δηλώσει, σε κοινοποίηση η οποία απευθύνεται προς το Διεθνές Γραφείο, ότι αποδέχεται να πραγματοποιήσει διεθνή προκαταρκτική εξέταση με βάση τη μετάφραση που αναφέρεται στις παραγράφους αυτές.

55.3 Μετάφραση τροποποιήσεων

α. Στην περίπτωση που απαιτείται, σύμφωνα με τον κανόνα 55.2, η μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως, κάθε τροποποίηση η οποία αναφέρεται στη δήλωση που αφορά τις πραγματοποιηθείσες τροποποιήσεις σύμφωνα με τον κανόνα 53.9 και για τις οποίες ο καταθέτης επιθυμεί να ληφθούν υπόψη για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, και κάθε τροποποίηση που πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 19 το οποίο πρέπει να ληφθεί υπόψη κατ' εφαρμογή του κανόνα 66.1. γ, οφείλει να συνταχθεί στη γλώσσα της μετάφρασης αυτής. Στην περίπτωση που μία παρόμοια τροποποίηση είχε ή έχει κατατεθεί σε μία άλλη γλώσσα, η μετάφραση πρέπει να κατατεθεί.

β. Στην περίπτωση που δεν διαβιβαστεί η απαιτούμενη μετάφραση της τροποποίησης που αναφέρεται στην

παράγραφο α', η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση προσκαλεί τον καταθέτη να της παρουσιάσει την ελλείπουσα μετάφραση μέσα σε εύλογη προθεσμία για τη συγκεκριμένη περίπτωση. Η προθεσμία αυτή είναι χρονικό διάστημα τουλάχιστον ενός μηνός, το οποίο υπολογίζεται από την ημερομηνία της προσκλήσεως. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση σε κάθε χρονική στιγμή πριν τη λήψη της σχετικής απόφασης.

γ. Στην περίπτωση που ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο β', η τροποποίηση δεν λαμβάνεται υπόψη για τους σκοπούς της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης.

Κανόνας 56
Μεταγενέστερες επιλογές

56.1 Επιλογές οι οποίες κατατίθενται μετά την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση

α. Η επιλογή Κρατών μετά την κατάθεση της αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση ("μεταγενέστερη επιλογή"), πρέπει να πραγματοποιείται ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου με κατάθεση δηλώσεως. Με τη δήλωση αυτή πρέπει να προσδιορίζεται η διεθνής αίτηση και η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση και πρέπει να περιλαμβάνεται σ' αυτή η αναφορά σύμφωνα με τον κανόνα 53.7.β.ii.

β. Με την επιφύλαξη της παραγράφου γ', η δήλωση που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο α' πρέπει να υπογράφεται από τον καταθέτη ο οποίος έχει το δικαίωμα υπογραφής για τα εν λόγω επιλεγμένα Κράτη ή, στην περίπτωση που υπάρχουν περισσότεροι καταθέτες που έχουν το δικαίωμα αυτό για τα εν λόγω Κράτη, να υπογράφεται από καθένα απ' αυτούς.

γ. Στην περίπτωση που περισσότεροι καταθέτες έχουν υποβάλει δήλωση και με τη δήλωση αυτή πραγματοποιούν μεταγενέστερη επιλογή Κράτους, στο οποίο η εθνική νομοθεσία απαιτεί όπως οι εθνικές αιτήσεις κατατίθενται από τον εφευρέτη, και ένας καταθέτης που έχει την ιδιότητα αυτή για το εν λόγω επιλεγόμενο Κράτος και ο οποίος είναι και εφευρέτης αρνείται να υπογράψει τη δήλωση ή παρά τις επίμονες προσπάθειες δεν έγινε δυνατό να ανευρεθεί ή να επικοινωνήσουν μαζί του, δεν είναι απαραίτητο η εν λόγω δήλωση να υπογράφεται από τον καταθέτη αυτόν ("ο υπο κρίση καταθέτης"), εφόσον η δήλωση υπογράφεται από έναν τουλάχιστον καταθέτη και

i. εφόσον η εξήγηση που διαβιβάζεται για το θέμα της έλλειψης υπογραφής από τον εν λόγω καταθέτη κρίνεται ικανοποιητική από το διεθνές γραφείο ή

ii. εφόσον ο εν λόγω καταθέτης δεν έχει υπογράψει την αίτηση, αλλά οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στον κανόνα 4.15.β έχουν πληρωθεί ή εφόσον δεν έχει υπογραφεί η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση αλλά έχουν πληρωθεί οι προϋποθέσεις που αναφέρονται στον κάνονα 53.8.β.

δ. Δεν απαιτείται όπως ο καταθέτης ο οποίος έχει την ιδιότητα αυτή για ένα επιλεγμένο Κράτος για το σκοπό της μεταγενέστερης επιλογής οριστεί ως καταθέτης για την αίτηση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης.

ε. Εάν η δήλωση που αφορά τη μεταγενέστερη επιλογή κατατεθεί μετά τη λήξη της περιόδου των δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, το Διεθνές Γραφείο γνωστοποιεί στον καταθέτη ότι η επιλογή αυτή δεν έχει το αποτέλεσμα που προβλέπεται στο άρθρο 39.1.α και ότι οι πράξεις που αναφέρονται στο άρθρο 22 πρέπει να γίνουν όσον αφορά το ενδιαφερόμενο επιλεγμένο γραφείο εντός της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22.

στ. Στην περίπτωση που, λαμβανομένης υπόψη της παραγράφου α', ο καταθέτης παρουσιάζει δήλωση για μεταγενέστερη επιλογή στη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση και όχι στο Διεθνές Γραφείο, η διοίκηση αυτή προσδιορίζει την ημερομηνία παραλαβής της δήλωσης και τη διαβιβάζει στο Διεθνές Γραφείο σε σύντομο χρονικό διάστημα. Η δήλωση θεωρείται ότι έχει κατατεθεί στο Διεθνές Γραφείο στην ημερομηνία που ορίζεται μ' αυτόν τον τρόπο.

56.2 Προσδιορισμός της διεθνούς αίτησης

Για τον προσδιορισμό της διεθνούς αίτησης, οι απαραίτητες επεξηγήσεις πρέπει να αναφερθούν σύμφωνα με τον κανόνα 53.6.

56.3 Προσδιορισμός της αίτησης διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης

Για το σκοπό προσδιορισμού της αίτησης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, η ημερομηνία κατά την οποία έχει υποβληθεί και το όνομα της διοίκησης η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση στην οποία έχει κατατεθεί πρέπει να προσδιορίζονται.

56.4 Απαιτούμενος τύπος των μεταγενέστερων επιλογών

Η δήλωση με την οποία αναφέρεται η μεταγενέστερη επιλογή πρέπει κατά προτίμηση να συντάσσεται ως εξής: "σε σχέση με τη διεθνή αίτηση η οποία κατατέθηκε ενώπιον της............ την .... με τον αριθμό..............από τον........ (καταθέτη) (και σε σχέση με την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση που παρουσιάστηκε την .... σε ....), ο υπογεγραμμένος επιλέγει το εξής Κράτος (ή τα εξής Κράτη) πρόσθετο ή ("πρόσθετα") σύμφωνα με το άρθρο 31 της Συνθήκης Συνεργασίας για τα Διπλώματα Ευρεσιτεχνίας:............ .

56.5 Γλώσσα μεταγενέστερης επιλογής

Η μεταγενέστερη επιλογή πρέπει να γίνεται στη γλώσσα της σύνταξης της αίτησης για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

Κανόνας 57
Τέλος ελέγχου

57.1 Υποχρέωση πληρωμής

α. Κάθε αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση υπόκειται σε πληρωμή τέλους υπέρ του Διεθνούς Γραφείου (τέλος ελέγχου) το οποίο εισπράττεται από τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση στην οποία έχει υποβληθεί η αίτηση για εξέταση.

β. (Καταργήθηκε)

57.2 Ποσό

α. Το ποσό του τέλους ελέγχου καθορίζεται από τον Κανονισμό Τελών.

β. (Καταργήθηκε)

γ. Το ποσό του τέλους ελέγχου καθορίζεται για κάθε διοίκηση επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση η οποία, κατ' εφαρμογή του κανόνα 57.3.γ καθορίζει την πληρωμή του τέλους ελέγχου σε ένα ή περισσότερα νομίσματα εκτός του ελβετικού φράγκου, από το Γενικό Διευθυντή μετά από συνεννόηση με τη διοίκηση αυτή και στο ή στα νομίσματα που καθορίζονται από τη διοίκηση ("προκαθορισμένο νόμισμα"). Το ποσό για κάθε προκαθορισμένο νόμισμα είναι αντίστοιχο, σε στρογγυλεμένους αριθμούς, του ποσού του τέλους ελέγχου το οποίο ορίζεται στον Κανονισμό Τελών. Τα ποσά που καθορίζονται για τα προκαθορισμένα νομίσματα δημοσιεύονται στην Εφημερίδα.

δ. Στην περίπτωση που το ποσό του καθορισμένου τέλους ελέγχου από τον Κανονισμό Τελών τροποποιηθεί, τα αντίστοιχα ποσά στα καθορισμένα νομίσματα έχουν ισχύ από την ίδια ημερομηνία με εκείνη του προσδιοριζόμενου ποσού στον τροποποιημένο Κανονισμό Τελών.

ε. Στην περίπτωση που η ισοτιμία μεταξύ του ελβετικού νομίσματος και του προκαθορισμένου νομίσματος διαφέρει από την τελευταία εφαρμοσμένη ισοτιμία, ο Γενικός Διευθυντής συντάσσει το νέο ποσό που αντιστοιχεί στο προκαθορισμένο νόμισμα, σύμφωνα με τις οδηγίες που του έχουν δοθεί από τη Συνέλευση. Το νέο ποσό εφαρμόζεται δύο (2) μήνες μετά τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα, εκτός εάν η ενδιαφερόμενη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση και ο Γενικός Διευθυντής συμφωνήσουν σε ημερομηνία πριν τη λήξη των δύο (2) μηνών κατά την οποία το ποσό εφαρμόζεται για την εν λόγω διοίκηση.

57.3 Ημερομηνία και τρόπος πληρωμής

α. Το τέλος ελέγχου οφείλεται κατά την ημερομηνία κατά την οποία υποβάλλεται η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

β. (Καταργήθηκε)

γ. Το τέλος ελέγχου πρέπει να πληρώνεται στο ή στα προκαθορισμένα νομίσματα από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση στην οποία η αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση έχει υποβληθεί, δεδομένου ότι, κατά την ημερομηνία μεταβιβάσεως του τέλους από τη διοίκηση αυτή προς το Διεθνές Γραφείο το τέλος πρέπει να είναι ελευθέρα μετατρεπόμενο σε ελβετικό νόμισμα.

57.4 Παράλειψη πληρωμής

α. Στην περίπτωση που το τέλος ελέγχου δεν έχει πληρωθεί σύμφωνα με τους προκαθορισμένους όρους, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση καλεί τον καταθέτη να το πληρώσει σε προθεσμία ενός (1) μηνός από την ημερομηνία της προσκλήσεως.

β. Εάν ο καταθέτης απαντήσει στην πρόσκληση αυτή μέσα σε ένα (1) μήνα, το τέλος ελέγχου θεωρείται ότι καταβλήθηκε εμπρόθεσμα.

γ. Εάν ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση αυτή μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, η αίτηση θεωρείται ότι δεν έχει παρουσιαστεί.

57.5 (Καταργήθηκε)

57.6. Επιστροφή

Η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση επιστρέφει στον καταθέτη το τέλος ελέγχου:

i. εάν η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση αποσυρθεί πριν αποσταλεί το τέλος από τη διοίκηση στο Διεθνές Γραφείο, ή

ii. εάν η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση έχει θεωρηθεί σύμφωνα με τον κανόνα 54.4.α ως μη υποβληθείσα.

Κανόνας 58
Τέλος προκαταρκτικής εξέτασης

58.1 Δικαίωμα απαιτήσεως τέλους

α. Κάθε διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορεί να απαιτήσει από τον καταθέτη την πληρωμή υπέρ της διοικήσεως αυτής ενός τέλους ("τέλος προκαταρκτικής εξέτασης") για την πραγματοποίηση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης και για την εκτέλεση όλων των άλλων καθηκόντων που έχουν ανατεθεί στις διοικήσεις που είναι επιφορτισμένες με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση από τη Συνθήκη και τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

β. Το ποσό του τέλους της προκαταρκτικής εξέτασης και η ημερομηνία κατά την οποία οφείλεται καθορίζονται από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση. Η ημερομηνία αυτή δεν μπορεί να προηγείται της ημερομηνίας κατά την οποία οφείλεται το τέλος ελέγχου.

γ. Το τέλος προκαταρκτικής εξέτασης πρέπει να καταβληθεί απευθείας στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση. Στην περίπτωση που η διοίκηση αυτή είναι Εθνικό Γραφείο, το τέλος πρέπει να πληρωθεί στο καθορισμένο νόμισμα από το Γραφείο αυτό. Στην περίπτωση που η διοίκηση αυτή είναι διακυβερνητικός οργανισμός, το τέλος πρέπει να πληρωθεί στο νόμισμα του Κράτους στο οποίο ο εν λόγω οργανισμός έχει την έδρα του ή σε οποιοδήποτε άλλο νόμισμα είναι ελεύθερα μετατρέψιμο στο νόμισμα του Κράτους αυτού.

58.2 Παράλειψη πληρωμής

α. Στην περίπτωση που το τέλος προκαταρκτικής εξέτασης που ορίζεται από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση σύμφωνα με τον κανόνα 58.1.β δεν έχει καταβληθεί όπως απαιτείται από τον κανόνα αυτόν, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση καλεί τον καταθέτη να πληρώσει το τέλος ή να συμπληρώσει την παράλειψη μέσα σε προθεσμία ενός (1) μηνός από την ημερομηνία της πρόσκλησης.

β. Εάν ο καταθέτης απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, κάθε ποσό το οποίο καταβάλλεται για πληρωμή του τέλους προκαταρκτικής

εξέτασης θεωρείται ότι έχει πληρωθεί εμπρόθεσμα.

γ. Εάν ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προκαθορισμένη προθεσμία, η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρείται ότι δεν έχει υποβληθεί.

58.3 Επιστροφή

Οι διοικήσεις οι οποίες είναι επιφορτισμένες με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση πληροφορούν το Διεθνές Γραφείο πότε και με ποιες προϋποθέσεις, εφόσον συντρέχει λόγος, επιστρέφουν το ποσό το οποίο κατατίθεται για πληρωμή τέλους προκαταρκτικής εξέτασης, στην περίπτωση που η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση έχει θεωρηθεί ότι ουδέποτε υποβλήθηκε. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει τις πληροφορίες αυτές σε σύντομο χρονικό διάστημα.

Κανόνας 59
Αρμόδια διοίκηση επιφορτισμένη με τη Διεθνή Προκαταρκτική Εξέταση

59.1 Αιτήσεις για προκαταρκτική διεθνή εξέταση που αναφέρονται στο άρθρο 31 παρ. 2 α

α. Σχετικά με τις αιτήσεις για προκαταρκτική διεθνή εξέταση που αναφέρονται στο άρθρο 31 παρ. 2 α, κάθε γραφείο παραλαβής ενός Συμβαλλόμενου Κράτους ή κάθε γραφείο που ενεργεί για λογαριασμό του Κράτους αυτού, το οποίο δεσμεύεται από τις διατάξεις του Κεφαλαίου II, γνωστοποιεί στο Διεθνές Γραφείο, σύμφωνα με τις διατάξεις της εφαρμοζόμενης Σύμβασης που αναφέρεται στο άρθρο 32 παρ. 2 και 3, την ή τις επιφορτισμένες διοικήσεις για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, οι οποίες είναι αρμόδιες να προβαίνουν στη διεθνή προκαταρκτική εξέταση των διεθνών αιτήσεων που κατατίθενται ενώπιόν του. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει την πληροφορία αυτή σε σύντομο χρονικό διάστημα. Στην περίπτωση που είναι αρμόδιες περισσότερες διοικήσεις οι οποίες είναι επιφορτισμένες με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ο κανόνας 35.2 εφαρμόζεται mutatis mutandis.

β. Εάν η διεθνής αίτηση κατατέθηκε ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου το οποίο ενεργεί ως γραφείο παραλαβής, σύμφωνα με τον κανόνα 19.1.α.iii ο κανόνας 35.3.α και β εφαρμόζεται mutatis mutandis. Η παράγραφος α' του παρόντος κανόνα δεν εφαρμόζεται στο Διεθνές Γραφείο το οποίο ενεργεί ως γραφείο παραλαβής σύμφωνα με τον κανόνα 19.1.α.iii.

59.2 Αιτήσεις για διεθνή προκαταρκτική εξέταση που αναφέρονται στο άρθρο 31.2.β

Σχετικά με τις αιτήσεις για προκαταρκτική διεθνή εξέταση που αναφέρονται στο άρθρο 31.2.β, η Συνέλευση, εξειδικεύοντας τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση και είναι αρμόδια για τις διεθνείς αιτήσεις οι οποίες κατατίθενται ενώπιον του Εθνικού Γραφείου που ενεργεί το ίδιο ως διοίκηση επιφορτισμένη για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, πρέπει να γνωστοποιήσει την προτίμησή της για τη διοίκηση αυτή. Εάν το Εθνικό Γραφείο δεν είναι διοίκηση επιφορτισμένη για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, η Συνέλευση γνωστοποιεί την προτίμησή της για τη διοίκηση που προτείνεται από το Γραφείο αυτό.

Κανόνας 60
Παρατυπίες στην αίτηση για Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση ή στις επιλογές

60.1 Παρατυπίες στην αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση

α. Στην περίπτωση που η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση δεν πληροί τις προϋποθέσεις που καθορίζονται στους κανόνες 53.1, 53.2.α.i έως iv, 53.2.β, 53.3 έως 53.8 και 55.1, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση προσκαλεί τον καταθέτη να διορθώσει τις παρατυπίες μέσα σε εύλογη, για τη συγκεκριμένη περίπτωση, προθεσμία. Η προθεσμία αυτή πρέπει να είναι τουλάχιστον ένας (1) μήνας από την ημερομηνία της προσκλήσεως. Η προθεσμία μπορεί να παρατείνεται κάθε χρονική στιγμή μέχρι την ημερομηνία λήψης της απόφασης.

β. Εάν ο καταθέτης απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παράγραφο α', η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρείται ότι έχει παραληφθεί την ημερομηνία κατά την οποία πραγματικά υποβλήθηκε, με την προϋπόθεση ότι έτσι όπως έχει παρουσιαστεί περιέχει τουλάχιστον μία επιλογή και επιτρέπει τον προσδιορισμό της διεθνούς αιτήσεως. Σε αντίθετη περίπτωση η αίτηση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση θεωρείται ότι έχει παραληφθεί την ημερομηνία της παραλαβής της διόρθωσης από τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

γ. Με την επιφύλαξη της παραγράφου δ', εάν ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παράγραφο α', η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση θεωρείται ότι δεν έχει υποβληθεί.

δ. Εάν, μετά τη λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο α', ελλείπει η απαιτούμενη υπογραφή σύμφωνα με τον Κανόνα 53.8 ή η προκαθορισμένη ένδειξη όσον αφορά τον καταθέτη, ο οποίος έχει την ιδιότητα αυτή για το επιλεγμένο Κράτος, η επιλογή του Κράτους αυτού θεωρείται ότι δεν έχει πραγματοποιηθεί.

ε. Εάν η παρατυπία διαπιστώθηκε από το Διεθνές Γραφείο, τότε το Γραφείο εφιστά την προσοχή στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση για την παρατυπία αυτή. Η διοίκηση αυτή προβαίνει τότε στις ενέργειες που προβλέπονται στις παραγράφους α' έως δ'.

στ. Εάν η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση δεν περιέχει τη δήλωση που αφορά τις τροποποιήσεις, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση προβαίνει στις ενέργειες που προβλέπονται στους κανόνες 66.1 και 69.1 α ή β.

ζ. Στην περίπτωση που η δήλωση η οποία αφορά τις τροποποιήσεις, αναφέρει ότι οι τροποποιήσεις κατατέθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 34 μαζί με την αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση (κανόνας 53.9.γ) και ότι καμία τροποποίηση δεν έχει κατατεθεί σύμφωνα με το άρθρο 34, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση καλεί τον καταθέτη να παραδώσει τις τροποποιήσεις μέσα σε προθεσμία που του καθορίζει με πρόσκληση, και προβαίνει στις ενέργειες που ορίζονται στον κανόνα 69.1.ε.

60.2 Παρατυπίες στις μεταγενέστερες επιλογές

α. Εάν η δήλωση που αφορά τη μεταγενέστερη

επιλογή δεν ανταποκρίνεται στις προϋποθέσεις που ορίζονται στον κανόνα 56, το Διεθνές Γραφείο προσκαλεί τον καταθέτη να διορθώσει τις παρατυπίες μέσα σε εύλογη, για τη συγκεκριμένη περίπτωση, προθεσμία. Η προθεσμία αυτή είναι τουλάχιστον ένας (1) μήνας από την ημερομηνία της προσκλήσεως. Η προθεσμία αυτή μπορεί να παραταθεί από το Διεθνές Γραφείο σε κάθε χρονική στιγμή πριν να ληφθεί η τελική απόφαση.

β. Εάν ο καταθέτης απαντήσει στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παράγραφο α', η δήλωση θεωρείται ότι έχει παραληφθεί κατά την ημερομηνία κατά την οποία πραγματικά κατατέθηκε, με την προϋπόθεση ότι έτσι όπως έχει κατατεθεί περιέχει τουλάχιστο μία επιλογή και επιτρέπει τον προσδιορισμό της διεθνούς αιτήσεως. Στην αντίθετη περίπτωση η δήλωση θεωρείται ότι έχει παραληφθεί κατά την ημερομηνία παραλαβής της διόρθωσης από το Διεθνές Γραφείο.

γ. Με την επιφύλαξη της παραγράφου δ', στην περίπτωση που ο καταθέτης δεν ανταποκριθεί στην πρόσκληση μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παράγραφο α', η δήλωση θεωρείται ότι δεν έχει κατατεθεί.

δ. Στην περίπτωση που, σε ό,τι αφορά έναν καταθέτη που έχει την ιδιότητα αυτή για συγκεκριμένο επιλεγμένο Κράτος, η απαιτούμενη υπογραφή σύμφωνα με τον κανόνα 56.1.β και γ ή η διεύθυνση ελλείπουν, μετά τη λήξη της προθεσμίας που αναφέρεται στην παράγραφο α', η μεταγενέστερη επιλογή του Κράτους αυτού θεωρείται ότι δεν έχει συντελεσθεί.

Κανόνας 61
Κοινοποίηση της αίτησης για Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση και των επιλογών

61.1 Κοινοποίηση στο Διεθνές Γραφείο και στον καταθέτη

α. Η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση καθορίζει στην αίτηση για την προκαταρκτική διεθνή εξέταση την ημερομηνία παραλαβής ή, εάν εφαρμόζεται ο κανόνας 60.1.β, την ημερομηνία που αναφέρεται στη διάταξη αυτή. Η διοίκηση αυτή απευθύνει σε σύντομο χρονικό διάστημα την αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση στο Διεθνές Γραφείο. Επίσης, συντάσσει αντίγραφο και τη φυλάσσει στους φακέλους της.

β. Η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση πληροφορεί εγγράφως, σε σύντομο χρονικό διάστημα, τον καταθέτη για την ημερομηνία παραλαβής της αίτησης προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης. Εφόσον η αίτηση αυτή θεωρηθεί, σύμφωνα με τους κανόνες 54.4.α, 55.2.δ, 57.4.γ, 58.2.γ ή 60.1.γ ότι δεν έχει κατατεθεί ή στην περίπτωση που η επιλογή έχει θεωρηθεί, σύμφωνα με τον κανόνα 60.1.δ, ότι δεν έχει συντελεσθεί, η διοίκηση το γνωστοποιεί στον καταθέτη και στο Διεθνές Γραφείο.

γ. Το Διεθνές Γραφείο κοινοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα στον καταθέτη την παραλαβή κάθε δήλωσης που αφορά μεταγενέστερη επιλογή και την ημερομηνία της παραλαβής αυτής. Η ημερομηνία αυτή πρέπει να είναι η πραγματική ημερομηνία παραλαβής από το Διεθνές Γραφείο ή, εφόσον εφαρμόζεται, ο κανόνας 56.1.ζ ή 60.2.β, η ημερομηνία που αναφέρεται σ' αυτόν. Στην περίπτωση που η δήλωση έχει θεωρηθεί σύμφωνα με τον κανόνα 60.2.γ ότι δεν έχει υποβληθεί ή στην περίπτωση που η μεταγενέστερη επιλογή έχει θεωρηθεί, σύμφωνα με τον κανόνα 60.2.δ, ότι δεν έχει συντελεσθεί, το Διεθνές Γραφείο το γνωστοποιεί στον καταθέτη.

61.2 Γνωστοποιήσεις στα επιλεγμένα γραφεία

α. Η γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 31.7 πραγματοποιείται από το Διεθνές Γραφείο.

β. Η γνωστοποίηση αυτή προσδιορίζει τον αριθμό και την ημερομηνία κατάθεσης της διεθνούς αιτήσεως, το όνομα του καταθέτη, την ημερομηνία κατάθεσης της αίτησης για την οποία ζητείται προτεραιότητα (εφόσον υπάρχει αίτημα προτεραιότητας), την ημερομηνία παραλαβής της αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, και – σε περίπτωση μεταγενέστερης επιλογής – την ημερομηνία παραλαβής της δήλωσης που αφορά τη μεταγενέστερη επιλογή. Η τελευταία αυτή ημερομηνία είναι η ημερομηνία πραγματικής παραλαβής από το Διεθνές Γραφείο ή, εφόσον εφαρμόζεται ο κανόνας 56.1.στ ή 60.2.β, η ημερομηνία που αναφέρεται σ' αυτόν.

γ. Η κοινοποίηση απευθύνεται από το επιλεγμένο γραφείο με τη γνωστοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 20. Οι επιλογές οι οποίες πραγματοποιούνται μετά από μια παρόμοια γνωστοποίηση κοινοποιούνται σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την υποβολή τους.

δ. Σε περίπτωση που, πριν να λάβει χώρα η κοινοποίηση που προβλέπεται στο άρθρο 20, ο καταθέτης απευθύνει στο επιλεγμένο γραφείο ρητό αίτημα σύμφωνα με το άρθρο 40.2, το Διεθνές Γραφείο πραγματοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα, μετά από αίτημα του καταθέτη ή του επιλεγμένου γραφείου την εν λόγω κοινοποίηση στο γραφείο αυτό.

61.3 Ενημέρωση του καταθέτη

Το Διεθνές Γραφείο πληροφορεί τον καταθέτη εγγράφως για την κοινοποίηση που αναφέρεται στον κανόνα 61.2 και για τα επιλεγμένα γραφεία στα οποία έχει παρουσιαστεί σύμφωνα με το άρθρο 31.7.

61.4 Δημοσίευση στην Εφημερίδα

Στην περίπτωση που η αίτηση προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης έχει υποβληθεί πριν τη λήξη χρονικής περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει το γεγονός αυτό στην Εφημερίδα σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά από την παρουσίαση της εν λόγω αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση, αλλά όμως όχι πριν τη διεθνή δημοσίευση της διεθνούς αιτήσεως. Η κοινοποίηση αναφέρει όλα τα οριζόμενα Κράτη τα οποία δεσμεύονται από το Κεφάλαιο II και τα οποία δεν έχουν επιλεγεί.

Κανόνας 62
Αντίγραφο των τροποποιήσεων που έχουν πραγματοποιηθεί σύμφωνα με το άρθρο 19, το οποίο προορίζεται για τη διοίκηση που είναι επιφορτισμένη με την Προκαταρκτική Διεθνή Εξέταση

62.1 Τροποποιήσεις οι οποίες πραγματοποιούνται πριν

την κατάθεση της αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση

Σε σύντομο χρονικό διάστημα μετά την παραλαβή της αίτησης για διεθνή προκαταρκτική εξέταση από τη διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την εξέταση αυτή, το Διεθνές Γραφείο διαβιβάζει αντίγραφο κάθε τροποποίησης, η οποία πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 19 στη διοίκηση αυτή, εκτός εάν η διοίκηση αναφέρει ότι έχει ήδη παραλάβει παρόμοιο αντίγραφο.

62.2 Τροποποιήσεις οι οποίες πραγματοποιούνται μετά την υποβολή της αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση

α. Στην περίπτωση που, κατά τη χρονική στιγμή κατάθεσης των τροποποιήσεων οι οποίες πραγματοποιούνται σύμφωνα με το άρθρο 19, η αίτηση για προκαταρκτική διεθνή εξέταση έχει ήδη υποβληθεί, ο καταθέτης οφείλει κατά προτίμηση κατά τη χρονική στιγμή κατάθεσης των τροποποιήσεων ενώπιον του Διεθνούς Γραφείου, να καταθέσει επίσης αντίγραφο των τροποποιήσεων αυτών ενώπιον της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση. Σε κάθε περίπτωση, το Διεθνές Γραφείο διαβιβάζει σε σύντομο χρονικό διάστημα στη διοίκηση αυτή αντίγραφο των εν λόγω τροποποιήσεων.

β. (Καταργήθηκε)

Κανόνας 63
Ελάχιστες απαιτήσεις για τις διοικήσεις οι οποίες είναι επιφορτισμένες με τη Διεθνή Προκαταρκτική Εξέταση

63.1 Καθορισμός των ελάχιστων απαιτήσεων

Οι ελάχιστες απαιτήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 32.3 είναι οι ακόλουθες:

i. Το εθνικό γραφείο ή ο διακυβερνητικός οργανισμός πρέπει να έχουν σε πλήρη απασχόληση τουλάχιστον 100 υπαλλήλους, οι οποίοι να έχουν ικανά τεχνικά προσόντα για να πραγματοποιούν τις εξετάσεις.

ii. Το γραφείο αυτό ή ο εν λόγω οργανισμός πρέπει να έχουν τουλάχιστον το απαιτούμενο ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης που αναφέρεται στον κανόνα 34 και να το κατέχουν με τρόπο κατάλληλο για τους σκοπούς της εξέτασης.

iii. Το γραφείο αυτό ή ο εν λόγω οργανισμός πρέπει να διαθέτουν ικανό προσωπικό για να προβαίνει σε εξέταση σε όλους τους τεχνικούς τομείς στους οποίους η εξέταση πρέπει να αναφέρεται και να έχουν απαραίτητες γλωσσικές γνώσεις για την κατανόηση τουλάχιστον των γλωσσών στις οποίες το ελάχιστο υλικό τεκμηρίωσης του κανόνα 34 είναι συνταγμένο ή μεταφρασμένο.

Κανόνας 64
Στάθμη της τεχνικής για τους σκοπούς της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

64.1 Στάθμη της τεχνικής

α. Για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33 παρ. 2 και 3, θεωρείται ότι αποτελεί μέρος της στάθμης της τεχνικής ο,τιδήποτε έχει καταστεί προσιτό στο κοινό σε οποιοδήποτε μέρος του κόσμου με γραπτή δημοσίευση (συμπεριλαμβανομένων των σχεδίων και των λοιπών απεικονίσεων), εφόσον η εν λόγω γνωστοποίηση προς το κοινό έλαβε χώρα πριν από την κρίσιμη ημερομηνία.

β. Για τους σκοπούς εφαρμογής της παραγράφου α' ως κρίσιμη ημερομηνία θεωρείται:

i. Με την επιφύλαξη του υποεδαφίου ii, η ημερομηνία της διεθνούς κατάθεσης της διεθνούς αίτησης, η οποία αποτελεί αντικείμενο της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης.

ii. Στην περίπτωση που η διεθνής αίτηση, η οποία αποτελεί το αντικείμενο της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, ζητεί νομίμως την αναγνώριση προτεραιότητας προγενέστερης αίτησης, η ημερομηνία κατάθεσης της προγενέστερης αυτής αίτησης.

64.2 Μη γραπτές αποκαλύψεις

Στην περίπτωση κατά την οποία η γνωστοποίηση στο κοινό έλαβε χώρα μέσω προφορικής αποκάλυψης, με χρησιμοποίηση ή παρουσίαση ή με οποιοδήποτε άλλο μη γραπτό μέσο (μη γραπτή αποκάλυψη), πριν από την κρίσιμη ημερομηνία έτσι όπως αυτή ορίζεται από τον κανόνα 64.1.β και εφόσον η ημερομηνία της μη γραπτής αυτής αποκάλυψης καθορίζεται σε γραπτή αποκάλυψη η οποία έγινε προσιτή στο κοινό κατά την κρίσιμη ημερομηνία ή μετά από την ημερομηνία αυτή, η μη γραπτή αποκάλυψη δεν θεωρείται ότι περιλαμβάνεται στη στάθμη της τεχνικής για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33.2 και 3. Παρόλα αυτά, η έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης πρέπει να μνημονεύει την παρόμοια μη γραπτή αποκάλυψη με τον τρόπο που προβλέπεται στον κανόνα 70.9.

64.3 Ορισμένα δημοσιευμένα έγγραφα

Στην περίπτωση που η αίτηση ή το δίπλωμα ευρεσιτεχνίας, τα οποία θα αποτελέσουν μέρος της στάθμης της τεχνικής για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33 παρ. 2 και 3, έχουν δημοσιευθεί πριν την κρίσιμη ημερομηνία, η οποία μνημονεύεται στον κανόνα 64.1, έχει δημοσιευθεί κατά την κρίσιμη ημερομηνία ή κατά μία μεταγενέστερη ημερομηνία αλλά έχει κατατεθεί πριν την κρίσιμη ημερομηνία ή διεκδικεί προτεραιότητα προγενέστερης αίτησης, η οποία κατατέθηκε πριν την κρίσιμη ημερομηνία, η δημοσιευμένη αυτή αίτηση ή το δημοσιευμένο δίπλωμα ευρεσιτεχνίας δεν θεωρείται ότι αποτελούν μέρος της στάθμης της τεχνικής για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33 παρ. 2 και 3. Παρόλα αυτά, η έκθεση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει να αναφέρει την εν λόγω αίτηση ή το εν λόγω δίπλωμα ευρεσιτεχνίας με τον τρόπο που προβλέπεται στον κανόνα 70.10.

Κανόνας 65
Εφευρετική δραστηριότητα ή μη προφανές

65.1 Σχέση με τη στάθμη της τεχνικής

Για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33.3, η προκαταρκτική διεθνής εξέταση πρέπει να λαμβάνει υπόψη τη σχέση που υπάρχει μεταξύ μιας συγκεκριμένης αξίωσης και της στάθμης της τεχνικής στο σύνολό της. Πρέπει να λαμβάνει επίσης υπόψη όχι μόνο τη σχέση

που υφίσταται μεταξύ της αξίωσης και του συνόλου των εγγράφων ή των μερών των εγγράφων αυτών που θεωρούνται σημαντικά, αλλά επίσης τη σχέση η οποία υφίσταται μεταξύ των αξιώσεων και των συνδυασμών παρόμοιων εγγράφων ή μερών των εγγράφων αυτών, εφόσον οι συνδυασμοί αυτοί είναι προφανείς για τον άνθρωπο του επαγγέλματος.

65.2 Κρίσιμη ημερομηνία

Για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 33.3, η κρίσιμη ημερομηνία για την εκτίμηση της εφευρετικής δραστηριότητας (μη προφανής) είναι η ημερομηνία εκείνη η οποία περιγράφεται στον κανόνα 64.1.

Κανόνας 66
Διαδικασία στα πλαίσια της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη Διεθνή Προκαταρκτική Εξέταση

66.1 Πλαίσιο για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση

α. Με την επιφύλαξη των παραγράφων β' έως δ', η διεθνής προκαταρκτική εξέταση αναφέρεται στη διεθνή αίτηση, έτσι όπως έχει κατατεθεί.

β. Ο καταθέτης μπορεί να παρουσιάσει τις τροποποιήσεις, σύμφωνα με το άρθρο 34, μαζί με την κατάθεση της αίτησης για διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ή, με την επιφύλαξη του κανόνα 64.4 bis, μέχρι να συνταχθεί η έκθεση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

γ. Κάθε τροποποίηση που πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 19 πριν από την κατάθεση της αίτησης, για διεθνή προκαταρκτική εξέταση λαμβάνεται υπόψη για τους σκοπούς πραγματοποίησης της εξέτασης αυτής, εκτός εάν δεν αντικατασταθεί ή δεν έχει θεωρηθεί ως αποσυρθείσα από μία άλλη τροποποίηση η οποία πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 34.

δ. Κάθε τροποποίηση, η οποία πραγματοποιείται σύμφωνα με το άρθρο 19 μετά την κατάθεση της αίτησης για προκαταρκτική διεθνή εξέταση και κάθε τροποποίηση, η οποία κατατίθεται σύμφωνα με το άρθρο 34 στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, λαμβάνεται υπόψη, με την επιφύλαξη του κανόνα 64.4.bis, για τους σκοπούς της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης.

ε. Δεν είναι απαραίτητο να πραγματοποιηθεί διεθνής προκαταρκτική εξέταση για τις αξιώσεις σχετικά με εφευρέσεις για τις οποίες δεν έχει συνταχθεί έκθεση διεθνούς έρευνας.

66.2 Πρώτη γραπτή γνώμη της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση

α. Εάν η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση:

i. Θεωρεί ότι υφίσταται μία από τις περιπτώσεις οι οποίες αναφέρονται στο άρθρο 33.4.

ii. Θεωρεί ότι η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης θα πρέπει να είναι αρνητική, όσον αφορά μία οποιαδήποτε από τις αξιώσεις, για το λόγο ότι η εφεύρεση στην οποία αναφέρεται δεν θεωρείται νέα, δεν θεωρείται ότι εμπεριέχει εφευρετική δραστηριότητα (δεν θεωρείται ότι είναι μη προφανής) ή δεν θεωρείται ότι είναι δεκτική βιομηχανικής εφαρμογής.

iii. Διαπιστώνει ότι η διεθνής αίτηση είναι ανακριβής όσον αφορά τις τυπικές προδιαγραφές της ή το περιεχόμενό της, σύμφωνα με τη Συνθήκη ή τον παρόντα Εκτελεστικό Κανονισμό.

iv. Θεωρεί ότι η τροποποίηση εκτείνεται πέραν του αντικειμένου της εφεύρεσης, έτσι όπως ορίζεται στην κατατεθείσα διεθνή αίτηση.

v. Επιθυμεί να επισυνάψει στην έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης παρατηρήσεις σχετικά με τη σύνταξη των αξιώσεων, της περιγραφής ή των σχεδίων ή σχετικά με το θέμα, εάν οι αξιώσεις στηρίζονται πλήρως στην περιγραφή.

vi. Θεωρεί ότι μία αξίωση αναφέρεται σε εφεύρεση για την οποία δεν έχει συνταχθεί έκθεση διεθνούς έρευνας και έχει αποφασίσει να μην πραγματοποιήσει προκαταρκτική διεθνή εξέταση για την αξίωση αυτή ή

vii. Θεωρεί ότι δεν διαθέτει τον κατάλογο αλληλουχίας των νουκλεικών οξέων ή/και τον κατάλογο αλληλουχίας των αμινοξέων με σαφή μορφή για να πραγματοποιήσει ουσιαστική προκαταρκτική διεθνή εξέταση, η εν λόγω διοίκηση το γνωστοποιεί εγγράφως στον καταθέτη. Στην περίπτωση που η εθνική νομοθεσία του εθνικού γραφείου, η οποία ενεργεί με την ιδιότητα της επιφορτισμένης διοίκησης με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, δεν επιτρέπει όπως οι πολλαπλές εξαρτώμενες αξιώσεις συντάσσονται με διαφορετικό τρόπο από εκείνον ο οποίος προβλέπεται στη δεύτερη και τρίτη φράση του κανόνα 6.4.α, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορεί, εφόσον οι αξιώσεις δεν είναι συνταγμένες μ' αυτόν τον τρόπο, να εφαρμόσει το άρθρο 34.4.β. Στην περίπτωση αυτή το γνωστοποιεί εγγράφως στον καταθέτη.

β. Στη γνωστοποίηση αυτή, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση εκθέτει λεπτομερώς τους λόγους της απόψεώς της.

γ. Με τη γνωστοποίηση πρέπει να προσκαλείται ο καταθέτης για να παρουσιάσει γραπτή απάντηση, η οποία να συνοδεύεται, εφόσον υπάρχει λόγος, από τροποποιήσεις.

δ. Η γνωστοποίηση πρέπει να ορίζει προθεσμία απαντήσεως. Η προθεσμία αυτή πρέπει να είναι εύλογη, λαμβανομένων υπόψη των περιστάσεων. Κανονικά, η προθεσμία αυτή πρέπει να είναι δύο (2) μήνες από την ημερομηνία της γνωστοποίησης. Η προθεσμία αυτή δεν μπορεί σε καμία περίπτωση να είναι μικρότερη από ένα (1) μήνα από την ημερομηνία αυτή. Η προθεσμία πρέπει να είναι τουλάχιστον δύο (2) μήνες από την εν λόγω ημερομηνία στην περίπτωση που η έκθεση της διεθνούς έρευνας έχει διαβιβαστεί την ίδια χρονική στιγμή με την κοινοποίηση. Η προθεσμία δεν πρέπει να είναι μεγαλύτερη των τριών (3) μηνών από την εν λόγω ημερομηνία, αλλά μπορεί να παραταθεί, εάν ο καταθέτης το ζητήσει πριν από την εκπνοή της.

66.3 Διοικητική απάντηση στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση

α. Ο καταθέτης μπορεί να απαντήσει στην πρόσκληση, η οποία μνημονεύεται στον κανόνα 66.2.γ, της διοίκησης η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, με βάση τροποποιήσεις ή -εφόσον δεν συμφωνεί με την άποψη της διοίκησης- παρουσιάζοντας επιχειρήματα και, ανάλογα με την περίπτωση, χρησιμοποιώντας και τους δύο τρόπους.

β. Κάθε απάντηση πρέπει να υποβάλλεται κατευθείαν στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση.

66.4 Πρόσθετη δυνατότητα παρουσίασης τροποποιήσεων ή επιχειρημάτων

α. Η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, μπορεί να εκδίδει μία ή περισσότερες πρόσθετες γραπτές γνώμες. Οι κανόνες 66.2 και 66.3 εφαρμόζονται.

β. Μετά από αίτημα του καταθέτη, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση μπορεί να του επιτρέψει μία ή περισσότερες πρόσθετες δυνατότητες για να παρουσιάσει τροποποιήσεις ή επιχειρήματα.

66.4.bis Γνώση των τροποποιήσεων και των επιχειρημάτων

Δεν είναι απαραίτητο οι τροποποιήσεις ή τα επιχειρήματα να ληφθούν υπόψη από τη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση για τους σκοπούς διαμόρφωσης γραπτής γνώμης ή έκθεσης για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, εάν τις έχουν παραλάβει μετά την ημερομηνία κατά την οποία η διοίκηση αυτή άρχισε να συντάσσει τη γνώμη της ή την έκθεσή της.

66.5 Τροποποιήσεις

Κάθε αλλαγή -εκτός από τη διόρθωση των προφανών λαθών- η οποία γίνεται στις αξιώσεις, στην περιγραφή ή στα σχέδια, περιλαμβανομένης κάθε διαγραφής αξιώσεων, μερών της περιγραφής ή των σχεδίων, λαμβάνεται υπόψη ως τροποποίηση.

66.6 Ανεπίσημες γνωστοποιήσεις με τον καταθέτη

Η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση μπορεί, σε κάθε χρονική στιγμή, να επικοινωνήσει ανεπίσημα με τον καταθέτη με το τηλέφωνο, γραπτά ή με κάθε άλλον τρόπο. Αποφασίζει, στα πλαίσια της διακριτικής της ευχέρειας, εάν επιθυμεί να χορηγήσει περισσότερο από μία συνομιλία, όταν ο καταθέτης το ζητήσει ή εάν επιθυμεί να απαντήσει σε μία επίσημη έγγραφη γνωστοποίηση του καταθέτη.

66.7 Έγγραφο προτεραιότητας

α. Εάν το αντίγραφο της αίτησης, για την οποία ζητείται προτεραιότητα στη διεθνή αίτηση, είναι απαραίτητο στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, το διεθνές γραφείο μετά από έγγραφη αίτηση το γνωστοποιεί σε σύντομο χρονικό διάστημα. Εάν το αντίγραφο αυτό δεν έχει διαβιβαστεί στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, επειδή ο καταθέτης δεν έχει συμμορφωθεί με τις προδιαγραφές του κανόνα 17.1, η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης μπορεί να συνταχθεί ως εάν να μην έχει ζητηθεί προτεραιότητα.

β. Εάν η αίτηση για την οποία ζητείται προτεραιότητα στη διεθνή αίτηση έχει συνταχθεί σε γλώσσα διαφορετική από την ή τις γλώσσες της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, η διοίκηση αυτή μπορεί να ζητήσει από τον καταθέτη να της τη μεταφράσει στην εν λόγω γλώσσα ή στις εν λόγω γλώσσες μέσα σε προθεσμία δύο (2) μηνών από την ημερομηνία της πρόσκλησης. Εάν η μετάφραση δεν διαβιβαστεί μέσα στην προθεσμία αυτή, η έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης μπορεί να συνταχθεί ως εάν να μην είχε ζητηθεί προτεραιότητα.

66.8 Απαιτούμενη τυπική μορφή των τροποποιήσεων

α. Ο καταθέτης οφείλει να υποβάλλει φύλλο αντικατάστασης για κάθε φύλλο της διεθνούς αίτησης το οποίο, εξαιτίας των τροποποιήσεων, διαφέρει από το φύλλο που είχε καταθέσει προηγούμενα. Η επιστολή η οποία συνοδεύει τα φύλλα αντικατάστασης πρέπει να εφιστά την προσοχή στις διαφορές, οι οποίες υπάρχουν μεταξύ των φύλλων τα οποία αντικαθίστανται και των φύλλων που αντικαθιστούν. Στην περίπτωση που η τροποποίηση συνίσταται στη διαγραφή ορισμένων μερών ή σε αλλαγές ή σε μικρότερης σημασίας προσθήκες, μπορεί να πραγματοποιηθεί επάνω σε αντίγραφο του φύλλου της διεθνούς αιτήσεως, με την προϋπόθεση ότι δεν εμποδίζεται η κατανόηση και η απευθείας αναπαραγωγή από το εν λόγω φύλλο. Στην περίπτωση που μία τροποποίηση επιφέρει διαγραφή ενός πλήρους φύλλου, το γεγονός αυτό πρέπει να αποτελέσει αντικείμενο επιστολής.

β. (Καταργήθηκε)

66.9 Γλώσσα τροποποιήσεων

α. Με την επιφύλαξη των παραγράφων α' και γ', εάν η διεθνής αίτηση έχει κατατεθεί σε γλώσσα διαφορετική από εκείνη της δημοσίευσής της, κάθε τροποποίηση, όπως επίσης κάθε επιστολή που αναφέρεται στον κανόνα 66.8.α πρέπει να συντάσσεται στην γλώσσα της δημοσίευσης.

β. Εάν η διεθνής προκαταρκτική εξέταση πραγματοποιείται σύμφωνα με τον κανόνα 55.2, με βάση τη μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως, κάθε τροποποίηση καθώς επίσης και κάθε επιστολή που αναφέρεται στην παράγραφο α', πρέπει να συντάσσεται στη γλώσσα της μετάφρασης αυτής.

γ. Με την επιφύλαξη του κανόνα 55.3, στην περίπτωση που η τροποποίηση ή η επιστολή δεν έχει συνταχθεί στη γλώσσα που απαιτεί η παραπάνω παράγραφος α' ή β', η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση προσκαλεί τον καταθέτη, εφόσον αυτό είναι δυνατόν, λαμβανομένης υπόψη της προθεσμίας μέσα στην οποία η έκθεση για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση πρέπει να συνταχθεί, να συντάξει, μέσα σε εύλογη για τη συγκεκριμένη περίπτωση προθεσμία, τροποποίηση ή επιστολή στην απαιτούμενη γλώσσα.

δ. Εάν, μέσα στην προθεσμία η οποία αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο γ', ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση για διαβίβαση τροποποίησης στην απαιτούμενη γλώσσα, η τροποποίηση αυτή δεν λαμβάνεται υπόψη για τους σκοπούς της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης. Στην περίπτωση που, μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παραπάνω παράγραφο γ', ο καταθέτης δεν απαντήσει στην πρόσκληση για διαβίβαση της επιστολής που αναφέρεται στην παράγραφο α' στην απαιτούμενη γλώσσα, δεν είναι απαραίτητο η εν λόγω τροποποίηση να ληφθεί υπόψη για τους σκοπούς πραγματοποίησης προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης.

Κανόνας 67
Αντικείμενο σύμφωνα με το άρθρο 34.4.α.i

67.1 Ορισμός

Καμία διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, δεν είναι υποχρεωμένη να προβεί σε διεθνή προκαταρκτική εξέταση για μία διεθνή αίτηση, της οποίας το αντικείμενο και στο μέτρο που το εν λόγω αντικείμενο ανήκει σε μία από τις παρακάτω περιπτώσεις:

i. Επιστημονική ή μαθηματική θεωρία.

ii. Φυτική ποικιλία, είδος ζώων, βιολογικοί μέθοδοι παραγωγής φυτών ή ζώων, εκτός από μικροβιολογικές μεθόδους και προϊόντα που παράγονται μ' αυτές τις μεθόδους.

iii. Φυτά, αρχές ή μέθοδοι για την άσκηση επαγγέλματος και για την άσκηση δραστηριοτήτων καθ' ολοκληρίαν πνευματικών ή για παιχνίδια.

iv. Μέθοδοι χειρουργικής και θεραπευτικής αγωγής του ανθρώπινου σώματος ή του σώματος των ζώων, καθώς και διαγνωστικές μέθοδοι.

v. Απλή παρουσίαση πληροφοριών.

vi. Προγράμματα Η/Υ στο μέτρο που η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση δεν έχει τα κατάλληλα μέσα για να προβεί σε διεθνή προκαταρκτική εξέταση για το αντικείμενο παρόμοιων προγραμμάτων.

Κανόνας 68
Έλλειψη ενότητας της εφεύρεσης
(Προκαταρκτική Διεθνής Εξέταση)

68.1 Μη πρόσκληση για περιορισμό αντικειμένου ή για καταβολή τέλους

Στην περίπτωση που η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, εκτιμά ότι δεν έχουν συμπληρωθεί οι απαιτήσεις της ενότητας της εφεύρεσης και αποφασίζει να μην προσκαλέσει τον καταθέτη να περιορίσει τις αξιώσεις ή να καταβάλει πρόσθετα τέλη, συνεχίζει την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, με την επιφύλαξη του άρθρου 34.4.β και του κανόνα 66.1.ε για το σύνολο της διεθνούς αιτήσεως, αλλά αναφέρει σε κάθε γραπτή άποψη και στην έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης θεωρεί ότι ο καταθέτης δεν έχει ανταποκριθεί στην απαίτηση ενότητας της εφευρέσεως και αναφέρει τους λόγους γι' αυτό το γεγονός.

68.2 Πρόσκληση για περιορισμό αντικειμένου ή για πληρωμή τέλους

Εάν η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, εκτιμά ότι δεν έχει ανταποκριθεί ο καταθέτης στην απαίτηση για ενότητα της εφεύρεσης και αποφασίζει να τον προσκαλέσει μετά από επιλογή του τελευταίου, να περιορίσει τις αξιώσεις ή να πληρώσει πρόσθετα τέλη, στην περίπτωση αυτή αναφέρει τουλάχιστον μία δυνατότητα περιορισμού, η οποία, σύμφωνα με τη γνώμη της, ανταποκρίνεται σ' αυτήν την απαίτηση. Στην περίπτωση αυτή η διοίκηση προσδιορίζει το ύψος των πρόσθετων τελών και αναφέρει τους λόγους για τους οποίους θεωρεί ότι δεν έχει ικανοποιηθεί η απαίτηση της ενότητας της εφεύρεσης. Η διοίκηση ορίζει συγχρόνως προθεσμία μέσα στην οποία μπορεί να δοθεί απάντηση στην πρόσκληση. Η προθεσμία αυτή δεν μπορεί να είναι κατώτερη από ένα (1) μήνα ούτε ανώτερη από δύο (2) μήνες από την ημερομηνία της πρόσκλησης.

68.3 Πρόσθετα τέλη

α. Το ποσό των πρόσθετων τελών για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, που προβλέπονται στο άρθρο 34.3.α, καθορίζεται από την αρμόδια διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

β. Τα πρόσθετα τέλη για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, τα οποία προβλέπονται στο άρθρο 34.3.α, πρέπει να πληρωθούν απευθείας στη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση.

γ. Κάθε καταθέτης μπορεί να πληρώσει τα πρόσθετα τέλη, εφόσον επισυνάψει αιτιολογημένη δήλωση με την οποία να αποδεικνύεται ότι η διεθνής αίτηση πληροί την προϋπόθεση της ενότητας της εφεύρεσης ή ότι το ποσό των αιτούμενων επιπρόσθετων τελών είναι υπερβολικό. Επιτροπή από τρία μέλη - ή καθε άλλη ειδική δικαιοδοτική αρχή - της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση, ή κάθε άλλη αρμόδια ανώτερη αρχή, εξετάζει την επιφύλαξη και, εφόσον εκτιμά ότι η επιφύλαξη είναι αιτιολογημένη, διατάζει την επιστροφή στο σύνολο ή σε μέρος των πρόσθετων τελών στον καταθέτη. Μετά από αίτημα του καταθέτη το κείμενο της επιφύλαξης και το κείμενο της απόφασης επισυνάπτονται στην έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης και κοινοποιούνται στα επιλεγμένα γραφεία.

δ. Η επιτροπή των τριών μελών, η ειδική δικαιοδοτική αρχή ή η ανώτερη αρχή που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο γ', δεν πρέπει να περιλαμβάνουν υπάλληλο, ο οποίος έλαβε μέρος στην απόφαση που αποτελεί αντικείμενο της επιφύλαξης.

ε. Στην περίπτωση που ο καταθέτης έχει πληρώσει σύμφωνα με την παράγραφο 6 πρόσθετο τέλος με επιφύλαξη, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, μετά από επανεξέταση για το γεγονός, εάν ήταν δικαιολογημένη η πρόσκληση για πληρωμή επιπρόσθετου τέλους, μπορεί να απαιτήσει από τον καταθέτη την πληρωμή τέλους εξέτασης της επιφύλαξης ("τέλος επιφύλαξης"). Το τέλος επιφύλαξης πρέπει να πληρωθεί μέσα σε προθεσμία ενός (1) μηνός από την ημερομηνία κατά την οποία το αποτέλεσμα της επανεξέτασης κοινοποιήθηκε στον καταθέτη. Εάν το τέλος επιφύλαξης δεν καταβληθεί μέσα στην προθεσμία αυτή, η επιφύλαξη θεωρείται ότι έχει αποσυρθεί. Το τέλος επιφύλαξης επιστρέφεται στον καταθέτη, εάν η επιτροπή των τριών μελών, η αρμόδια δικαιοδοτική αρχή ή η ανώτερη αρχή που αναφέρεται στην παράγραφο γ', θεωρούν ότι η επιφύλαξη ήταν πλήρως αιτιολογημένη.

68.4 Διαδικασία σε περίπτωση ανεπαρκούς περιορισμού των αξιώσεων

Στην περίπτωση που ο καταθέτης περιορίσει τις αξιώσεις με τρόπο ώστε να μην αρκεί να ανταποκριθεί στην απαίτηση της ενότητας της εφευρέσεως, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική

διεθνή εξέταση προβαίνει σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 34.3.γ.

68.5 Κύρια εφεύρεση

Σε περίπτωση αμφιβολίας για το ποια είναι η κύρια εφεύρεση για τους σκοπούς του άρθρου 34.3.γ, η εφεύρεση που αναφέρεται κατά πρώτο λόγο στις αξιώσεις θεωρείται ότι είναι η κύρια εφεύρεση.

Κανόνας 69
Προκαταρκτική Διεθνής Εξέταση
Έναρξη και προθεσμία

69.1 Έναρξη της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης

α. Με την επιφύλαξη των παραγράφων β' έως ε' η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση αναλαμβάνει την εξέταση αυτή, εφόσον έχει την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση, και συγχρόνως είτε έχει την έκθεση διεθνούς έρευνας είτε την κοινοποίηση της δήλωσης από τη διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα κατ' εφαρμογή του άρθρου 17.2.α, σύμφωνα με την οποία δεν έχει συνταχθεί η έκθεση της διεθνούς έρευνας.

β. Εάν η αρμόδια διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ανήκει στο εθνικό γραφείο ή στο διακυβερνητικό οργανισμό, στον οποίο ανήκει και η αρμόδια διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή έρευνα, η διεθνής προκαταρκτική εξέταση μπορεί, εφόσον η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση το επιθυμεί και με την επιφύλαξη της παραγράφου δ', να πραγματοποιηθεί μαζί με τη διεθνή έρευνα.

γ. Στην περίπτωση που η δήλωση που αφορά τις τροποποιήσεις επισημαίνει ότι οι πραγματοποιούμενες τροποποιήσεις, σύμφωνα με το άρθρο 19, λαμβάνονται υπόψη (κανόνας 53.9.α.i), η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση δεν αναλαμβάνει την εξέταση αυτή πριν παραλάβει αντίγραφο των εν λόγω τροποποιήσεων.

δ. Στην περίπτωση που η δήλωση, η οποία αφορά τις τροποποιήσεις, αναφέρει ότι πρέπει να αναβληθεί η έναρξη της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης (κανόνας 53.9.β), η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση δεν αρχίζει την εξέταση αυτή:

i. Πριν παραλάβει αντίγραφο όλων των πραγματοποιηθέντων τροποποιήσεων, σύμφωνα με το άρθρο 19,

ii. Πριν παραλάβει από τον καταθέτη δήλωση σύμφωνα με την οποία δεν επιθυμεί να πραγματοποιήσει τροποποιήσεις σύμφωνα με το άρθρο 19 ή

iii. Πριν τη λήξη προθεσμίας δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, με δεδομένο ότι οποιαδήποτε από τις προαναφερόμενες τρεις προϋποθέσεις συμπληρωθεί, η πρώτη που συμπληρώθηκε θεωρείται καθοριστική.

ε. Στην περίπτωση που η δήλωση η οποία αφορά τις τροποποιήσεις αναφέρει ότι οι τροποποιήσεις κατατέθηκαν, σύμφωνα με το άρθρο 34, μαζί με την αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση (κανόνας 53.9.γ), αλλά όμως καμία τροποποίηση δεν έχει κατατεθεί σύμφωνα με το άρθρο 34, η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με την προκαταρκτική διεθνή εξέταση δεν αρχίζει την εξέταση αυτή πριν παραλάβει τις τροποποιήσεις ή πριν τη λήξη της προθεσμίας, η οποία αναφέρεται στην πρόσκληση του κανόνα 60.1.ζ, με την προϋπόθεση ότι οποιαδήποτε από τις δύο προϋποθέσεις συμπληρωθεί, η πρώτη που συμπληρώθηκε θεωρείται καθοριστική.

69.2 Προθεσμία για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση

Η προθεσμία για τη σύνταξη της έκθεσης της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης είναι:

i. Είκοσι οκτώ (28) μήνες από την ημερομηνία προτεραιότητας, εάν η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση έχει υποβληθεί πριν τη λήξη δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας.

ii. Εννέα (9) μήνες από την έναρξη της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, εάν η αίτηση για διεθνή προκαταρκτική εξέταση κατατέθηκε μετά τη λήξη του 19ου μήνα από την ημερομηνία προτεραιότητας.

Κανόνας 70
Έκθεση Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

70.1 Ορισμός

Σύμφωνα με τον παρόντα κανόνα εννοείται με την έννοια "έκθεση" η έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης.

70.2 Βάση της έκθεσης

α. Εάν οι αξιώσεις έχουν τροποποιηθεί, η έκθεση συντάσσεται με βάση τις αξιώσεις έτσι όπως τροποποιήθηκαν.

β. Εάν, σύμφωνα με τον κανόνα 66.7.α ή β, η έκθεση συντάσσεται ως εάν να μην έχει ζητηθεί προτεραιότητα, η έκθεση πρέπει να αναφέρει το γεγονός αυτό.

γ. Στην περίπτωση που η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, θεωρεί ότι μία τροποποίηση εκτείνεται πέραν των ορίων της εφεύρεσης, έτσι όπως αναφέρεται στη διεθνή αίτηση με τη μορφή με την οποία κατατέθηκε, η έκθεση συντάσσεται ως εάν η εν λόγω τροποποίηση να μην είχε γίνει, και το γεγονός αυτό αναφέρεται στην έκθεση. Η έκθεση αναφέρει επίσης τους λόγους για τους οποίους η εν λόγω διοίκηση θεωρεί ότι η τροποποίηση εκτείνεται πέραν του περιεχομένου της εφεύρεσης, έτσι όπως έχει περιγραφεί.

δ. Στην περίπτωση που οι αξιώσεις αναφέρονται σε εφευρέσεις για τις οποίες δεν έχει συνταχθεί έκθεση διεθνούς έρευνας και επομένως δεν έχουν αποτελέσει αντικείμενο διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, η έκθεση διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης το αναφέρει.

70.3 Προσδιορισμός

Η έκθεση αναφέρει, για τους σκοπούς προσδιορισμού της διοίκησης, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση και η οποία την πραγματοποιεί, το όνομα της διοίκησης αυτής και, για τους σκοπούς προσδιορισμού της διεθνούς αιτήσεως τον αριθμό της αιτήσεως, το όνομα του καταθέτη και την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης.

70.4 Ημερομηνίες

Η έκθεση αναφέρει:

i. Την ημερομηνία κατά την οποία η αίτηση διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης κατατέθηκε.
ii. Την ημερομηνία της έκθεσης. Η ημερομηνία αυτή αντιστοιχεί στην ημερομηνία ολοκλήρωσης της εκθέσεως.

70.5 Ταξινόμηση

α. Η έκθεση επαναλαμβάνει την ταξινόμηση η οποία αναφέρεται σύμφωνα με τον κανόνα 43.3, εφόσον η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, διατηρεί την ταξινόμηση αυτή.
β. Στην αντίθετη περίπτωση, η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, αναφέρει την ταξινόμηση την οποία θεωρεί ως ορθή, τουλάχιστον σύμφωνα με τη διεθνή ταξινόμηση των διπλωμάτων ευρεσιτεχνίας.

70.6 Δήλωση σύμφωνα με το άρθρο 35.2

α. Η δήλωση η οποία αναφέρεται στο άρθρο 35.2 αφορά σε "ΝΑΙ" ή "ΟΧΙ" ή αντίστοιχη λέξη με τις λέξεις αυτές, στη γλώσσα της έκθεσης, ή μία αντίστοιχη κατάλληλη ένδειξη στις διοικητικές οδηγίες, και συνοδεύεται, εφόσον απαιτείται, από αναφορές, επεξηγήσεις και παρατηρήσεις, οι οποίες αναφέρονται στην τελευταία φράση του άρθρου 35.2.
β. Εάν δεν συμπληρωθεί ένα οποιοδήποτε από τα τρία κριτήρια, τα οποία αναφέρονται στο άρθρο 35.2 (δηλαδή, το κριτήριο του νέου, της εφευρετικής δραστηριότητας -μη προφανές- και της βιομηχανικής εφαρμογής), η δήλωση είναι αρνητική. Εάν, σε μια τέτοια περίπτωση, συμπληρώνονται ένα ή δύο από τα κριτήρια αυτά λαμβανομένων υπόψη μεμονωμένα, η έκθεση αναφέρει το κριτήριο εκείνο ή τα κριτήρια εκείνα τα οποία έχουν συμπληρωθεί.

70.7 Αναφορές σύμφωνα με το άρθρο 35.2

α. Η έκθεση αναφέρει τα έγγραφα τα οποία θεωρούνται σημαντικά για να συνταχθούν οι δηλώσεις, οι οποίες γίνονται σύμφωνα με το άρθρο 35.2.
β. Οι διατάξεις του κανόνα 43.5.β και ε εφαρμόζονται και στην έκθεση.

70.8 Επεξηγήσεις σύμφωνα με το άρθρο 35.2

Οι διοικητικές οδηγίες περιέχουν τις κατευθυντήριες γραμμές για τις περιπτώσεις που οι επεξηγήσεις που αναφέρονται στο άρθρο 35.2 θα έπρεπε ή δεν θα έπρεπε να δοθούν, καθώς επίσης και την τυπική μορφή των επεξηγήσεων αυτών. Οι κατευθυντήριες γραμμές πρέπει να στηρίζονται στις ακόλουθες αρχές:
i. Επεξηγήσεις πρέπει να δίνονται κάθε φορά που η δήλωση είναι αρνητική σε σχέση με οποιαδήποτε αξίωση.
ii. Επεξηγήσεις πρέπει να δίνονται κάθε φορά που η δήλωση είναι θετική, εκτός εάν οι λόγοι οι οποίοι οδήγησαν στην αναφορά ενός οποιουδήποτε εγγράφου είναι ευκόλως κατανοητοί σε σχέση με το αναφερόμενο έγγραφο.
iii. Κατά γενικό κανόνα, επεξηγήσεις πρέπει να δίνονται στις περιπτώσεις που προβλέπονται στην τελευταία φράση του κανόνα 70.6.β.

70.9 Μη γραπτές αποκαλύψεις

Κάθε μη γραπτή αποκάλυψη που αναφέρεται στην έκθεση, σύμφωνα με τον κανόνα 64.2, πρέπει να αναφέρεται με προσδιορισμό του είδους της, της ημερομηνίας κατά την οποία η γραπτή αποκάλυψη στην οποία αναφέρεται η μη γραπτή αποκάλυψη έχει γίνει προσιτή στο κοινό και της ημερομηνίας κατά την οποία η τελευταία αυτή αποκάλυψη έγινε δημοσίως.

70.10 Ορισμένα δημοσιευμένα έγγραφα

Κάθε δημοσιευμένη αίτηση και κάθε δίπλωμα ευρεσιτεχνίας, τα οποία αναφέρονται στην έκθεση σύμφωνα με τον κανόνα 64.3, πρέπει να μνημονεύονται ως τέτοια έγγραφα. Η έκθεση αναφέρει την ημερομηνία δημοσίευσής τους, την ημερομηνία κατάθεσής τους και την ημερομηνία της αιτούμενης προτεραιότητας, εφόσον υπάρχει. Σχετικά με την ημερομηνία προτεραιότητας ενός παρόμοιου εγγράφου, η έκθεση μπορεί να αναφέρει ότι η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση θεωρεί, ότι η ημερομηνία αυτή δεν έχει ζητηθεί νομίμως.

70.11 Μνεία τροποποιήσεων

Πρέπει να αναφέρεται στην έκθεση, εάν έχουν γίνει τροποποιήσεις ενώπιον της αρχής, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση. Στην περίπτωση που μία τροποποίηση κατέληξε σε διαγραφή ενός ολόκληρου φύλλου, το γεγονός αυτό αναφέρεται στην έκθεση.

70.12 Μνεία ορισμένων παρατυπιών και άλλων στοιχείων

Εάν η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, θεωρεί ότι κατά τη στιγμή κατά την οποία προετοιμάζει την έκθεση:
i. Εφαρμόζεται εξ απροόπτου για τη διεθνή αίτηση ο κανόνας 66.2.α.iii, αναφέρει το γεγονός αυτό στην έκθεση αιτιολογώντας την άποψή της.
ii. Χρειάζεται για τη διεθνή αίτηση να διατυπωθεί μία από τις παρατηρήσεις, οι οποίες αναφέρονται στον κανόνα 66.2.α.v, μπορεί να αναφέρει το γεγονός αυτό στην έκθεσή της και εφόσον το αναφέρει, να αιτιολογήσει την άποψή της.
iii. Συντρέχει μία από τις περιπτώσεις που αναφέρεται στο άρθρο 34.4, η διοίκηση το αναφέρει στην έκθεσή της αιτιολογώντας την άποψή της.
iv. Δεν κατέχει κατάλογο αλληλουχίας του νουκλεϊκού οξέος ή του αμινοξέος, με τρόπο ώστε να μπορεί να πραγματοποιήσει ουσιαστική προκαταρκτική διεθνή εξέταση, το αναφέρει στην έκθεσή της.

70.13 Παρατηρήσεις που αφορούν την ενότητα της εφεύρεσης

Η έκθεση αναφέρει εάν ο καταθέτης κατέβαλε πρόσθετα τέλη για τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ή, εάν η διεθνής αίτηση ή η προκαταρκτική διεθνή εξέταση έχει περιοριστεί σύμφωνα με το άρθρο 34.3. Εξάλλου, στην περίπτωση που προκαταρκτική διεθνής εξέταση

έχει πραγματοποιηθεί με βάση τις περιορισμένες αξιώσεις (άρθρο 34.3.α) ή με βάση μόνο την κύρια εφεύρεση (άρθρο 34.3.γ), η έκθεση αναφέρει τα μέρη της διεθνούς αίτησης στα οποία στηρίζεται η διεθνής προκαταρκτική εξέταση και εκείνα τα μέρη για τα οποία δεν έχει πραγματοποιηθεί εξέταση. Η έκθεση περιέχει τις αναφορές οι οποίες προβλέπονται στον κανόνα 68.1, εφόσον η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση αποφάσισε να μην προσκαλέσει τον καταθέτη για να περιορίσει τις αξιώσεις ή να καταβάλει πρόσθετα τέλη.

70.14 Επιτετραμμένος υπάλληλος

Η έκθεση αναφέρει το όνομα του υπαλλήλου της διοίκησης που είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, ο οποίος είναι υπεύθυνος για την έκθεση.

70.15 Τυπική μορφή

Οι υλικές προϋποθέσεις της τυπικής μορφής της έκθεσης καθορίζονται από τις διοικητικές οδηγίες.

70.16 Επισυναπτόμενα στην έκθεση

Κάθε φύλλο αντικατάστασης που αναφέρεται στον κανόνα 66.8.α και κάθε φύλλο αντικατάστασης το οποίο περιέχει τροποποιήσεις που πραγματοποιήθηκαν σύμφωνα με το άρθρο 19, επισυνάπτεται στην έκθεση, εφόσον άλλα φύλλα αντικατάστασης δεν έχουν υποβληθεί στη διοίκηση αργότερα. Οι τροποποιήσεις οι οποίες πραγματοποιούνται σύμφωνα με τον κανόνα 19 και οι οποίες θεωρήθηκαν ότι έχουν διαγραφεί από μία τροποποίηση, η οποία πραγματοποιήθηκε σύμφωνα με το άρθρο 34 και οι επιστολές οι οποίες αναφέρονται στον κανόνα 66.8.α, δεν επισυνάπτονται.

70.17 Γλώσσες της έκθεσης και των παραρτημάτων

α. Η έκθεση και καθε παράρτημα συντάσσονται στη γλώσσα δημοσίευσης της αντίστοιχης διεθνούς αίτησης, ή, εφόσον η διεθνής προκαταρκτική εξέταση έχει πραγματοποιηθεί, σύμφωνα με τον κανόνα 52.2 με βάση τη μετάφραση της διεθνούς αιτήσεως, στη γλώσσα της μετάφρασης αυτής.

β. (Καταργήθηκε)

Κανόνας 71
Διαβίβαση της έκθεσης της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

71.1 Προορισμός

Η διοίκηση η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση διαβιβάζει την ίδια ημέρα στο Διεθνές Γραφείο και στον καταθέτη αντίγραφο της έκθεσης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, και εφόσον υπάρχουν, αντίγραφα των παραρτημάτων.

71.2 Αντίγραφα των αναφερόμενων εγγράφων

α. Το αίτημα που αναφέρεται στο άρθρο 36.4 μπορεί να κατατεθεί οποιαδήποτε χρονική στιγμή κατά τη διάρκεια των επτά (7) ετών, τα οποία υπολογίζονται από την ημερομηνία διεθνούς κατάθεσης της διεθνούς αίτησης στην οποία αναφέρεται η διεθνής έκθεση.

β. Η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, μπορεί να ζητήσει από τον καταθέτη ή το επιλεγμένο γραφείο το οποίο του διαβίβασε το αίτημα, την καταβολή του κόστους προετοιμασίας και αποστολής των αντιγράφων. Το ποσό του κόστους αυτού ορίζεται στις συμφωνίες που αναφέρονται στο άρθρο 32.2, οι οποίες έχουν υπογραφεί μεταξύ των διοικήσεων που είναι επιφορτισμένες με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση και του Διεθνούς Γραφείου.

γ. (Καταργήθηκε)

δ. Η διοίκηση, η οποία είναι επιφορτισμένη με τη διεθνή προκαταρκτική εξέταση, μπορεί να αναθέσει τα καθήκοντα που αναφέρονται στις παραπάνω παραγράφους α' και β' σε άλλον οργανισμό, ο οποίος είναι υπεύθυνος ενώπιόν της.

Κανόνας 72
Μετάφραση της έκθεσης της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

72.1 Γλώσσες

α. Κάθε επιλεγμένο Κράτος μπορεί να απαιτήσει, όπως η έκθεση της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης, η οποία έχει συνταχθεί σε μία γλώσσα διαφορετική από την επίσημη γλώσσα ή μία από τις επίσημες γλώσσες του εθνικού γραφείου, μεταφραστεί στα αγγλικά.

β. Παρόμοια, η απαίτηση αυτή πρέπει να γνωστοποιείται στο Διεθνές Γραφείο, το οποίο τη δημοσιεύει σε σύντομο χρονικό διάστημα στην Εφημερίδα.

72.2 Αντίγραφο της μετάφρασης για τον καταθέτη

Το Διεθνές Γραφείο διαβιβάζει στον καταθέτη αντίγραφο της μετάφρασης της έκθεσης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, που αναφέρεται στον κανόνα 72.1.α, μαζί με τη γνωστοποίηση της μετάφρασης αυτής στο γραφείο ή στα ενδιαφερόμενα επιλεγμένα γραφεία.

72.3 Παρατηρήσεις σχετικά με τη μετάφραση

Ο καταθέτης μπορεί να καταθέσει γραπτές παρατηρήσεις σχετικά με λάθη της μετάφρασης τα οποία περιέχονται κατά τη γνώμη του στη μετάφραση της έκθεσης της προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης. Ο καταθέτης πρέπει να απευθύνει αντίγραφο των παρατηρήσεων αυτών σε καθένα από τα ενδιαφερόμενα επιλεγμένα γραφεία και στο Διεθνές Γραφείο.

Κανόνας 73
Γνωστοποίηση της έκθεσης της Προκαταρκτικής Διεθνούς Εξέτασης

73.1 Προετοιμασία αντιγράφων

Το Διεθνές Γραφείο προετοιμάζει τα αντίγραφα των εγγράφων τα οποία πρέπει να αποσταλούν σύμφωνα με το άρθρο 36.3.α.

73.2 Ημερομηνία γνωστοποίησης

Η γνωστοποίηση η οποία προβλέπεται στο άρθρο 36.3.α πρέπει να πραγματοποιηθεί στο συντομότερο

δυνατόν χρονικό διάστημα αλλά όχι πριν από τη γνωστοποίηση που αναφέρεται στο άρθρο 20.

Κανόνας 74
Μετάφραση και διαβίβαση των παραρτημάτων της έκθεσης της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης

74.1 Περιεχόμενο και προθεσμία διαβίβασης της μετάφρασης

α. Στην περίπτωση που το επιλεγμένο γραφείο απαιτεί την κατάθεση μετάφρασης της διεθνούς αίτησης η οποία προβλέπεται στο άρθρο 39.1, ο καταθέτης οφείλει να διαβιβάσει μέσα στην προθεσμία η οποία εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 39.1, τη μετάφραση κάθε φύλλου που αντικαταστάθηκε σύμφωνα με τον κανόνα 70.16 και το οποίο έχει επισυναφθεί στην έκθεση διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης, εκτός εάν το φύλλο αυτό δεν είναι συνταγμένο στη γλώσσα για την οποία η μετάφραση της διεθνούς αίτησης είναι απαραίτητη. Η ίδια προθεσμία εφαρμόζεται στην περίπτωση που η κατάθεση μετάφρασης της διεθνούς αίτησης στο επιλεγμένο γραφείο πρέπει να πραγματοποιηθεί σύμφωνα με τη δήλωση η οποία γίνεται κατ' εφαρμογή του άρθρου 64.2.α.i μέσα στην εφαρμοζόμενη προθεσμία σύμφωνα με το άρθρο 22.

β. Στην περίπτωση που το επιλεγμένο γραφείο δεν απαιτεί την κατάθεση μετάφρασης της διεθνούς αίτησης που προβλέπεται στο άρθρο 39.1, μπορεί να απαιτήσει όπως ο καταθέτης διαβιβάσει, εντός της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο αυτό, μετάφραση, στη γλώσσα δημοσίευσης της διεθνούς αίτησης, κάθε φύλλου το οποίο έχει αντικατασταθεί σύμφωνα με τον κανόνα 70.16 και το οποίο επισυνάπτεται στην έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης και το οποίο δεν είναι συνταγμένο στη γλώσσα αυτή.

Κανόνας 75

(Καταργήθηκε)

Κανόνας 76
Αντίγραφο, μετάφραση και τέλος σύμφωνα με το άρθρο 39.1, μετάφραση του εγγράφου προτεραιότητας

76.1, 76.2 και 76.3 (Καταργήθηκαν)

76.4 Προθεσμία για τη μετάφραση του εγγράφου προτεραιότητας

Ο καταθέτης δεν είναι υποχρεωμένος να παρουσιάσει στο επιλεγμένο γραφείο επικυρωμένη μετάφραση του εγγράφου προτεραιότητας πριν από τη λήξη της προθεσμίας, η οποία εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 39.

76.5 Εφαρμογή των κανόνων 21.1.ζ, 49 και 51 bis

Οι κανόνες 21.1.ζ, 49 και 51 bis εφαρμόζονται έχοντας υπόψη ότι:

i. Κάθε μνεία η οποία αφορά το οριζόμενο γραφείο ή το οριζόμενο Κράτος θεωρείται ως μνεία του επιλεγόμενου γραφείου ή του επιλεγόμενου Κράτους, αντίστοιχα.

ii. Κάθε μνεία η οποία γίνεται με βάση το άρθρο 22 ή το άρθρο 24.2 θεωρείται ως μνεία με βάση το άρθρο 39.1 ή το άρθρο 39.3, αντίστοιχα.

iii. Οι λέξεις "κατατιθεμένες διεθνείς αιτήσεις" οι οποίες αναφέρονται στον κανόνα 49.1.γ αντικαθίστανται με τις λέξεις "αιτήσεις που έχουν υποβληθεί για προκαταρκτική διεθνή εξέταση".

iv. Για τους σκοπούς εφαρμογής του άρθρου 39.1, στην περίπτωση που η έκθεση της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης έχει συνταχθεί, μετάφραση της πραγματοποιηθείσας τροποποίησης σύμφωνα με το άρθρο 39 δεν απαιτείται, παρά μόνο όταν η τροποποίηση αυτή επισυνάπτεται στην έκθεση.

76.6. Μεταβατικές διατάξεις

Εάν την 12η Ιουλίου 1991 ο κανόνας 76.5.iv δεν συμβαδίζει με την εθνική νομοθεσία, η οποία εφαρμόζεται από το επιλεγμένο γραφείο για τις τροποποιημένες αξιώσεις σύμφωνα με το άρθρο 19, δεν εφαρμόζεται ο κανόνας αυτός έναντι του εν λόγω γραφείου για όσο χρονικό διάστημα παραμένει μη συμβατός με την εν λόγω νομοθεσία με την προϋπόθεση ότι το εν λόγω γραφείο ενημερώνει το αργότερο την 31η Δεκεμβρίου 1991 το Διεθνές Γραφείο. Το Διεθνές Γραφείο δημοσιεύει σε σύντομο χρονικό διάστημα τις πληροφορίες αυτές στο δελτίο.

Κανόνας 77
Δυνατότητα σύμφωνα με το άρθρο 39.1.β

77.1 Άσκηση της δυνατότητας

α. Κάθε Συμβαλλόμενο Κράτος, το οποίο παραχωρεί προθεσμία που λήγει μετά την προθεσμία η οποία προβλέπεται στο άρθρο 39.1.α, οφείλει να γνωστοποιήσει την προθεσμία αυτή στο Διεθνές Γραφείο.

β. Κάθε γνωστοποίηση, την οποία παραλαμβάνει το Διεθνές Γραφείο σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο α', δημοσιεύεται στην Εφημερίδα, σε σύντομο χρονικό διάστημα.

γ. Οι γνωστοποιήσεις σχετικά με τη μείωση προθεσμίας η οποία έχει εκ των προτέρων καθοριστεί έχουν αποτελέσματα για τις αιτήσεις της Διεθνούς Προκαταρκτικής Εξέτασης, οι οποίες κατατέθηκαν μετά από χρονικό διάστημα τριών (3) μηνών από την ημερομηνία δημοσίευσης της γνωστοποίησης.

δ. Οι γνωστοποιήσεις σχετικά με την παράταση προθεσμίας η οποία έχει εκ των προτέρων καθοριστεί έχουν αποτέλεσμα αμέσως μετά τη δημοσίευσή τους στην Εφημερίδα για τις εκκρεμείς αιτήσεις προκαταρκτικής διεθνούς εξέτασης κατά την ημερομηνία της δημοσίευσης αυτής ή εφόσον υποβλήθηκαν μετά την ημερομηνία αυτή ή εάν το Συμβαλλόμενο Κράτος το οποίο προβαίνει στη γνωστοποίηση καθορίσει μεταγενέστερη ημερομηνία στην περίπτωση αυτή, στη μεταγενέστερη αυτή ημερομηνία.

Κανόνας 78
Τροποποίηση των αξιώσεων, της περιγραφής και των σχεδίων ενώπιον των επιλεγμένων γραφείων

78.1 Προθεσμία κατά την περίπτωση που έχει πραγματοποιηθεί η επιλογή, πριν τη λήξη περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας

α. Στην περίπτωση που η επιλογή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους έλαβε χώρα πριν τη λήξη περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, ο καταθέτης ο οποίος επιθυμεί να ασκήσει το δικαίωμα που του παραχωρεί το άρθρο 41 για να τροποποιήσει τις αξιώσεις, την περιγραφή και τα σχέδια ενώπιον του αντίστοιχου επιλεγμένου γραφείου, οφείλει να πραγματοποιήσει τις τροποποιήσεις μέσα σε προθεσμία ενός (1) μηνός από την ημερομηνία συμπλήρωσης των πράξεων που αναφέρονται στο άρθρο 39.1.α. Παρ' όλα αυτά, εάν η διαβίβαση της έκθεσης της διεθνούς προκαταρκτικής εξέτασης που αναφέρεται στο άρθρο 36.1 δεν έχει πραγματοποιηθεί κατά τη λήξη της εφαρμοζόμενης προθεσμίας σύμφωνα με το άρθρο 39, ο καταθέτης οφείλει να ασκήσει το δικαίωμα αυτό το αργότερο τέσσερις (4) μήνες μετά τη λήξη της ημερομηνίας αυτής. Και στις δύο περιπτώσεις ο καταθέτης μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα αυτό σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία, εφόσον του το επιτρέπει η εθνική νομοθεσία του εν λόγω Κράτους.

β. Σε κάθε επιλεγμένο Κράτος στο οποίο η εθνική νομοθεσία προβλέπει ότι η εξέταση δεν αρχίζει παρά μόνο μετά από ειδικό αίτημα, η εθνική νομοθεσία μπορεί να προβλέψει ότι η χρονική στιγμή κατά την οποία ο καταθέτης μπορεί να ασκήσει το δικαίωμα που του χορηγεί το άρθρο 41 είναι, στην περίπτωση που επιλογή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους πραγματοποιήθηκε πριν τη λήξη της περιόδου των δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, η ίδια με εκείνη η οποία προβλέπεται από την εθνική νομοθεσία για την κατάθεση τροποποιήσεων σε περίπτωση εξέτασης, μετά από ειδικό αίτημα, για τις εθνικές αιτήσεις, με την προϋπόθεση ότι η προθεσμία αυτή δεν εκπνέει πριν τη λήξη της προθεσμίας που εφαρμόζεται σύμφωνα με την παραπάνω παράγραφο α', ή ότι η χρονική στιγμή δεν έχει επέλθει πριν τη λήξη της ίδιας προθεσμίας.

78.2 Προθεσμία στην περίπτωση που η επιλογή έγινε μετά τη λήξη περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας

Στην περίπτωση που η επιλογή ενός Συμβαλλόμενου Κράτους έγινε μετά τη λήξη περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας και εφόσον ο καταθέτης επιθυμεί να πραγματοποιήσει τροποποιήσεις σύμφωνα με το άρθρο 41, η προθεσμία για τις τροποποιήσεις αυτές είναι εκείνη η οποία εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 28.

78.3 Υποδείγματα χρησιμότητας

Οι διατάξεις των κανόνων 6.5 και 13.5 εφαρμόζονται, mutatis mutandis, και στα επιλεγμένα γραφεία. Εάν η επιλογή πραγματοποιήθηκε πριν τη λήξη περιόδου δεκαεννέα (19) μηνών από την ημερομηνία προτεραιότητας, η αναφορά στην προθεσμία η οποία εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 22 αντικαθίσταται με αναφορά στην προθεσμία η οποία εφαρμόζεται σύμφωνα με το άρθρο 39.

Άρθρο δεύτερο

Αρμόδια αρχή εφαρμογής του νόμου αυτού είναι ο Οργανισμός Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Ο.Β.Ι.).

Άρθρο τρίτο

Με προεδρικά διατάγματα, που εκδίδονται ύστερα από πρόταση του Υπουργού Ανάπτυξης, κατόπιν εισηγήσεως προς αυτόν του Διοικητικού Συμβουλίου του Ο.Β.Ι., ρυθμίζονται οι λεπτομέρειες για την εφαρμογή του παρόντος νόμου και του Κεφαλαίου II της Συνθήκης.

Άρθρο τέταρτο

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και του Κεφαλαίου II της Συνθήκης σύμφωνα με τα προβλεπόμενα στο άρθρο 63 αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 5 Μαρτίου 1996

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΘΝΙΚΗΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ
Θ. ΠΑΓΚΑΛΟΣ	**Γ. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**
ΑΝΑΠΤΥΞΗΣ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΒΑΣ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ	**ΕΥΑΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 6 Μαρτίου 1996

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΥΑΓ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 • ΑΘΗΝΑ 104 32 • TELEX 223211 YPET GR • FAX 52 34 312

ΠΛΗΡΟΦΟΡΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		**ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ** ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.		
Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5225761	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ	(031)	423955
	5230841	25ης Μαρτίου 21 Τ.Κ. 541 00		423956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών ΦΕΚ	5225713	ΠΕΙΡΑΙΑΣ		4136402
	5249547	Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31		4171307
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239762	ΠΑΤΡΑ	(061)	271249
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248141	Κορίνθου 327 Τ.Κ. 262 23		224581
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ		
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε.-Ε.Π.Ε.	5248785	Διοικητήριο Τ.Κ. 454 44	(0651)	21901
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και		ΚΟΜΟΤΗΝΗ	(0531)	22637
αποστολή Φ.Ε.Κ. με πληρωμή μέσω Δ.Ο.Υ.	5248320	Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00		26522

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	- Μέχρι 16 σελίδες 100 δρχ. - Από 16 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α' (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κτλ.)	30.000 δρχ.	1.500 δρχ.
Β' (Υπουργικές αποφάσεις κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Γ' (Διορισμοί, απολύσεις κτλ. Δημ. Υπαλλήλων)	10.000 »	500 »
Δ' (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κτλ.)	50.000 »	2.500 »
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	25.000 »	1.250 »
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κτλ. προσωπικού ΝΠΔΔ)	10.000 »	500 »
Παράρτημα (Πίνακες επιτυχόντων διαγωνισμών)	5.000 »	250 »
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 »	500 »
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 »	150 »
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	150.000 »	7.500 »
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 »	500 »
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	120.000 »	6.000 »

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίδουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού είναι διπλάσιες των παραπάνω αναφερομένων και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Οικονομικού του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του ποσοστού του ΤΑΠΕΤ που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται στην Αθήνα από το Ταμείο του ΤΑΠΕΤ (Καποδιστρίου 34 - Αθήνα) και στις άλλες πόλεις από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Δήμοι και οι Κοινότητες πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γράμματια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες κοινού λειτουργούν καθημερινά από 08.00' έως 13.00'

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ